

**Résister au productivisme :
Sociologie des stratégies paysannes face à l'agro-industrie dans les Hauts-
de-France**



Maïra Beaumanoir

Sous la direction de Benoît Lallau

2024 / 2025

Illustration

Cette image représente une manifestation contre la ferme des 1000 vaches, située près d'Abbeville dans la Somme, projet controversé pour son impact environnemental, social et sanitaire. Dans les années 2010, les mobilisations à son encontre se multiplient, portées par des associations comme Novissen ou la Confédération paysanne qui voient en cette ferme un symbole de lu modèle agro-industriel auquel elles reprochent l'absorption progressive des petites fermes. La ferme a définitivement cessé son activité en 2021, comme l'explique l'article de France culture dont l'image est tirée.

France Culture. "La ferme dite des 1 000 vaches, symbole de l'agriculture industrielle, cesse son activité laitière," January 7, 2021. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction/la-ferme-dite-des-1-000-vaches-symbole-de-l-agriculture-industrielle-cesse-son-activite-laitiere-3997065>.

Résumé

Ce mémoire explore la pratique de résistances diverses dans la région des Hauts-de-France, largement structurée sur le modèle agricole productiviste et agro-industriel. A travers des entretiens réalisés avec des paysan-ne-s de la région, ont pu se dégager des parcours, des trajectoires menant les individus à s'engager dans une agriculture paysanne ou à lutter en sa faveur, par des biais très variés. Ce travail vise précisément à saisir la diversité des résistances possibles dans ce cadre, des plus informelles et individuelles (consommation, production), aux plus directes et frontales, allant utiliser des répertoires d'actions plus radicaux comme le sabotage ou l'occupation, en passant par les dynamiques collectives – centrales dans la région – en témoigne les nombreuses associations. Toutes ces résistances s'inscrivent dans une volonté de la part des paysan-ne-s de contribuer à la création d'une alternative au modèle agro-industriel, d'un imaginaire collectif différent porté par des actrice-s du monde agricole mais aussi d'autres univers associatifs ou militants. Le but ici est également de rendre compte des multiples difficultés qui peuvent exister pour les paysan-ne-s de la région. De ces facteurs et variables différentes, ce mémoire vise à comprendre les modalités de l'engagement des paysan-ne-s aujourd'hui, et les formes que celui-ci prend dans la région des Hauts-de-France.

Mots clés : Paysan / Agriculture / Résistance / Mobilisation / Associatif / Alternatif

Abstract :

This thesis explores the practice of various forms of resistance in the Hauts-de-France region, which is largely structured around the productivist, agro-industrial agricultural model. Through interviews with local farmers, we were able to identify the paths and trajectories leading individuals to commit to peasant farming or to fight for it, in a wide variety of ways. The aim of this work is precisely to grasp the diversity of possible resistances in this context, from the most informal and individual (consumption, production), to the most direct and frontal, using more radical repertoires of action such as sabotage or occupation, via collective dynamics – central in the region as evidenced by the numerous associations. All these forms of resistance are part of a desire on the part of farmers to contribute to the creation of an alternative to the agro-industrial model, of a different collective imaginary supported by actors from the world of agriculture, but also from other associative or activist universes. The aim here is also to take account of the many difficulties that may exist for farmers in the region. Based on these different factors and variables, this thesis seeks to understand the ways in which farmers are involved today, and the forms this takes in the Hauts-de-France region.

Key words: Peasant / Agriculture / Resistance / Activism / Nonprofit / Alternative

Remerciements

Je souhaite d'abord remercier Benoît Lallau, en tant que directeur de mémoire, ainsi que Nicolas Kaciaf, professeur du cours de méthodologie du mémoire pour leurs conseils précieux et éclairés tout au long de l'année.

Je remercie également l'ensemble de mes ami-e-s, avec qui j'ai partagé l'aventure de l'écriture d'un mémoire conjoint. Leur soutien quotidien, nos échanges riches en doutes et en questionnements ont rendu ce travail stimulant et joyeux chaque jour malgré les difficultés. Un grand merci bien sûr mes colocataires pour leur écoute, leur bonne humeur et leur présence quotidienne, qui ont insufflé de nombreux moments de convivialité et de légèreté à cette année et à cette période de rédaction.

Merci particulièrement à Mathis et Alex, pour les rires partagés au quotidien, leur aide précieuse et leur soutien émotionnel indéfectible. Merci à Camille, Salomé et Milian, et à ma mère pour les conseils toujours pertinents et pour l'aide cruciale qu'ils m'ont apportée-e-s tout en enjolivant mes journées.

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui ont accepté de discuter avec moi, sans qui ce mémoire n'aurait pas pu voir le jour et avec qui les échanges ont toujours été enrichissants.

Lexique

CP ou Conf : Confédération paysanne, syndicat agricole.

CR : Coordination Rurale, syndicat agricole.

FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (ou FDSEA dans le cas des branches départementales).

JA : Jeunesses Agricoles, syndicat agricole

AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

Avertissement

Sciences Po Lille n'entend donner aucune approbation ni improbation aux thèses et opinions émises dans ce mémoire de recherche. Celles-ci doivent être considérées comme propres à leur auteur. J'atteste que ce mémoire de recherche est le résultat de mon travail personnel, qu'il cite et référence toutes les sources utilisées et qu'il ne contient pas de passage ayant déjà été utilisé intégralement dans un travail similaire

Table des matières

Introduction	7
Etat de la recherche	8
Problématisation	18
Point d'explication méthodologique	18
Annonce de plan	19
Première partie : Trajectoires de paysan-ne-s : socialisation, bifurcations biographique et épreuves de parcours	21
Chapitre 1 : De l'installation à la pratique paysanne : socialisation, engagements et difficultés.....	22
L'héritage familial de la pratique paysanne : entre transmission et réappropriation.....	23
Socialisation politique préalable à l'engagement.....	27
Être paysan-ne : un rôle à jouer	32
Chapitre 2 : Les conditions de l'exercice : obstacles, injustices et déséquilibres	36
La concentration foncière : un verrou structurel pour les paysan-ne-s	37
Contraintes économiques et défis des productions alternatives	42
Pratiques alternatives et agriculture conventionnelle : un rapport conflictuel ?	48
Deuxième partie : Résistances paysannes : des actes silencieux aux mobilisations collectives.....	55
Chapitre 3 : Aspirations paysannes au changement : entre pratiques individuelles et engagements institutionnels	56
« Semer des graines » : sensibiliser pour résister.....	57
Réformer le système agricole : le rôle contesté des institutions	60
Le rôle limité des syndicats et des élections agricoles : entre hégémonie et contre-pouvoir.....	63
Chapitre 4 : Le monde associatif dans les Hauts-de-France ou l'ouverture des possibles..	71
La résistance par le partage de connaissance	72
Lutter contre les barrières à l'installation	76
Les réseaux paysans : un appui essentiel pour l'agriculture paysanne	80
Chapitre 5 : Mobilisations directes entre rejets, soutiens et désirs de s'impliquer	86
Résistances par l'action directe dans les années 2000 : entre occupations et sabotages de projets symboliques	87
La judiciarisation des luttes : entre répression et visibilité politique	92
Les résistances formelles récente : perception et désirs de participation des paysan-ne-s	95
Conclusion	108
Bibliographie	111
Annexe	116

Introduction

J'observe de plus en plus une convergence des luttes entre guillemets. Et une compréhension plus fine qu'en fait de lutter chacun de son côté ça nous fera pas à gagner en fait. Et du coup en fait souvent, avec les mouvements naturalistes aussi il y a les naturalistes des terres qui sont sur Lille, même les scientifiques en fait commencent à hausser le ton aussi et du coup on commence à agir ensemble et je pense que c'est ça aussi qui fait qu'on remporte des succès. Comme là on l'a vu avec l'A69. Même si c'est temporaire pour l'instant mais je trouve ça plutôt réjouissant que de voir que ça y est on commence à avoir des résultats entre guillemets et après ce que j'ai tendance à penser aussi c'est que on est beaucoup trop sage dans le sens où on attend beaucoup trop en fait des politiques en place et en fait on devrait pas demander qu'itus on devrait s'organiser entre nous.

Laurent, paysan de 43 ans, extrait d'entretien.

Le 7 mars 2025, l'Etat demande la continuation des travaux de l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse, malgré une décision du tribunal administratif les ayant interdits quelques jours auparavant¹. Initialement présentée comme une solution pour désenclaver le sud du département, dynamiser le territoire et faciliter les transports routiers, cette autoroute de 62 kilomètres dont le coût est estimé à 450 millions d'euros est au cœur d'une controverse et d'une opposition forte. En effet, ce projet est perçu par des groupes et collectifs militants comme partie intégrante d'un modèle de développement obsolète, percevant la multiplication des infrastructures comme du progrès et de la modernité au dépend des terres agricoles, de la biodiversité et de l'environnement. En réflexion depuis les années 2010, les travaux de l'autoroute s'officialisent en 2022, marquant le début d'un mouvement de résistance important porté par des acteur-ice-s, militant-e-s issu-e-s de milieux variés. Des agriculteur-ice-s et paysan-ne-s dont les terres risquent d'être rachetées pour ce projet, ou simplement attaché-e-s à un modèle agricole plus durable, aux militant-e-s écologistes, en passant par les habitant-e-s de la région également touché-e-s par ce projet, les individus mobilisé-e-s forment un groupe hétérogène. Cette convergence des luttes a donné naissance à une Zone A Défendre (ZAD) installée sur le chantier, entre 2023 et février 2025, sur laquelle s'organisent des opposant-e-s, dans les arbres² et au sol, pour contrer le démarrage et la continuation du projet. Lorsque le tribunal administratif de Castres annonce son arrêt,

¹ Reporterre. "A69 : le gouvernement demande la reprise immédiate des travaux." Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre, March 7, 2025. <https://reporterre.net/A69-le-gouvernement-demande-la-reprise-immediate-des-travaux>.

² Les occupations d'arbres sont communes sur la ZAD pour s'opposer à leur coupe.

c'est une victoire pour les zadistes qui vivent de manière permanente en occupation et qui subissent régulièrement les pressions policières pour partir.

Cette mobilisation contre l'A69 s'inscrit dans une dynamique plus large de remise en question des « mégaprojets » perçus pour certain-ne-s comme inutiles voire néfastes pour les paysan-ne-s et agriculteur-ice-s mais aussi pour l'environnement. Celle-ci n'est qu'un exemple parmi d'autres, en témoigne celui de Notre-Dame-des-Landes à partir des années 1970, la lutte contre les mégabassines en 2023 ou encore contre la ligne de LGV Lyon-Turin. Dans chaque cas, des collectifs se sont formés autour d'intérêts divers, souvent aussi avec les paysan-ne-s locaux qui s'insèrent dans ces résistances, ou qui en sont à la source.

Depuis le début de la modernisation agricole, les colères de ces dernier-e-s se font entendre régulièrement, reprochant le remplacement d'une agriculture vivrière et paysanne par une agriculture productiviste et industrielle. Mais ce n'est pas seulement par le biais de mobilisations directes qu'ont pu se dessiner des résistances. L'objectif de ce mémoire est justement de comprendre quels biais de résistance peuvent être utilisés pour lutter contre le modèle agricole en place, mais surtout à l'heure où celui-ci semble avoir triomphé, quelles stratégies de résistances sont en place pour la création d'une alternative ?

L'idée de départ de cette étude était de s'intéresser aux mobilisations directes engagées dans le cadre de lutte contre les méga projets et plus généralement contre le modèle agro-industriel dans la région des Hauts-de-France. De fait, ces dernières années, peu de luttes provenant de cette région se sont fait entendre, d'où ma question de départ : quelles résistances au système agricole actuel existe-t-il dans la région ? S'il n'en existe pas, quelles en sont les raisons ? S'il en existe bien, quelles formes prennent-elles ? Les travaux sur le sujet se penchant spécifiquement sur ce territoire et sur des mobilisations directes n'étant pas nombreux, il a paru nécessaire d'élargir le prisme d'analyse cherchant alors à saisir la diversité de nature des résistances possibles. Puisque cette recherche se focalise sur des résistances paysannes, il s'agit désormais de faire un détour socio-historique sur l'origine des termes mais aussi sur leur histoire.

Etat de la recherche

La sociologie rurale : les « sociétés paysannes » théorisées.

En premier lieu, il semble déterminant de comprendre ce que signifie réellement le terme de « paysan-ne ». Cette notion, sujette à débat pendant de longues années et jusqu'à

aujourd'hui, est centrale dans les travaux de sociologie rurale, qui naît comme branche de la sociologie au début des années 1950.³ Avant qu'elle ne se construise en discipline à part entière, nombre de sociologues se sont intéressés à la question des sociétés paysannes, rurales, au village et à ses particularités.

C'est le cas de Karl Marx et de ses héritiers qui considèrent la paysannerie comme une classe sociale à part entière, dont les membres forment une communauté dans laquelle s'opposent le propriétaire foncier, le fermier capitaliste et l'ouvrier agricole⁴. Selon lui également, si une « communauté objective » existe bien entre les paysan-ne-s, celle-ci ne permet pas l'existence d'une « classe pour soi ». Il compare même la paysannerie à un sac de pomme de terre : « (...) elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique⁵. » En outre, Karl Marx et Karl Kautsky prévoient tous deux l'avènement et la progressive domination des petit-e-s paysan-ne-s par les grandes exploitations capitalistes qui, selon le second, verront leurs intérêts priorisés et avantagés par le développement de l'agriculture.⁶

La « communauté » villageoise et rurale est également étudiée par Ferdinand Tönnies, l'un des fondateurs de la sociologie allemande, qui établit une dichotomie nette entre les sociétés « communautaires » et les sociétés « sociétales ». De là s'opposent « le moi, le nous » dans les premières, à la « personne » dans les secondes. La « possession » dans les communautés vient contraster avec la « richesse » des sociétés, le « terre et le sol » à « l'argent »⁷. Cette théorie est l'une des rares qui apporte un regard positif sur les sociétés paysannes, généralement perçues comme archaïques et comme réfractaires au changement.

Durkheim étudie également la question de la ruralité et des paysan-ne-s, notamment à travers sa distinction entre les deux types de solidarités dans *De la division sociale du travail* (1893). Selon lui, la solidarité mécanique est une « solidarité par similitude »⁸ puisqu'elle tient entre des personnes d'une même collectivité qui se ressemblent, ont le même rapport au sacré, aux valeurs et « ne sont pas encore différenciés ». A l'inverse, la

³ Déléage, Estelle. *Agricultures à l'épreuve de la modernisation*, 2019, p.15.

⁴ Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. *Sociologie des mondes agricoles*. Collection U. Paris: A. Colin, 2013, p.12.

⁵ Marx, 1967, p. 257

⁶ Déléage, Estelle. *Agricultures à l'épreuve de la modernisation*, 2019, p.18.

⁷ Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. *Sociologie des mondes agricoles*. Collection U. Paris: A. Colin, 2013, p.17.

⁸ Ibid., p.19.

solidarité organique se développe dans un cadre où la différenciation s'est opérée, où chaque individu remplit une fonction distincte, qui complète en quelques sortes celle des autres. Il compare ces sociétés à des corps humains, dans lesquels chaque personne agit comme un organe : chacun-ne dépend des autres mais occupe un rôle différent. Ces deux solidarités correspondent pour Durkheim à deux types de sociétés différentes : les sociétés primitives, dans lesquelles la solidarité mécanique est en place : « les individus sont interchangeables et n'y est pas producteur de sa propre histoire »⁹. La solidarité mécanique existe dans les sociétés où la division du travail est établie. L'auteur perçoit l'espace rural et paysan comme toujours caractérisé par la solidarité mécanique, dans lequel les individus sont insérés dans un système primitif d'organisation sociale.

D'autres auteurs majeurs ont analysé le fonctionnement et les évolutions des sociétés paysannes, comme Weber, qui étudie l'insertion progressive du capitalisme dans les mondes agricoles¹⁰, ou Maurice Halbwachs qui définit le mode de vie paysan comme un « genre de vie particulier », où se mêlent « vie domestique » et « vie professionnelle ». Pour lui, le paysan appartient à un « groupe domestique rural » comme partie d'un « type de vie original où, sans s'éloigner du lieu de son travail, trouve à satisfaire presque tous ses instincts sociaux ».¹¹

Toutefois, c'est surtout les travaux contemporains d'Henri Mendras qui marquent la sociologie rurale, voire font partie de ses éléments fondateurs. Dans ses recherches, il conceptualise la notion de « société paysanne » et revient sur leur histoire : Henri Mendras explique que la naissance des sociétés paysannes en Europe occidentale comme « système d'organisation sociale est concomitante à celle de la féodalité, c'est-à-dire à celle de la naissance d'un rapport social entre le seigneur et le paysan (le serf qui lui est attaché par l'intermédiaire de la terre). »¹² Ces sociétés sont dotées de cinq grandes caractéristiques. La première concerne leur « autonomie relative » vis-à-vis de la « société englobante qui les domine mais tolère leurs originalités ».¹³ Autrement dit, si les paysan-ne-s ont des relations avec le reste de la société (institutionnelles notamment), celles-ci ne sont pas fondées sur la

⁹ Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. *Sociologie des mondes agricoles*. Collection U. Paris: A. Colin, 2013, p.20.

¹⁰ Weber Max, « Enquête sur la situation des ouvriers agricoles à l'Est de l'Elbe. Conclusions prospectives », 1892, Actes de la Recherche en Sciences Sociales, traduit de l'allemand par Denis Vidal-Naquet, 1986, p.65-68.

¹¹ Halbwachs, Maurice, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, 1912, p.453.

¹² Déléage, Estelle. *Agricultures à l'épreuve de la modernisation*, 2019, p.20.

¹³ Ibid.

socialité primaire -c'est-à-dire sur des relations concrètes- ce qui leur confère une autonomie relative. La seconde a trait à « l'importance structurelle du groupe domestique dans l'organisation de la vie économique et sociale de la collectivité »¹⁴ : les sociétés paysannes sont un groupe stable du fait de sa structuration autour de la lignée, de la transmission patrimoniale et de la terre. De cette caractéristique découle la troisième, qui affirme l'autonomie relative du système économique « qui ne distingue pas consommation et production »¹⁵ (puisque la différenciation entre le travail et le domestique est faible, et que la production est consommée) tout en étant relativement liée au reste de l'économie. Le quatrième trait des sociétés paysanne porte sur leur construction en une « collectivité locale » au sein de laquelle les liens d'interconnaissance sont forts, liens cependant moindres avec le reste de la société. La collectivité, que Mendras définit comme « un ensemble d'individus habitant sur un même lieu, ayant un mode d'organisation commun mais ne partageant pas nécessairement les mêmes valeurs », est centrale dans son analyse de la paysannerie. En effet, l'idée selon laquelle « tout le monde se connaît » signifie également l'existence d'un contrôle social fort et d'une codification des comportements très importante. Finalement, Mendras affirme que les notables jouent un rôle majeur dans la médiation entre les sociétés paysanne et la société englobante en ce qu'ils transmettent et négocient les intérêts des deux pour répondre aux exigences respectives.

De ces cinq caractéristiques centrales, Mendras tire comme conclusions que les sociétés paysannes revêtent d'une stabilité – en ce qu'elles souhaitent conserver leur autonomie vis-à-vis du reste de la société – et d'une économie particulière, en ce qu'elles s'inscrivent dans un système dominé par l'interconnaissance, la confusion entre vie de famille et travail, et où le calcul rationnel est absent¹⁶. Cette tentative de définition du-de la paysan-ne-s et de sa communauté ne fait cependant pas l'unanimité : d'un côté sur la méthode – dont plusieurs des chercheur-euse-s sont critiques – d'un autre sur « la pertinence de l'échelle locale » comme outil d'analyse sociologique¹⁷. Malgré ces controverses, cette définition permet d'établir une base claire sur la caractérisation de la paysannerie avant les changements qui s'y observent.

¹⁴ Déléage, Estelle. *Agricultures à l'épreuve de la modernisation*, 2019.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. *Sociologie des mondes agricoles*. Collection U. Paris: A. Colin, 2013, p.90.

L'œuvre fondatrice d'Henri Mendras, l'ouvrage *La fin des Paysans*, publié en 1967, projette une progressive disparition des paysan-ne-s, du fait de la modernisation de l'agriculture enclenchée au début des années 1950. Une nouvelle figure émerge, celle de l'agriculteur-ice. Selon lui, quand être paysan-ne n'est pas tant un métier qu'un état, être agriculteur-ice est bien une profession, qui peut être choisie. De plus, ce métier confère de moins en moins d'importance à la terre, pourtant centrale dans la paysannerie théorisée par Mendras¹⁸. Pour lui, « (...) l'évolution économique donne de moins en moins de valeur à la terre, qui devient un moyen de production relativement moins important que l'équipement mécanique et la compétence de l'agriculteur ».¹⁹ La profession est aussi plus dépendante de l'économie marchande, vise des rendements élevés et opte pour des outils mécaniques développés et nombreux pour les atteindre. Si Mendras en vient à émettre cette hypothèse, c'est qu'il écrit à une période d'intenses changements dans les ruralités françaises et plus généralement, dans les sociétés occidentales. De ces désirs de modernisation découlent alors un certain nombre de mesures, et rapidement, de nombreux nouveaux-elles agriculteur-ice-s « *profitent du départ de leurs voisins pour s'étendre, s'équiper et s'organiser* ».²⁰

Toutefois, la notion de paysan-ne-s telle qu'entendue au cours de cette étude ne correspond plus à celle établie par les auteurs cités précédemment. Par exemple, si la notion de « communauté rurale » est au cœur des initiatives à l'heure actuelle, tout comme le renouement avec la terre, la structuration en un groupe domestique basé sur la transmission familiale ne semble pas être le modèle mis à jour²¹. Pour Estelle Deléage, la dichotomie entretenue par les définitions oppositionnelles entre agriculteur-ice et paysan-ne ne permet pas de faire état de ce qu'est aujourd'hui l'agriculture paysanne « (...) qui entend dépasser les apories de la modernité industrielle tout en renouant avec la tradition mais sans pour autant « verser » dans un traditionalisme régressif. »²² Elle tente alors, d'établir des caractéristiques qui correspondraient mieux à la réalité actuelle. D'un côté, l'agriculture paysanne s'appuie sur des pratiques « nostalgiques utopiques »²³, c'est-à-dire sur un « détour par le passé vers l'avenir, vers l'utopie » -qui passe par une critique de la modernité, mais aussi par la création d'un rapport différent au travail, vu comme une « œuvre »- et sur la

¹⁸ Extraits de *La Fin des paysans*, Paris, SÉDÉIS, 1967, réédition Actes-Sud, 1992, pp. 329

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ibid.

²¹ Deléage, Estelle. "Les paysans dans la modernité." *Revue Française de Socio-Économie* 9, no. 1 (May 2, 2012): 117–31.

²² Ibid. p.121.

²³ Terme de Michael Löwy repris par Estelle Deléage

redéfinition d'un rapport entre l'être humain et la nature. Elle explique que « l'agriculture paysanne réinvente à partir de la tradition, tradition au sens positif du terme, et de la technique. Elle réinvente une nouvelle manière de produire, respectueuse de l'environnement. Elle réinvente un nouveau rapport à l'économie en misant sur l'optimum de valeur ajoutée pour assurer le revenu. Elle imagine et recrée des relations de proximité avec le consommateur [...]. Elle réhabilite le métier de paysan. Elle réinvente les solidarités locales et participe à la vie du pays ».²⁴ C'est sur cette définition de la paysannerie que ce mémoire se fonde. Si la notion même de paysan-ne a évolué, c'est dû aux bouleversements nombreux et majeurs qui ont eu lieu durant la seconde moitié du XXème siècle et sur lesquels nous reviendrons.

La sociologie rurale et les transformations des campagnes françaises

L'après-guerre est marqué par une modification drastique et radicale des campagnes françaises s'inscrivant dans une volonté de l'Etat de mécaniser l'agriculture et d'accroître les rendements. Nombreux sont les changements auxquels les paysan-ne-s de l'époque font alors face : le remembrement, c'est-à-dire la transformation de surfaces parcellaires en grandes surfaces agricoles, ou encore le développement de la monoculture, qui consiste à produire une seule espèce de plante sur un espace donné, en opposition à la polyculture qui se veut plus variée y compris sur des petites surfaces.

Et en effet, la fin de la guerre aboutit sur un nombre important de grandes innovations notamment en matière de commerce international qui se développe : des instances telles que le GATT²⁵, le FMI²⁶, la Banque Mondiale ou plus tard la Politique Agricole Commune, qui cherche à accroître la productivité au niveau européen pour garantir une sécurité alimentaire peu coûteuse.²⁷ Le gouvernement français s'inscrit dans la lignée de l'ambition mondiale de modernisation, un terme qui fait écho à une nécessaire rupture avec les sociétés et les économies traditionnelles. L'agriculture est, explique l'agronome René Dumont, « inutilement morcelée en des milliers de petites exploitations, trop traditionnelle dans ses modes de production, utilisant beaucoup de main-d'œuvre mais sans s'appuyer

²⁴ Deléage, Estelle. "Les paysans dans la modernité." *Revue Française de Socio-Économie* 9, no. 1 (May 2, 2012): 117–31, p.125.

²⁵ Pour Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce

²⁶ Pour Fond Monétaire International

²⁷ Deléage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p.27.

suffisamment sur les connaissances de l'agronomie moderne »²⁸. Rapidement, de nombreuses mesures sont mises en place, et parmi elles, la planification à partir de 1946. Le premier exemple, le plan Monnet (1947-1962), fixe des objectifs chiffrés notamment pour la production agricole. Celui-ci promeut la formation des agriculteur-ice-s, crée des aides économiques pour le secteur et intensifie la mécanisation des campagnes. La productivité agricole croît alors de 5 % par an en moyenne entre 1950 et 1980.²⁹ Pour que la France devienne une puissance agricole, le rapport Vedel de 1969 – commandé par le ministère de l'agriculture de l'époque – préconise la disparition des petites exploitations qui ne seraient « pas rentables » mais également la réservation des prêts du Crédit Agricole aux exploitations ayant manifesté leur volonté de se moderniser. La mécanisation opérée en parallèle, amène au développement des cultures fourragères, à la sélection des races, à l'utilisation d'aliments composée pour le bétail et ainsi d'augmenter les rendements. La production de blé triple, celle de viande quadruple et la productivité augmentent de 6,3% par an de 1954 à 1974. Pour donner une idée plus concrète du machinisme : en 1930, il y a moins de 30 000 tracteurs en France ; en 1957, le pays en produit plus de 90 000 et en 1961, les agriculteurs en utilisent plus de 700 000.³⁰ Toutefois, l'endettement des petit-e-s exploitant-e-s pour s'équiper est multiplié par 4 entre 1960 et 1973, des banques comme le Crédit agricole prêtent mais ne sont parfois pas remboursées et obligent donc les exploitant-e-s à vendre leurs terres, parfois en dessous du prix du marché. L'agriculture agro-industrielle peut être définie comme visant à « produire des aliments à prix réduit et à assurer une qualité standardisée pour des marchés de masse, en mobilisant des intrants industriels et en s'appuyant sur des économies d'échelle et des processus de spécialisation agricole régionale. »³¹ Celle-ci se développe donc rapidement, amenant à la marginalisation de l'agriculture traditionnelle paysanne.

Ces bouleversements sont la source d'un intérêt croissant pour les questions rurales au sein de la sociologie française. Selon Jérôme Lamy, quatre grandes périodes se distinguent : l'institutionnalisation de la sociologie rurale dans les années 1950 et 1960, le développement des pratiques anthropologiques à partir des années 1970, l'intérêt pour les

²⁸ Guimont, Clémence, and Bruno Villalba. "L'espace politique agricole français (1945-2015)." In *Les mutations récentes du foncier et des agricultures en Europe*, edited by Gérard Chouquer and Marie-Claude Maurel, 53–74. Les Cahiers de la MSHE Ledoux. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2018

²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid.

³¹ Galliano, Danielle, Benoît Lallau, and Jean-Marc Touzard. "Coexistences et transitions dans l'agriculture." *Revue Française de Socio-Économie* 18, no. 1 (April 27, 2017): 23–30.

méthodes et « leurs effets sur la définition des savoirs » et enfin, un focus sur l'environnement et l'écologie dans les années 1990.³² Si les plus connus de cette discipline sont Henri Mendras et Marcel Jolivet, d'autres figures de la sociologie française à cette époque se sont intéressé-e-s à ces questions. Par exemple, Bourdieu s'est rapidement penché sur les transformations de la paysannerie évoquées plus haut et à leurs conséquences sur le célibat des paysans.³³ Il analyse ainsi que le célibat croissant de ces derniers témoigne d'un déclassement social majeur, en lien avec les rapports entre les milieux urbains et les campagnes : le paysan a beau être propriétaire, il est désormais moins bien loti socialement et économiquement que les habitant-e-s des villes³⁴. Par ses travaux, mais aussi ceux de ses disciples comme Patrick Champagne ou Claude Grignon, « Pierre Bourdieu donne à comprendre l'effondrement de pans entiers des règles de la société paysanne (...) »³⁵.

Les études réalisées par ces sociologues à partir des années 1950 observent pour la plupart l'absorption progressive de la paysannerie dans le modèle productiviste agricole qui se met en place. Cette marche vers la modernisation constante a en effet depuis entraîné des conséquences majeures. En 2019, en France, environ 400 000 personnes en emploi au sens du Bureau international du travail (BIT) sont, dans leur emploi principal, agriculteur-ice-s exploitant-e-s, soit 1,5 % de l'emploi total, tandis qu'en 1982, iels étaient 1,6 millions, soit 7,1% de l'emploi total.³⁶ Leur nombre a drastiquement réduit donc -à noter que ces chiffres prennent en compte les agriculteur-ice-s et que les paysan-ne-s au sens de Mendras semblent avoir subi des transformations très lourdes. Nombreux-euses sont les sociologues qui se sont intéressé-e-s à la question, comme Bertrand Hervieu, qui étudie les mondes ruraux et agricoles, ou encore François Purseigle, directeur du département de sciences économiques et sociales de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Toulouse. Les nombreux travaux d'Estelle Déléage permettent également de comprendre les conséquences actuelles des bouleversements dans le monde rural, et les résistances possibles face à ces changements. En effet, à partir des années 1960, les luttes contre le modèle en cours d'implantations se multiplient et se diversifient.

³² Lamy, Jérôme. "Le grand remembrement: La sociologie des savoirs ruraux depuis les années 1950." *Zilsel* 1, no. 1 (February 15, 2017): 263–91.

³³ Bourdieu, Pierre, Célibat et condition paysanne, septembre 1962.

³⁴ Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. *Sociologie des mondes agricoles*. Collection U. Paris: A. Colin, 2013, p.64.

³⁵ Ibid., p.66.

³⁶ "Les Agriculteurs : De Moins En Moins Nombreux et de plus En plus d'hommes - Insee Focus - 212." Accessed January 22, 2025.

La sociologie des résistances paysannes

Pour analyser les manières de faire résistance dans cette étude, il s'agit bien sûr de définir ce qui est entendu comme « résistance ». Ce terme revêt de nombreuses prénotions, comme l'idée selon laquelle une résistance serait toujours très visible, frontale et conflictuelle, c'est pourquoi il s'agit d'ancrer cette recherche dans une définition claire.

Pour James C. Scott, dans son ouvrage *Weapons of the Weak, Everyday Forms of Peasant Resistance*, la résistance est souvent définie par la dichotomie entre une « vraie » résistance et une résistance « symbolique, accidentelle ». La première est « organisée, systématique et coopérative, de principe, désintéressée, a des conséquences révolutionnaires, et/ou porte des idées ou des intentions qui neutralisent la base de la domination même »³⁷. À l'inverse, les résistances « accidentelles » sont définies communément comme « désorganisées, non-systématiques et individuelles, opportunistes et égocentriques, n'ont pas de conséquences révolutionnaires, et/ou impliquent, dans leurs intentions ou leur signification, un accommodement avec le système de domination ».³⁸ Selon Scott, cette dichotomie est une vision bourgeoise de ce que doit être la résistance puisqu'il faut considérer la base des luttes économiques et politiques menées par les classes opprimées (esclaves, paysans, travailleurs...). D'un côté, les actes individuels ont contribué à toutes les révolutions, il affirme même que sans ces actes – qui n'avaient pas initialement une portée révolutionnaire – elles n'auraient pas pu avoir lieu. De l'autre, la résistance ne peut être seulement définie par ses conséquences puisque même lorsque pensés révolutionnaires, certains actes peuvent produire l'effet inverse, un « backfire »³⁹ qui viendrait par exemple intensifier une dictature. Dans le cas de paysan-ne-s, une grève peut induire une mécanisation accélérée par le pouvoir pour museler les oppositions par exemple.

La clé pour Scott est de prendre en compte le « désir de survivre » dans l'analyse de ce que peut être une résistance car il en est souvent à la source : « c'est précisément la fusion de l'intérêt personnel et de la résistance qui constitue la force vitale animant la résistance des paysans et des prolétaires ».⁴⁰ De plus, la paysannerie est le plus souvent éparpillée, ce qui ne permet pas toujours la mise en place de résistances formelles, d'où la nécessité d'autant plus grande de prendre en compte toutes les formes possibles. Il explique donc que

³⁷ Scott, James C. "Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance," n.d., p.292.

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid. p.295.

⁴⁰ Scott, James C. "Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance," n.d., p.295.

plusieurs types de résistance se distinguent : « formelle-informelle, individuelle-collective, publique-anonyme, celles qui contestent le système de domination-celles qui visent des gains marginaux »⁴¹. Ces différents types sont aussi une mesure du niveau de répression : les formes adoptées sont variables selon les réactions du pouvoir, et elles seront généralement plus informelles à mesure que la répression augmente.

C'est donc la définition de James C. Scott qui sera utilisée au cours de cette étude, permettant une large prise en compte des différents modes d'actions, même ceux qui pourraient paraître minimes.

La sociologie des mouvements sociaux

En parallèle du concept de résistance – central pour ce mémoire – il est nécessaire de s'intéresser à la sociologie des mouvement sociaux, pour saisir le caractère protestataire des évènements d'opposition. Qu'est-ce qu'une action collective, un mouvement social ? D'après Erik Neveu, l'action collective correspond à « un agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert »⁴², marqué par une logique revendicative et de « défense d'un intérêt matériel ou d'une cause ». Qu'elle vise des changements radicaux et profonds ou qu'elle aille au contraire à l'encontre d'évolutions, elle est le fruit « d'entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie ».⁴³ En l'occurrence, il semble que les mobilisations agricoles ayant eu lieu pendant la période de modernisation relèvent de la résistance au changement, tandis que celles en cours sont considérées comme cherchant à radicalement changer nos modes de production. Erik Neveu affirme aussi qu'un mouvement social « se définit par l'identification d'un adversaire »⁴⁴, bien que les formes que vont prendre la contestation peuvent être très diverses. Les mouvements agricoles se sont souvent inscrits dans une logique de « self-help », consistant à créer des alternatives aux services proposés par l'Etat (si défaillants par exemple), comme des systèmes de cotisation, d'assurance ou encore « d'approvisionnement en besoins professionnels ». Ceci est souvent couplé à des formes plus directes de contestations, mais permettent la sécurité et la solidarité entre les membres engagé-e-s. Cet angle permet donc pour cette étude d'inclure à la définition de mouvement social les initiatives « alternatives »,

⁴¹ Ibid. p.299.

⁴² Neveu, Érik. "I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ?" *Repères* 6 (January 27, 2015): 5–26.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Ibid.

faisant face à l'adversaire désigné, et ne correspondant pas nécessairement aux modes opératoires classiques de la protestation (grève ou manifestation par exemple).

Problématisation

Le but de cette étude est donc d'analyser les différentes formes de résistances au système productiviste qui peuvent être mises en œuvre par des paysan-ne-s de la région Hauts-de-France. Comment résister dans un cadre rural régional dominé par l'agriculture agro-industrielle ? Quels obstacles peuvent entraver les paysan-ne-s qui tentent de se mobiliser et en quoi cela conditionne leur manière de faire résistance ? Dans quelle mesure l'activité paysanne est-elle en elle-même une activité résistante ?

Afin de guider ce travail, quelques hypothèses de recherche ont été retenues :

- Les résistances sont difficiles à mettre en œuvre du fait de conflits nombreux avec le voisinage agricole en conventionnel, avec lequel les oppositions pratiques et idéologiques sont nombreuses.
- Les résistances informelles ont une place prépondérante dans les pratiques des individus, notamment par des biais associatifs ou collectifs.
- Les paysan-ne-s les plus jeunes sont ceux participant le plus à l'élaboration de stratégies de résistances formelles en faveur d'une agriculture paysanne.
- Les enquêté-e-s soutiennent des valeurs écologistes et sociales, plutôt orientées à gauche de l'échiquier politique.

Point d'explication méthodologique

Ce mémoire repose sur une enquête de terrain qualitative, réalisée entre janvier et mars 2025 dans la région des Hauts-de-France pour mieux comprendre les formes de résistances sur le territoire par le biais d'entretiens semi-directifs avec des paysan-ne-s de la région. Cette méthode a permis d'accéder aux témoignages des enquêté-e-s quant à leurs engagements, leur profession et la représentation qu'ils en ont, mais également aux modalités de leur engagement dans des stratégies de résistances.

Ces personnes ont été sélectionnées selon une méthode d'échantillonnage, d'abord via des réseaux associatifs locaux et plus précisément des posts Facebook mettant en avant des paysan-ne-s engagé-e-s dans des pratiques alternatives sur le territoire. Ces premier-e-s enquêté-e-s ont ensuite largement contribué à la mise en contact avec d'autres, dont ils ont pu donner les coordonnées permettant l'élargissement progressif de l'échantillon.

Du fait d'un éloignement géographique certain et de l'absence de permis de conduire, une adaptation méthodologique a été réalisée pour faciliter l'enquête. De fait, si trois entretiens ont pu être menés en face à face – soit sur les fermes des personnes concernées, soit sur le lieu de vente des produits (souvent un local associatif) – les cinq autres ont été réalisés en visioconférence. L'écueil ici est alors d'avoir manqué d'un accès aux échanges informels et à l'observation du lieu de rencontre, mais cela a tout de même permis de rencontrer des paysan-ne-s éloigné-e-s.

L'échantillon est composé de six hommes et deux femmes, ce qui reflète en partie la répartition genrée du milieu agricole mais ne permet pas une analyse spécifique sur les rapports de genre, bien que cet aspect ait pu furtivement émerger dans certains discours. Toutes les enquêté-e-s ont plus de cinq années d'expérience dans l'agriculture, garantissant un certain recul sur leur activité et sur ses évolutions. Parmi eux, trois sont retraités, dont deux qui pratiquaient une agriculture en conventionnel mais s'étant investi tout au long de leur carrière dans la défense de l'agriculture paysanne. Deux personnes ne sont pas issues du monde agricole, sont « néo-paysan-ne-s » ayant choisi de se reconvertir dans cette activité. Les autres six enquêté-e-s proviennent à l'inverse de familles d'agriculteur-ice-s ou de paysan-ne-s mais parmi eux, trois ont connu une période de rupture avec le métier et se sont tourné-e-s vers d'autres secteurs professionnels avant de revenir vers l'agriculture.

Cette diversité des profils permet d'observer des expériences variées tant en termes de pratiques agricoles qu'en termes de rapports à la politique, à l'activité en elle-même et aux formes de résistances qui peuvent se développer selon tous ces facteurs socio-économiques. Elle reflète aussi la multiplicité des parcours en agriculture dans ce métier qui aujourd'hui s'éloigne de la longue tradition de transmission familiale qui la caractérisait et la caractérise encore aujourd'hui en majorité.

Les entretiens ont duré entre une et deux heures, selon les disponibilités des participant-e-s, et ont été enregistrés avec l'accord explicite de chacun-e d'entre eux. L'ensemble de leurs prénoms ont été remplacés, dans un souci d'anonymisation et de préservation des données personnelles dont ils ont fait part à travers nos échanges.

Annonce de plan

Dès lors, cette étude propose dans un premier temps d'analyser les trajectoires et les parcours des individus interrogés, afin de comprendre quelles dispositions préexistent à l'engagement et à la pratique d'une activité paysanne. Ce recueil des trajectoires implique

également de s'intéresser aux différents obstacles que peuvent rencontrer ces dernier-e-s tant ceux du fait de leur manière alternative de travailler, que ceux intrinsèques au métier. La seconde partie analyse les formes de résistances, dans un premier temps sous le prisme des leviers d'actions à l'échelle individuelle tels que la façon de pratiquer leur activité, ou encore la sensibilisation réalisée auprès de leurs consommateur-ice-s. Dans un second temps, seront abordées les modalités plus institutionnelles pour atteindre des changements « par le haut » mentionnées par les personnes enquêtées, que ce soit à travers l'espoir en des politiques agricoles en leur faveur, ou par le biais du syndicalisme et donc des élections agricoles. Enfin, il s'agit de traiter des résistances plus formelles, plus directement contestataires mises en œuvre dans la région par ou avec des paysan-ne-s, en s'intéressant à l'histoire dont témoignent certain-e-s enquêté-e-s de mobilisations importantes ayant eu lieu ces dernières années, et à la perception des luttes actuelles même nationales ressortant des échanges pour saisir la volonté de ces dernier-e-s de s'y engager.

Première partie : Trajectoires de paysan-ne-s : socialisation, bifurcations biographique et épreuves de parcours

Les résistances en faveur d'une agriculture paysanne peuvent être réfléchies et pratiquées par ses acteur-ice-s différemment selon le parcours individuel et la relation plus ou moins héritée à cet engagement. Souvent associée aux néo-paysan-ne-s, l'implication dans un mode de vie paysan « alternatif » semble pourtant dépendre de multiples facteurs de socialisation parfois hérités des parents, eux-mêmes agriculteur-ice-s ou paysan-ne-s. Prendre en compte les trajectoires de vie permet alors de saisir les engagements passés, les valeurs transmises qui ont pu mener à celles portées par les enquêté-e-s aujourd'hui. En effet, la socialisation politique joue un rôle majeur dans la transmission d'un habitus et ainsi d'idées politiques. L'habitus correspond à l'inculcation implicite de valeurs politiques, sociétales mais aussi à une manière de se comporter correspondante. Pour Bourdieu, c'est « par l'emprise de la politesse sur les actes les plus insignifiants de la vie quotidienne s'imposent ainsi, les principes les plus fondamentaux d'un « arbitraire culturel et d'un ordre politique » »⁴⁵.

C'est pourquoi cette première partie entend analyser les trajectoires au regard de l'héritage familial du métier agricole et/ou des expériences et croyances qui ont pu mener à leur situation actuelle à travers les témoignages de paysan-ne-s interrogé-e-s. L'idée est aussi de comprendre les obstacles rencontrés au cours de leur activité qui ont pu mener à l'engagement mais aussi celles qui découlent justement de cet engagement, impliquant parfois des difficultés additionnelles. Autrement dit, voir comment la pratique d'une agriculture paysanne conduit à faire face à des difficultés nombreuses dans un cadre productiviste au niveau régional et national, et comment ces difficultés mobilisent à leur tour les acteur-ice-s à poursuivre leur lutte.

⁴⁵ Percheron, Annick, Nonna Mayer, and Anne Muxel. *La socialisation politique*. Collection U. Paris: A. Colin, 1993, p.27.

Chapitre 1 : De l'installation à la pratique paysanne : socialisation, engagements et difficultés

Selon l'origine sociale des individus, si leurs parents étaient – ou non – issus de l'agriculture initialement, les dispositions à entrer dans le milieu sont nécessairement différenciées. Encore au début des années 2000, « huit agriculteurs de moins de 40 ans sur dix étaient apparenté-e-s à l'exploitant qu'ils remplaçaient et, dans les trois quarts des cas, il s'agissait de l'un de ses enfants. »⁴⁶ Si les chiffres ont évolué depuis 20ans, la majorité des transmissions restent familiales aujourd'hui, mais les trajectoires sont désormais moins linéaires, parfois semées de parcours atypiques ou de « reprises sans reproduction ».⁴⁷ C'est cela qu'il convient d'étudier dans ce premier chapitre, d'une part pour comprendre l'importance de l'héritage familial, tant comme transmetteur de la « vocation » que comme disposant les paysan-ne-s à des valeurs politiques bien spécifiques. Les bifurcations biographiques sont aussi pertinentes à analyser puisqu'elles sont souvent dues à des changements de valeurs au cours de la vie des individus, permettant de saisir ce qui a pu pousser ces derniers à voir leur activité comme porteuse de changement, comme politique ou vectrice de lien social. Justement, ces perceptions qu'ont les paysan-ne-s de leur métier seront au cœur de la dernière partie de ce chapitre en ce qu'elles permettent de comprendre la politisation de la paysannerie ou de l'agriculture et donc plus largement, dans quelle mesure la pratique même de l'activité paysanne est perçue par ses membres comme une forme de résistance.

⁴⁶ Deleage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p. 46.

⁴⁷ Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d, p.34.

L'héritage familial de la pratique paysanne : entre transmission et réappropriation

1.1. « Pour moi, c'est une histoire de famille »⁴⁸

La transmission du métier paysan est historiquement très forte. Mendras l'explique déjà lorsqu'il tente de saisir la spécificité de cette profession vis-à-vis du reste de la société : l'un de ses traits de caractéristique est bien l'importance du « groupe domestique »⁴⁹ dans l'organisation de la collectivité. La stabilité de cette dernière est d'ailleurs perpétuée par la transmission presque naturelle de la profession. Si cette forte hérédité du métier est drastiquement réduite depuis les années 1960 avec la modernisation de l'agriculture, elle persiste cependant. Sur les huit personnes enquêtées, six sont directement issues du milieu agricole ou paysan. Plusieurs expliquent rapidement avoir « repris la ferme familiale » parfois après des tentatives différentes (études, travail en ville, voyage) : « Donc, je suis revenu sur la ferme familiale, et ça, c'était il y a 5 ans. »⁵⁰. Ces témoignages démontrent une réalité toujours d'actualité : la spécificité du modèle familial agricole se trouve dans « l'importance qui demeure accordée, à travers alliances et ruptures, à la transmission de l'entreprise familiale dans la lignée. »⁵¹ Cette hérédité est moins automatique qu'auparavant et moins contrainte, plusieurs des enquêté-e-s ayant repris la ferme de leurs parents sont passé-e-s par d'autres métiers, études ou parcours de vie et ont présenté la reprise comme un choix. Ce n'est d'ailleurs pas seulement l'exploitation agricole en elle-même qui se trouve transmise, mais également le lien au mode de vie :

« Au départ, je ne suis pas issu du milieu agricole. On était lillois. Mon père travaillait chez Peugeot à Fives. Il avait fait des études agricoles dans les années 1950. C'était compliqué de rentrer dans la profession parce qu'il faut beaucoup de capitaux. C'est un métier assez fermé aux extérieurs, donc aux néo-ruraux. Il a pu créer son activité au fur et à mesure. On est arrivé ici il y a une cinquantaine d'années à Nomain. On est tombé toute la famille amoureux de la Pévèle et de l'agriculture. On est cinq enfants et on est tous dans l'agriculture. Pour moi, c'est une histoire de famille. Surtout l'élevage. »⁵²

⁴⁸ Entretien avec Guillaume

⁴⁹ Deléage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p.20.

⁵⁰ Entretien avec Guillaume

⁵¹ Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d, p.21.

⁵² Entretien avec Guillaume

L'agriculture présentée comme une vocation, comme une passion, se développe par des dispositions et un *habitus*⁵³ transmis dès l'enfance par les parents exerçant leur métier très souvent sur le même lieu que l'habitation familiale. Dès lors, c'est tout un métier et ses valeurs qui sont concrètement observés et intégrés par les enfants au quotidien, qui parfois même peuvent participer à certaines activités et accompagner leurs parents dans leurs différentes tâches. La « vocation » ainsi soulevée à travers différents entretiens est bien précédée d'une socialisation créant des dispositions favorables à la reproduction sociale. Et en effet, en 2022, « 81,1% des chefs d'exploitation sont fils d'agriculteurs et c'est le cas de 52,3% des cheffes d'exploitations »⁵⁴.

De plus, la perception du métier comme une « histoire de famille » renvoie à la dimension collective et domestique de l'activité : elle se construit et se développe en conservant un lien important avec les membres du groupe. D'ailleurs, les agriculteur-ice-s étaient, en 2011, le groupe social ayant le plus de contact avec leur famille durant une semaine⁵⁵. L'intensité des relations familiales favorisent largement la transmission de dispositions, faisant de l'agriculture un métier à la reproduction sociale importante.

Toutefois, comme évoqué précédemment, la transmission est aujourd'hui moins automatique et moins linéaire qu'autrefois. A travers les récits des enquêté-e-s, des parcours inattendus peuvent être observés.

1.2. « Avant, moi, je voulais tout faire sauf rester en campagne »⁵⁶

« Avant, moi, je voulais tout faire sauf rester en campagne. Donc, je suis allée sur Lille pour, à la base, je voulais faire éducatrice spécialisée. »⁵⁷

Le rejet de l'activité paysanne ou agricole est – malgré les chiffres évoqués – de plus en plus fort en France, car si le nombre d'agriculteur-ice-s actuel dont les parents l'étaient également est important, les enfants de ces dernier-ère-s sont nombreux-euse-s à vouloir en sortir. En effet, « pour la plupart des enfants d'origine agricole, l'avenir le plus probable est

⁵³ Percheron, Annick, Nonna Mayer, and Anne Muxel. *La socialisation politique*. Collection U. Paris: A. Colin, 1993.

⁵⁴ Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible/François Purseigle, Bertrand Hervieu. – Paris : Presses de Sciences Po, 2022, p.30.

⁵⁵ INSEE, France, portrait social, Montrouge, INSEE, coll. « INSEE Références », 2011, p. 121.

⁵⁶ Entretien avec Emilie

⁵⁷ Ibid.

désormais celui d'une sortie de l'agriculture⁵⁸ ». François Purseigle parle de « déficit des vocations » qui vient modifier le modèle familial classique. Ce n'est pas toujours un regret pour les parents agriculteur-ice-s ou paysan-ne-s qui souhaitent laisser le choix à leurs enfants, notamment dans des cas où ceux-ci n'apprécient eux-mêmes plus leur travail.⁵⁹ Or, un phénomène remarqué à travers les différents entretiens menés est celui du retour à la terre : alors que certain-ne-s enfants issu-e-s du monde agricole ou paysan se sont décidé-e-s à changer de voie arrivé-e-s à l'âge adulte, plusieurs finissent par y revenir.

*« Ben, moi, j'ai passé 26 ans de ma vie à dire que je voulais pas faire ce métier, parce que c'était de la merde, on travaillait trop pour pas gagner sa vie et tout. Et puis, un jour, je me suis retrouvé sur un vélo dans les Balkans, à me poser la question de qu'est-ce que je voulais faire dans ma vie. Et puis, à la fin, en fait, j'ai compris que faire du fromage et planter des arbres, c'était pas trop mal. »*⁶⁰

*« Je suis partie en voyage pendant un an via le Woofing. À la base, c'était pour apprendre l'italien. Puis, être dans des fermes. Et en fait, ça m'a... Ouais, ça m'a fait réaliser qu'à l'échelle d'une ferme, à l'échelle d'un territoire, il y avait moyen de faire réseau, de faire une activité économique locale, de faire lien, de promouvoir des valeurs, de travailler dehors, d'être à son compte. Enfin, voilà. Il y avait plein de choses qui vibraient pour moi. Donc, je me suis dit, tiens, pourquoi pas se lancer. »*⁶¹

Les parcours de vie de Corentin et Emilie viennent complexifier l'analyse de la reproduction sociale : tous deux se sont d'abord refusé-e-s à faire le même métier que leurs parents (considérant les difficultés nombreuses par exemple) pour finalement y revenir.

Etude de cas : Emilie

La trajectoire biographique d'Emilie, maraichère de 36 ans depuis 2016, met bien en valeur ces parcours atypiques comme une forme de « retour à la terre ».⁶² Elle grandit au nord de la Picardie, dans une famille qu'elle décrit elle-même comme atypique. Son père, qui se nomme lui-même « le plus petit paysan du Tirage » vit d'une agriculture très « subsidiaire » dont il vent les productions sur des marchés : fromages tirés de trois vaches traites à la main, quelques

⁵⁸ Christophe Giraud et Jacques Rémy, « Être ou ne pas être agriculteur. Capital scolaire et devenir socioprofessionnel des fils d'agriculteurs » dans Pierre Gasselin, Jean-Philippe Choisis, Sandrine Petit, François Purseigle et Sylvie Zasser (dir.), *L'Agriculture en famille*, op. cit., p. 305-326.

⁵⁹ Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible/François Purseigle, Bertrand Hervieu. – Paris : Presses de Sciences Po, 2022, p.31.

⁶⁰ Entretien avec Corentin

⁶¹ Entretien avec Emilie

⁶² Deléage, Estelle. "Retour à la terre : entre promesses et contradictions." *Écologie & Politique* 57, no. 2 (December 12, 2018): 39–49.

volailles, œufs et légumes. Selon Emilie, son activité est réfléchie comme militante, puisque celui-ci critique fortement l'industrialisation de l'agriculture, l'endettement forcé de ses voisins, et le système agricole dans sa globalité. Il revendique la conservation des terrains communaux, desquels il s'occupe, ne possède pas ses propres terres et occupe les espaces alentours disponibles. Surtout, c'est son attachement au lien social que retient Emilie en ce qu'il accorde une importance capitale aux discussions par le biais de la vente locale de ses produits sur les marchés, aux débats avec ses voisins qu'il tente de décourager d'entrer dans le cercle vicieux de l'agrandissement constant, ou encore en sa sociabilité quotidienne avec par exemple ses professeur-eure-s d'école : « C'était le seul euh... À aller parler aux directeurs, aux pions, à aller parler aux profs. Enfin il était super ouvert et euh... » Sa mère est quant à elle préleveuse d'échantillons de lait dans les fermes et aide grandement sur la ferme familiale. Ce mode de vie, Emilie le rejette en grandissant, en ce qu'il correspond à un inconfort, à « ne pas être dans les règles » :

« Non non moi j'ai très mal vécu. Euh... Le fait euh... Déjà le fait euh... Déjà qu'on ne vive pas euh... Pas pareil que les autres euh... on était dans une maison isolée... Euh... Mon père euh... Voilà il venait nous chercher à l'école. Sur la route de retour il allait faucher euh... De l'herbe pour les chèvres euh... Parfois il y avait des poules dans la voiture. Ou il arrivait avec de... De la paille dans les cheveux. Et moi je n'ai pas toujours bien vécu ça. Enfin... mon père il nous a pas facilité la vie, c'était fin il fallait pas acheter un tuyau d'arrosage quoi, on pousse tout à la brouette... On vivait dans une maison froide. C'est tout un contexte qui m'a dégoûtée de la vie à la campagne, clairement. »⁶³

Dès lors, elle part étudier à Lille pour devenir éducatrice spécialisée, puis se tourne vers une licence de géographie dans une optique de « semer des graines » et « changer le monde », tout en découvrant de nouvelles villes puisqu'elle habite également à Montpellier et Strasbourg. Finalement, après avoir réalisé que ce métier ne lui convient pas, elle part faire du woofing en Italie pour voyager et apprendre la langue dans une ferme. Une autre vision de l'agriculture s'offre à elle et l'idée lui vient de se pencher vers cette activité. Emilie est aujourd'hui maraîchère dans l'Avesnois, sur deux hectares où elle cultive des fruits et des légumes.

Leurs témoignages démontrent l'importance des points de rupture et de la réflexivité individuelle dans la redéfinition du sens du travail et de la vie. Le rejet premier est petit à petit adouci par des trajectoires atypiques : voyages, woofing, qui « réhabilitent » l'activité et forment un « point de bifurcation », de rupture avec leurs projets initiaux. Une prise de recul est réalisée par Emilie et Corentin pour qui la perception de l'activité change dès lors

⁶³ Entretien avec Emilie

qu'un autre sens – en l'occurrence celui de créer une alternative par la production agricole – lui est donné, un sens qui correspond à leurs valeurs et à leurs désirs pour la suite. Ils montrent par ailleurs une forte réflexivité à l'égard de leur propre parcours, reconnaissant le point de bascule qu'ont été leurs expériences et la redéfinition du sens qui s'est opérée à ce stade de leurs vies.

Malgré l'éloignement de ces dernier-e-s avec le monde agricole, la socialisation à des valeurs « paysannes » et dans ces deux cas, de gauche, durant toute l'enfance a laissé une trace importante chez eux. Ici, les « valeurs de gauche » sont entendues comme prônant un libéralisme des mœurs (sur des questions comme les droits des personnes LGBTQ+ ou l'avortement), mais aussi un égalitarisme valorisant la justice sociale comme priorité, une opposition forte à l'autoritarisme, au nationalisme et à la xénophobie, et enfin favorisant la tolérance à l'égard d'autrui.⁶⁴ Les trajectoires mêmes « improbables »⁶⁵ sont explicables au regard des idées imprégnées chez les individus : leur décision de partir en voyage par exemple, et dans le cas d'Emilie, d'aller faire du *woofing* dans des fermes correspond à des codes plutôt alternatifs du voyage⁶⁶, visant à aller à la rencontre de la nature et des individus. Observer à travers ces expériences la pratique de l'agriculture paysanne a redonné un optimisme quant à la possibilité de changer le système en place et son fonctionnement par le biais de l'agriculture. En plus de cela, le contexte socio-économique joue très fortement dans les décisions de départ en voyage ou de reconversions professionnelles. La possibilité de partir en voyage ou en *woofing* implique généralement un capital culturel et social important qui prédispose la volonté même d'aller vers ces pratiques. C'est notamment un engagement initial, parfois même extérieur à l'agriculture et aux questions liées à l'environnement qui fonde ces parcours, qu'ils aillent dans la continuité ou qu'ils suivent des trajectoires « improbables ».

Socialisation politique préalable à l'engagement

1.1. Des dispositions socio-culturelles favorables à l'engagement

Si baigner durant l'enfance au sein même d'une famille paysanne ou agricultrice joue un rôle majeur dans la transmission de cette activité, les valeurs politiques transmises

⁶⁴ Bréchon, Pierre. "Valeurs de gauche, valeurs de droite et identités religieuses en Europe." *Revue française de sociologie* 47, no. 4 (2006): 725–53.

⁶⁵ Bernard Lahire, *L'Homme pluriel*, 1998.

⁶⁶ Tel qu'entendue par Jean-Didier Urbain et son concept de « l'appel du désert » qui correspond à des projets de voyage comme favorisant une découverte de soi, l'autonomie, la sociabilité, un retour au désert des « racines paysannes ».

prennent une place importante dans la propension à pratiquer l'agriculture comme une forme de résistance. La famille joue un rôle primordial dans la socialisation politique des individus, selon la régularité des discussions autour de l'actualité, des avis donnés par les parents sur des questions sociétales, du partage qu'il en est fait avec les enfants, un socle plus ou moins solide est construit durant l'enfance. Or, les groupes de pairs, le parcours professionnel ou étudiant sont des facteurs primordiaux également à l'accès à une culture politique, voire militante, et développent de façon différenciée les avis qui fondent alors parfois la trajectoire future. Différents exemples mettent bien en avant un engagement précédant l'installation en agriculture paysanne, le plus souvent à gauche⁶⁷ et axé sur des questions écologistes, sociales, associatives ou culturelles. A travers les entretiens réalisés, il semble que les personnes ayant participé à des mobilisations ou ayant pris part à des engagements au préalable aient été (doublement) socialisé-e-s à pratiquer l'agriculture paysanne dans une perspective politique et résistante :

« Alors, avec mon père, on a vraiment été imprégnés aussi du syndicalisme en général. Donc, mon père était déjà syndicaliste quand il était salarié, à la CFDT à l'époque. Donc, il m'a toujours parlé de mai 68. Moi, j'avais trois ans en mai 68. Mais il m'a parlé des grosses manif en 68. Et après, quand il a démarré son métier de paysan, aussi, il a eu une activité et un engagement syndical. »⁶⁸

“Bah mon père il aimait dire que c'était le plus petit paysan du Tirage. C'était le territoire où j'ai commencé. Il aimait bien ça et il avait... Ah ouais il avait un sacré côté militant... à sa mode. Parce que pour lui il disait toujours « nous petits paysans on veut nous exterminer ». [...] Donc en fait mon père il a toujours été hors système. »⁶⁹

Guillaume, dont le père était salarié chez Peugeot avant de se lancer dans l'agriculture au début des années 1970, met bien en avant un processus de « primo-socialisation »⁷⁰ à l'engagement syndical par la famille et les récits qui y sont racontés, qui constituent alors un socle aux perceptions futures de cette forme de militantisme. De plus, son père continue à se syndiquer alors même qu'il quitte le milieu ouvrier, alors vivier du syndicalisme et ce particulièrement dans les années 1960 et 1970. Celui-ci s'est extrait du contexte initial de son engagement mais reste pour autant attaché à le poursuivre, démontrant

⁶⁷ Cf. définition à la page précédente

⁶⁸ Entretien avec Guillaume

⁶⁹ Entretien avec Emilie

⁷⁰ E. Campoy et al., « Chapitre IX : La socialisation organisationnelle en contexte », dans *Comportement organisationnel. Volume 1 : Contrat psychologique, émotions au travail, socialisation organisationnelle*, dir. N. Delobbe, O. Herrbach, D. Lacaze et K. Mignonac (Bruxelles : De Boeck, 2005), 341–370

ainsi une continuité et une persistance de l'identité de classe et de la socialisation politique et militante. Ici donc, Guillaume a baigné dans des valeurs de gauche et a pu intérioriser une certaine importance de l'engagement y compris dans le contexte agricole. C'est en ayant conscience de ces enjeux que celui-ci a repris la ferme familiale, portant avec lui les valeurs déjà omniprésentes dans l'activité démarrée par ses parents. De la même manière, Emilie explique bien l'ancrage politique de l'activité de ses parents, et particulièrement de son père qu'elle décrit comme pleinement conscient de son activité atypique, l'assumant et lui donnant un sens militant. En opposition à la modernisation et à l'industrialisation de l'agriculture, celui-ci est décrit comme en résistance à cette dynamique politique nationale voire internationale. Emilie fait preuve, lors de l'entretien, d'une réflexivité quant à sa socialisation politique via sa famille : il est clair qu'au regard de son mode de vie bien spécifique et des nombreuses valeurs transmises, celle-ci a hérité plus ou moins directement de ces idéaux. Bien qu'elle se soit éloignée de l'activité, d'autres expériences agricoles plus tardives ont réactivé en elle l'importance de ces idées transmises à l'enfance. Son parcours met en lumière à nouveau l'importance de cette socialisation politique dans le développement de projets d'installation en agriculture paysanne.

1.2. Se reconvertir en agriculture paysanne : une socialisation politique préalable ?

« Quand il y avait des mobilisations, des manifs, des choses comme ça, oui. Depuis que je suis jeune, en fait, je le fais et j'y allais. Je m'investissais sans trop montrer, entre guillemets. Et je pense que c'est réellement la rencontre avec ma compagne actuelle, en fait, qui m'a mis un pied à l'étrier. »⁷¹

« Enfin, même avant. Moi, de toute façon, si je fais du maraîchage, c'est par conviction écologique, quoi. [...] Depuis l'adolescence, moi, j'avais 16 ans, je voulais être paysanne. »⁷²

Également pour les « néo-paysan-ne-s », il semble que l'engagement et l'importance accordée à certaines causes politiques jouent un rôle déterminant dans la décision de devenir paysan-ne. En témoigne ici Laurent, dont les parents travaillent dans le secteur tertiaire aux alentours de Lille, qui dit s'être mobilisé régulièrement lors de manifestations, rassemblements et autres événements militants. Avant de devenir paysan, celui-ci occupait un poste de porteur de projet dans le milieu associatif et plus particulièrement centré autour de l'économie sociale et solidaire. Son passé professionnel témoigne d'un capital culturel

⁷¹ Entretien avec Laurent

⁷² Entretien avec Agathe

certain, intimement lié à des valeurs portées du moins au niveau associatif et en accord avec ses engagements déjà bien ancrés dans son quotidien. Ces derniers semblent avoir joué un rôle également dans sa décision de s'installer en agriculture, dans l'objectif de créer un « tiers-lieu » respectueux de l'environnement, de ses valeurs sociales et solidaires, correspondant ainsi à ses idées et à celles de sa compagne. Quant à Agathe, elle révèle elle aussi s'être installée comme maraîchère par « conviction écologique » qui précédait son activité agricole. Issue également d'une petite ville dans la périphérie de Lille, elle explique avoir eu, dès très tôt, un attrait pour les questions environnementales, attrait qu'elle voulait d'ores et déjà mettre en œuvre par le biais de son métier. Après des études de géographie suivies de deux années au chômage, elle décide de se reconvertir par le biais d'une formation en agriculture et occupe des postes d'ouvrière agricole pendant quelques années avant de s'installer sur sa ferme actuelle. Son parcours correspond bien à ce que décrit Paranthoën comme présentant un « moment d'apesanteur » durant lequel des individus au capital culturel plutôt élevé cherchent à se détacher des titres scolaires acquis et à ancrer leur futur dans un espace valorisant leurs valeurs et leurs idées politiques⁷³. En l'occurrence, la campagne et le mode de vie paysan, adapté à un « cadre d'un style de vie non prédateur et non-destructeur, affranchi des modes de consommations urbaines, respectueux des rythmes et des équilibres naturels »⁷⁴ sont centraux dans ce type de trajectoires.

D'un autre côté, Laurent précise aussi que c'est « la rencontre avec ma compagne actuelle qui m'a mis un pied à l'étrier » : elle-même impliquée dans des projets porteurs de valeurs écologistes, sociales, solidaires, sa rencontre a clairement joué un rôle dans l'engagement de Laurent. L'importance dans le cadre d'engagements politiques de la sociabilité militante⁷⁵ est assez clairement démontrée dans ce cas : sa rencontre lui a permis d'affirmer ses idées. Leur volonté commune de se réaliser – de réaliser leurs valeurs – à travers un projet paysan révèle l'importance de la socialisation et de la sociabilité politique préalable dans cette entrée en agriculture.

⁷³ Paranthoën, Jean-Baptiste. «Déplacement social et entrées en agriculture : Carrières croisées de deux jeunes urbains devenus maraîchers.» *Sociétés contemporaines* 96, no. 4 (2014) : 51–76 : p.57.

⁷⁴ «Les usages urbains de l'espace rural : du moyen de production au lieu de récréation.» *Revue française de sociologie* 21, no. 1 (1980) : 97–119, p.119.

⁷⁵ Agrikoliansky, Éric. «Chapitre 6 - Les « carrières militantes »:Portée et limites d'un concept narratif.» In *Sociologie plurielle des comportements politiques*, 167–92. Presses de Sciences Po, 2017.

De ces parcours ressort donc « l'influence décisive de leurs orientations politiques sur les conditions d'émergence et de réalisation du projet politique d'installation en agriculture »⁷⁶ qui confère à l'activité une dimension de résistance.

1.3. Une vision spécifique du métier comme socle commun

A travers cette étude, la tentative d'esquisser une typologie des paysan-ne-s rencontré-e-s s'est avérée plus compliquée qu'espéré. En effet, il apparaît rapidement que les catégories habituelles – transmission intergénérationnelle, mode de production ou encore statut de néo-paysan-ne – sont insuffisantes pour saisir la diversité des trajectoires. En effet, si la modalité par exemple de production en bio et de vente en circuit court peut constituer un critère pour saisir le caractère « résistant » de l'activité des individus, il semble qu'une typologie à partir de ce critère semble trop simpliste. Sur 8 personnes rencontrées, 3 sont (ou étaient, trois sont aujourd'hui à la retraite) sur des cultures partiellement ou totalement en agriculture conventionnelle. Pour autant, ces dernières font partie des personnes les plus activement mobilisées pour le soutien à l'agriculture paysanne, vers un changement de modèle agricole. C'est donc moins dans leurs pratiques quotidiennes que ceux-ci agissent en cette faveur mais plutôt dans des dynamiques collectives, associatives et/ou militantes. A l'inverse, certain-ne-s pratiquant totalement ou partiellement une agriculture bio sont plus critiques des mobilisations collectives. Agathe par exemple se met régulièrement à distance des discours politisés adoptant une forme de radicalité militante. Sans que cela ne signifie qu'elle dépolitise son activité, elle conçoit son rôle pour changer les choses comme plus individuel, associatif et est en quête d'une forme de cohérence entre ses convictions et son mode de vie. Le pan générationnel ne peut pas non plus être pleinement mobilisé puisqu'à nouveau, sur les trois retraités interrogés, l'un est producteur bio et les deux autres sont très mobilisés au niveau collectif et syndical. Les plus jeunes ne sont pas nécessairement entrés dans des « conflits de génération »⁷⁷ dans les cas où iels ont justement hérité d'une socialisation à l'engagement pour une agriculture paysanne au sein de familles qui l'étaient elles-mêmes, à l'image d'Emilie (cf. encadré Emilie). D'autres se sont cependant inscrits dans un schéma de « reprise sans reproduction »⁷⁸, à l'image de Raphael par exemple.

⁷⁶ Sénéchal, Gaspard. "Devenir berger pour rester anarchiste ? : Conditions de maintien dans le temps d'un engagement militant dans et par le travail agricole." *Politix* 147, no. 3 (2024) : p.156.

⁷⁷ Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d., p.33.

⁷⁸ Ibid.

C'est plutôt dans la manière de construire une vision propre à leur activité professionnelle que les paysan-ne-s rencontré-e-s ont des similitudes. Leurs manières de résister – nous le verrons par la suite – peuvent être très variable, mais elle est toujours basée sur une vision du métier bien spécifique. Que ce soit par le lien social, l'aspect écologiste, il semble que cette ambition à créer des alternatives et de créer ce qu'ils ont comme représentations du métier constitue un point commun à toutes.

Être paysan-ne : un rôle à jouer

Dans la mesure où nombre de paysan-ne-s le sont devenu-e-s entre autres par convictions politiques, dans la volonté de faire un métier correspondant à leurs valeurs, les représentations qu'ils se font de l'activité sont bien spécifiques. La volonté même de se considérer paysan-ne implique un fort sens en termes de pratiques, de mode de vie et de valeurs.

1.1. « C'était comme faire ma part aussi dans ce monde »⁷⁹

« Mais moi, ce qui m'a amenée à ça, c'est vraiment ce côté d'être en lien avec la terre, avec la nature, proposer des aliments sains, puis il y avait un côté politique derrière, c'était comme faire ma part aussi dans ce monde. »⁸⁰

« Et donc moi le terme paysan me va très très bien quoi. Voilà je travaille les mains dans la terre. Ça me va. Et je revendique plutôt une ferme à taille humaine. [...] Et nous, moi ce qui m'intéresse par exemple dans mon métier, c'est que j'ai les mains dans la terre parce que je fais la culture. Je suis dans l'élevage donc je m'occupe de mes animaux. Il y a des liens, je vais dire, particuliers avec mes animaux. Vraiment je me sens très éleveur. J'essaye de respecter au mieux mes animaux »⁸¹

Ancrée dans le sens donné par Estelle Déléage de l'appellation « paysan-ne », la volonté de travailler en lien avec la terre semble aujourd'hui toujours présente y compris parmi des néo-paysan-ne-s. Celle-ci correspond plus globalement à une collaboration active avec la nature et ses évolutions, prenant en compte les saisons ou le climat⁸². La notion de « respect », qu'elle soit évoquée vis-à-vis de l'environnement ou des animaux est aussi centrale puisqu'elle marque une rupture avec un modèle conventionnel qui au contraire, ne serait pas respectueux de la nature. Guillaume évoque aussi un « lien particulier » avec le

⁷⁹ Entretien avec Agathe

⁸⁰ Entretien avec Agathe

⁸¹ Entretien avec Guillaume

⁸² Lignerès, Ingrid. "Les valeurs de la culture paysanne dans le monde agricole contemporain : une enquête sociologique en Carcassonnais et en Roussillon." Phdthesis, Université de Perpignan, 2015, p.34.

bétail, qui semble chercher ici à montrer à nouveau une manière différenciée de produire et de pratiquer l'agriculture. Autrement dit, si les élevages en agriculture conventionnelle, aujourd'hui largement majoritaires, sont décrits comme « hors-sol », souvent accusés de maltraitance animale mais également de perte de ce dit « lien » avec les animaux et les sols, certain-ne-s agriculteur-ice-s et paysan-ne-s se positionnent en opposition et tentent d'adopter une posture plus en accord avec leurs valeurs. Ce « lien avec la terre » est aussi conditionné à la petitesse de l'espace : les grandes exploitations semblent moins permettre de produire sans engrais par exemple, ou sans matériel mécanique très développé. De fait, la plupart des enquêté-e-s sont installé-e-s sur des petites fermes de moins de 12 hectares⁸³ et bien que la contrainte économique en est une des raisons, la volonté même de s'établir sur un espace « à taille humaine » joue un rôle majeur également.

De plus, la réflexivité des enquêté-e-s quant à leur manière de se caractériser « paysan-ne-s », la conscience que ceux-ci ont vis-à-vis de cette appellation témoigne d'autant plus de la conscience politique mise en œuvre à travers cette activité et ces pratiques. Autrement dit, le fait de préférer être considéré paysan-ne met en avant une connaissance de ce que le terme implique et de ce à quoi il renvoie dans l'imaginaire et dans l'Histoire. Sur 8 enquêté-e-s, 5 se considèrent explicitement comme tel, deux ne se disent pas paysans car ont une production en conventionnel mais prône l'utilisation de ce terme, tandis qu'un seul affirme ne pas y accorder d'importance. Parmi ceux se considérant paysan-ne-s, ce sont surtout les aspects de lien avec la terre et avec les individus d'une communauté qui sont centraux.

Cela renvoie par ailleurs à une aspiration plus large, en adéquation avec l'engagement écologiste préalable évoqué plus haut. Certain-e-s des enquêté-e-s voient aussi dans leur travail paysan une manière de jouer un « rôle », de contribuer à un avenir meilleur.

« Oui. Moi, je dirais que c'était d'être à son compte, de travailler de ses mains, de faire quelque chose de physique. Oui. Le côté construire un projet sur un territoire. De faire quelque chose avec du sens. De faire du lien en accueillant des woofers ou éventuellement en accueillant mes clients, en semant des graines »⁸⁴.

Emilie a repris la ferme de ses parents une dizaine d'année après s'être éloignée du milieu, mais dès son départ, elle exprime son envie de vouloir « changer le monde » en

⁸³ Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d. p.44.

⁸⁴ Entretien avec Emilie

travaillant dans le social. Elle dit vouloir « semer des graines » – expression qu’elle utilise également pour décrire son père et ses engagements en tant que paysan – chez des individus pour faire sa part d’un changement plus global. Portée par des valeurs écologistes, elle perçoit l’agriculture à petite échelle, en circuit court et en format paysan comme une manière concrète de changer les choses et d’aller vers un système plus respectueux de l’environnement et de la biodiversité.

A travers les témoignages recueillis, il semble que cette perception du métier est d’autant plus explicitée par la jeune génération de paysan-ne, sans pour autant qu’elle n’existe pas chez les plus âgé-e-s. L’urgence climatique en perspective joue sans doute un rôle dans cette importance plus grande accordée au désir de résistance par l’activité professionnelle, au sentiment de rôle à jouer face aux problèmes systémiques en place.

1.2. (Re)créer du lien social sur un territoire

Outre le lien avec la nature et le rôle à jouer vis-à-vis de la crise environnementale, le lien social pouvant être établi par l’activité paysanne est central dans la perception qu’ont les personnes interrogées du métier. Y compris dans sa définition historique, la paysannerie est caractérisée comme un milieu d’interconnaissance fort accordant une place importante à la « collectivité locale », du village comme « société paysanne »⁸⁵. Si cette dimension des sociétés locales s’est réduite avec les changements drastiques de l’industrialisation, de l’exode rural plus tôt encore, et à partir des années 1950 de la modernisation agricole, elle reste cruciale dans la compréhension des espaces ruraux et de leur renouvellement aujourd’hui. C’est en tous cas ce qu’en disent Mendras et Jolivet dans leur étude sur les collectivités locales, dans laquelle ils établissent des suppositions sur l’avenir de celles-ci. Par elles, « la cohésion des rapports sociaux » et l’interconnaissance comme souvent « complète et étouffante mais elle peut être compensée par un grand respect de l’indépendance et de l’originalité du voisin (...) »⁸⁶. Et en effet, dans l’ensemble des entretiens recueillis, l’expression de l’importance pour les paysan-ne-s du lien social est mentionnée, qu’il soit entre les membres du groupe ou des consommateur-ice-s et extérieur-e-s à l’activité.

⁸⁵ Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. *Sociologie des mondes agricoles*. Collection U. Paris: A. Colin, 2013, p.77

⁸⁶ Ibid.

« Et après, je me suis rendu compte aussi de l'importance d'être sur les marchés et d'avoir un contact client. »⁸⁷

« Moi, je fais 100 légumes différents, donc j'ai une vraie valeur ajoutée à travailler dans mes légumes. Je n'ai pas fait le bio pour le bio, j'ai fait surtout les amaps. Le bio, je m'en foutais un peu, ce que je voulais recréer, c'est du lien fort avec mes clients. »⁸⁸

Cette volonté de mettre en place un réel « contact client » contraste avec la dynamique d'industrialisation de l'agriculture ayant eu lieu depuis les années 1950. Les fermes s'étant agrandies et les intermédiaires comme les grandes surfaces multipliées, les liens directs avec les clients ont diminué. C'est donc afin de retrouver une communauté mais aussi un aspect « social » au métier que les enquêté-e-s tentent d'axer leur manière de produire. Les huit interrogé-e-s passent par la vente directe, ne serait-ce qu'une partie de leur production pour rencontrer, discuter et vendre elleux-mêmes leur production à leurs client-e-s. Cette perception du métier est au cœur de la spécificité de l'agriculture paysanne pratiquée par les enquêté-e-s.

Ainsi, l'héritage du métier – malgré des parcours atypiques – semble forger une socialisation politique prônant des valeurs paysannes pour la plupart des enquêté-e-s, souvent propice à l'engagement une fois installé-e-s en agriculture paysanne. Y compris lorsqu'il s'agit de néo-paysan-e-s, des dispositions précèdent l'installation et ce sont généralement les engagements écologistes et plus globalement à gauche qui favorisent les parcours de reconversion vers la paysannerie. De plus, l'ensemble des personnes enquêtées ont des perceptions du métier bien particulières, centrées autour d'un sentiment de rôle à jouer et de volonté d'avoir un impact sur le monde, couplé avec une dimension sociale se voulant recréer des relations directes sur des territoires ruraux.

⁸⁷ Entretien avec Emilie

⁸⁸ Entretien avec Raphael

Chapitre 2 : Les conditions de l'exercice : obstacles, injustices et déséquilibres

Ces trajectoires de vie, atypiques ou linéaires, sont cependant semées d'obstacles multiples. En effet, le développement de l'agriculture productiviste entamé dans les années 1950, et aujourd'hui largement dominant, semble poser un certain nombre de problèmes pour les fermes de plus petites tailles et/ou basées sur un modèle moins intensif et plus autonomes économiquement. En effet, l'espace agricole français, et tout autant voire davantage dans les Hauts-de-France, est occupé en majorité par des grandes exploitations suivant des logiques productives marchandes. L'agrandissement de ces dernières fait souvent partie des difficultés évoquées par les paysan-ne-s de la région, mettant en avant les inégalités qui peuvent en découler. Mais l'un des problèmes majeurs reste les contraintes et restrictions économiques auxquelles doivent faire face nombre d'agriculteur-ice-s, et en particulier les paysan-ne-s. Dans les Hauts-de-France (mais également partout en France), l'accès au foncier est particulièrement restreint par des prix très élevés, rendant difficile l'installation de nouveaux-elles sans un endettement important. Les revenus également sont moindres, d'autant plus en comparaison au temps consacré au travail, souvent considérable. S'ajoutent à cela des variations conjoncturelles de la demande des consommateur-ice-s pour les produits bio, ou issus de l'agriculture paysanne, rendant les petit-e-s paysan-ne-s très sensibles aux circonstances régionales et nationales. De plus, c'est une place particulières qu'occupent les paysan-e-s de la région : très minoritaire et marginaux dans les pratiques qu'iels engagent. Il faut donc également se pencher sur les relations aux agriculteur-ice-s favorables au modèle agro-industriel dans la région avec les paysan-ne-s. Ce chapitre vise donc à éclairer les difficultés rencontrées dans les trajectoires des personnes enquêtées.

La concentration foncière : un verrou structurel pour les paysan-ne-s

1.1 La croissance des grandes exploitations

Dans un premier temps, il faut noter que le nombre d'exploitations est en baisse au niveau national : en 1970, on en recensait 1 587 600 tandis qu'elles ne sont en 2020 qu'au nombre de 389 000⁸⁹. Autrement dit, elles ont été divisées par 4 en 50 ans. Cependant, cela ne signifie pas que la surface totale cultivée s'est réduite. En effet, si leur nombre en quantité a diminué, c'est qu'une partie s'est agrandie, en absorbant d'autres. Les grandes exploitations se voient au contraire de plus en plus nombreuses, en témoignent les chiffres puisqu'en 10 ans, leur nombre a augmenté de 3,4%⁹⁰. Les micro-exploitations (sur moins de 12 hectares) ont quant à elles baissé d'un tiers entre 2010 et 2020⁹¹. Ces différences d'évolutions sont ressenties directement par les petit-e-s agriculteur-ice-s et paysan-ne-s.

*« Et donc ça fait partie des gros problèmes aujourd'hui pour le renouvellement des générations. Parce qu'en fait, ces terres sont convoitées par des gros agriculteurs qui reprennent. Et on arrive aujourd'hui à des fermes. C'est des fermes gigantesques, plusieurs centaines, voire milliers d'hectares. Alors que dans le paysage agricole, si on remonte 30-40 ans en arrière chez nous, c'était plutôt des fermes à taille humaine. Donc ça devient de la folie totale. Et ça, pour moi, c'est un des problèmes majeurs. »*⁹²

Le témoignage de Guillaume met ici en avant une difficulté pour les petit-e-s paysan-ne-s et surtout les inégalités qui sont en place dans le monde agricole : l'accès aux terres étant très couteux, les agriculteur-ice-s les plus développée-s peuvent se permettre d'acheter à ces prix largement inaccessibles aux moins doté-e-s. L'utilisation de « ça devient de la folie totale » montre aussi que ces inégalités se décuplent, atteignant des niveaux très élevés mettant d'autant plus en difficulté les personnes interrogé-e-s. En effet, l'immense majorité d'entre eux abordent cette thématique comme l'un des problèmes majeurs en France et surtout dans la région ces dernières décennies. En effet dans la région, l'accaparement des terres par de grand-e-s propriétaires fonciers est très fort. Dans les Flandres surtout, beaucoup d'« agri-manager » belges sous-louent des grands espaces afin d'y faire cultiver des pommes de terre, des betteraves. Or, cette pratique est théoriquement illégale en France puisque le statut du fermage protège les propriétaires de ce type de fonctionnement, selon

⁸⁹ Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible/François Purseigle, Bertrand Hervieu. – Paris : Presses de Sciences Po, 2022, p. 17.

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ Ibid.

⁹² Entretien avec Guillaume

les dires de Guillaume. C'est une toute autre forme d'agriculture qui est pratiquée par ces agriculteur-ice-s, s'étalant sur des surfaces très grandes, ayant – selon les enquêté-e-s – moins de liens avec la terre et la nature et surtout, renforçant les inégalités et la spéculation foncière sur les terres.

1.2. « Et en fait, ce modèle n'a pour l'instant jamais été remis en question »⁹³

« Ça s'est éclaté un peu dans les années 80, parce que la rentabilité des cultures s'est stagnée. Et à partir du moment où il y a la réforme de la PAC, les primes étaient proportionnelles au nombre d'hectares. Alors là, ça a commencé à monter, à monter. »⁹⁴

Ces agrandissements toujours plus nombreux sont largement impulsés et/ou soutenus par les institutions, qu'elles soient nationales ou européennes. En effet, par les aides octroyées d'abord, toutes les agriculteur-ice-s ne sont pas mis-e-s sur le même pied d'égalité : comme Yves – agriculteur retraité de 78 ans – l'explique bien, la réforme de la PAC favorise les grandes exploitations. Au niveau des aides nationales également, tout pousse à s'agrandir : plus d'aides sont accordées si la surface cultivée est importante, laissant les plus petites fermes en difficulté. Par ailleurs, bien qu'à partir de 1992 la Politique Agricole Commune prenne en considération certaines des problématiques environnementales, cela ne signifie pas nécessairement que des mesures sont concrètement mises en place dans les politiques publiques. Il en va de même au niveau français : ladite prise en compte ne se traduit pas toujours dans les pratiques : « Ainsi, les agriculteurs en production intensive qui recevaient beaucoup d'aides en reçoivent toujours autant, [...] et ceux qui en recevaient peu alors qu'ils étaient engagés dans des systèmes respectueux de l'environnement continuent à être peu rémunérés par les mécanismes de soutien public. »⁹⁵

Cependant, quelques avancées sont notées par certain-e-s des enquêté-e-s, à commencer par des aides pour l'acquisition du label Bio ou pour une production plus respectueuse de l'environnement :

« Et en fait, ce modèle n'a pour l'instant jamais été remis en question. Du moins pas largement. Il y a des ajustements. On fait des petites mesures agro-environnementales, on fait des petites aides pour les crevards de maraîchers qui sont là, hé nous »⁹⁶

⁹³ Entretien avec Agathe

⁹⁴ Entretien avec Yves

⁹⁵ Deleage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p.60.

⁹⁶ Entretien avec Agathe

Or, ces mesures restent moindres, c'est du moins ce qu'il ressort de l'entretien avec Agathe, maraichère sur deux hectares qui vit de très peu de revenus. Ci-dessus, elle met en avant la perception des pouvoirs publics des petit-e-s paysan-ne-s : « les crevards de maraichers ». Selon elle donc, la pratique paysanne de l'agriculture est très peu reconnue par l'Etat ou les institutions comme légitime et surtout comme contribuant à un changement vers un système plus durable. De plus, les projets récents engagés par des entreprises ou par l'Etat sont régulièrement mis en œuvre malgré des critiques parfois nombreuses, de scientifiques ou de citoyen-ne-s mais aussi de paysan-ne-s et agriculteur-ices. Le fonctionnement actuel du système agricole semble, malgré les quelques évolutions, pousser à la production plutôt conventionnelle, impliquant notamment le traitement chimique des cultures ou l'agrandissement.

1.3. Accès à la terre et singularités régionales

“Ah oui, alors le gros problème qu'on a dans notre région, c'est la pression foncière. En fait, il faut comprendre que dans notre région, les agriculteurs sont très peu propriétaires de leurs terres. Donc on a le statut du fermage qui est très protecteur. Donc les terres sont bien dévolues à l'agriculture. Sauf que quand quelqu'un veut s'installer, il doit payer l'agriculteur qui quitte la terre, qui demande une indemnité, et qui a pris des proportions aujourd'hui, pour vous donner un ordre d'idée de grandeur. On va dire que ça va entre 4000 euros et jusqu'à 25 000 euros de l'hectare. Donc ça vaut trois fois le prix de l'achat de la terre. Et ça, c'est uniquement pour accéder au bail.”⁹⁷

Aujourd'hui partout en France, l'accès au foncier est un enjeu majeur : le tournant vers l'entreprise agricole depuis le début des années 2000 a largement modifié la manière dont se vendent et se transmettent les terres⁹⁸. En effet, cette vision plus entrepreneuriale de l'agriculture a favorisé la spéculation foncière, augmentant la valeur des baux et menant ainsi à une plus grande accapuration des terres par des investisseurs. Comme expliqué plus haut, l'agrandissement des fermes en est également une conséquence, réduisant le nombre de petites exploitations et surtout, rendant plus difficile l'accès au foncier pour les nouvelles arrivant-e-s dans le métier. C'est notamment la loi du 5 janvier 2006 qui acte ce tournant : de nouvelles formes d'organisation sociales et économiques de l'agriculture y sont

⁹⁷ Entretien avec Guillaume

⁹⁸ Purseigle, François, Guilhem Anzalone, Geneviève Nguyen, and Bertrand Hervieu. “Des entreprises agricoles « aux allures de firme »”. 165–90. Presses universitaires de Franche-Comté, 2018, p. 141.

reconnues et elle permet la cession de baux hors du cadre familial⁹⁹. Également, les limitations sur l'agrandissement sont faibles, permettant une continuation du processus déjà en cours d'augmentation de la taille des fermes. Si cela est vrai pour une grande partie de la France, il existe des spécificités dans la région des Hauts-de-France, ou du moins dans les régions de grande culture. Plusieurs des enquêté-e-s abordent en effet la question des « pas-de-porte ».

La pratique des « pas-de-porte »

Les pas-de-porte sont une pratique développée surtout dans les régions de grande culture – comme les Hauts-de-France ou plus spécifiquement les Flandres ou la Picardie – qui consiste à « monnayer l'accès au bail agricole pour récupérer l'usage de la terre, dans le cadre d'installations agricoles comme dans le cadre d'agrandissements de structures existantes. »¹⁰⁰

Cette pratique est influencée par l'existence de plusieurs facteurs tels que la nature des terres cultivées, selon si la production est très insérée dans des logiques conventionnelles et industrielles ou encore selon la part du fermage dans les espaces cultivés. Dans le Nord-Pas-de-Calais, l'espace agricole est majoritairement (87%) structuré sur le modèle du fermage, c'est-à-dire sur un modèle de location des terres par un-e exploitant-e à des propriétaires qui la cultivent. Ce statut protège et encadre les droits et obligations du bailleur (propriétaire) et du preneur (locataire ou fermier-e) et garantit l'usage des terres pendant une durée allant de 9 ans à toute une carrière¹⁰¹. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le nombre de ces propriétaires est en moyenne élevé en comparaison à d'autres régions puisqu'il atteint 9,1 propriétaires par fermes en 2011. Selon William Loveluck, ce nombre élevé met en avant la « déconnexion progressive entre la capital foncier et le capital d'exploitation »¹⁰²

Ainsi la vente de terres déjà occupée est très importante et favorise l'intégration de pas-de-porte malgré leur illégalité. En effet, ceux-ci ont comme argument une amélioration de la qualité de la terre par le-a propriétaire précédent-e, ils peuvent bénéficier à la personne rachetant la terre si iel souhaite la revendre plus tard. De plus, cette pratique est ancrée dans les traditions locales et la contester peut mettre en péril « l'intégration dans le paysage agricole local ». Aujourd'hui, les montants peuvent atteindre des sommes de plusieurs milliers d'euros, souvent supérieures à la valeur même de la terre achetée.

⁹⁹ Purseigle, François, Guilhem Anzalone, Geneviève Nguyen, and Bertrand Hervieu. "Des entreprises agricoles « aux allures de firme »". 165–90. Presses universitaires de Franche-Comté, 2018, p. 142.

¹⁰⁰ Loveluck, William. "La pratique du pas-de-porte en agriculture ou la surévaluation du capital d'exploitation : Frein à l'installation agricole dans les régions de fermage en France ? L'exemple du Nord-Pas de Calais." *Pour 220*, no. 4 (2013): p.111.

¹⁰¹ Chambre d'agriculture. "Qu'est-ce que le statut du fermage ?," April 24, 2025.

¹⁰² Ibid, p.113.

Cette pratique très commune dans la région se pose clairement comme frein à l'installation en agriculture, puisqu'elle implique des sommes considérables et donc un potentiel endettement sur des longues années pour les rembourser. Par ailleurs, dans le cadre de cette étude, les enquêté-e-s cherchant à pratiquer une agriculture paysanne sur des espaces restreints, il semble d'autant plus compliqué de s'endetter pour payer l'achat d'une terre. En effet, les revenus sont particulièrement moindres dans le cas de plusieurs personnes interrogées. Bien sûr, les difficultés liées au pas-de-porte dépendent aussi des conditions d'installation en agriculture, puisque si la ferme est héritée, les obstacles sont moins importants grâce à des arrangements trouvés avec les parents. C'est surtout dans des situations d'installation de néo-paysan-ne-s que les difficultés sont les plus grandes pour s'installer dans le Nord, au regard des montants souvent de plus de 10 000 euros l'hectare de terre, qui peut, dans une autre région, correspondre à bien plus de valeur foncière réelle¹⁰³.

« Mais c'est un frein en Hauts-de-France et en général au nord de la Loire pour des jeunes installés qui ont pas le trésor pour avancer cette somme. Ou alors qui doivent contracter un prêt. Moi, j'ai mis un prêt. Et donc, ça passe. C'est pas légal, mais ça passe. »¹⁰⁴

C'est justement ce qu'explique Agathe, qui a elle-même dû contracter un prêt pour payer la somme très importante demandée par le vendeur de la terre sur laquelle elle a créé son activité. Par ailleurs, elle explique dans son entretien qu'elle s'est arrangée avec le vendeur pour réduire le prix, une négociation permise par le fait qu'ils se connaissaient auparavant. Son témoignage met en lumière l'acceptation globale, bien que critiquée, des pas-de-porte « c'est pas légal, mais ça passe », montrant que malgré tout, les repreneur-euse-s doivent s'adapter à cette contrainte économique majeure.

A ces difficultés liées à l'accès au foncier dans la région, d'autres contraintes économiques se posent pour les paysan-ne-s, telles que la difficulté de mettre en place une manière de produire alternative (souvent bio) couplée à la question des revenus et du temps de travail consacré.

¹⁰³ Loveluck, William. "La pratique du pas-de-porte en agriculture ou la surévaluation du capital d'exploitation : Frein à l'installation agricole dans les régions de fermage en France ? L'exemple du Nord-Pas de Calais." *Pour 220*, no. 4 (2013): p.111.

¹⁰⁴ Entretien avec Agathe

Contraintes économiques et défis des productions alternatives

1.1. Difficultés de pratiques agricoles durables

En plus des difficultés d'agrandissement et du soutien important des pouvoirs publics à l'égard des mécanismes d'agriculture intensive, c'est aussi la production par l'utilisation d'engrais, de pesticides qui est massivement utilisée dans le pays et dans la région qui, dès lors que certain-e-s tentent d'en sortir, entraîne des difficultés diverses.

« Oui, mais, du coup, on n'a pas beaucoup de choix. Donc, par exemple, en sorte de... ce n'est pas évident. Oui. Les plants de poireaux, je les cherchais une fois par an à Lille et ils sont produits en Hollande, tu vois. »¹⁰⁵

En l'occurrence, 6 sur 8 des personnes interrogées cultive au moins une partie de sa production en bio, et n'utilise donc pas d'engrais chimique. C'est entre autres pour des raisons d'environnement ou de santé que ces dernier-e-s ont mis un terme à l'utilisation de ces produits (ou ne les ont jamais utilisés), mais encore pour l'un d'entre elleux, afin d'obtenir le label Bio. Or, cela pose différentes difficultés, comme l'évoque Emilie, notamment quant à l'approvisionnement en semences. Plus tard dans l'entretien, elle raconte d'ailleurs la contradiction posée par la provenance lointaine de celles-ci en termes écologiques, comme par exemple la patate douce qui jusqu'à peu, provenait d'Israël. Plusieurs fois, son oncle agriculteur en conventionnel, lui rétorque cet argument contre le bio en France.

D'un autre côté, les paysan-ne-s évitant l'utilisation d'engrais ou de produits chimiques font aussi face à l'impact des maladies non-traitées sur les cultures :

« Quand tu as une maladie ou un ravageur, il y a des produits, mais ce n'est pas aussi... Oui, c'est sûr que ça ne fait pas le même effet. J'allais dire que ce n'est pas aussi efficace, mais ce n'est pas le terme, parce que c'est des produits chimiques qui sont néfastes. »¹⁰⁶

Cette problématique du manque d'alternatives fonctionnelles à défaut d'utiliser des produits chimiques rejoint justement ce qu'explique Estelle Deléage. En effet selon elle, la modernisation agricole a causé nombre d'effets négatifs sur les populations paysannes, et notamment la « paupérisation de la culture technique et économique expérientielle »¹⁰⁷. Cela signifie qu'avec la généralisation du modèle productiviste et surtout, avec la transmission

¹⁰⁵ Entretien avec Emilie

¹⁰⁶ Entretien avec Agathe

¹⁰⁷ Deleage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p.43. Tiré de Salmona, 1994.

des savoirs gérées par des organismes comme les Groupes de Vulgarisation Agricole à partir des années 1950, les savoirs sont simplifiés pour faciliter leur transmission. Or, ceux-ci répondent à des problèmes communs, plutôt simple, mais dès lors que d'autres apparaissent ou bien que des manières de produire alternatives se développent, les agriculteur-ice-s sont d'autant plus démuni-e-s qu'ils ne savent pas répondre à ces difficultés. Selon Estelle Déléage, une forme de domination symbolique¹⁰⁸ est alors créée par les institutions de transmission sur les paysan-ne-s et agriculteur-ice-s. L'enjeu est donc de retrouver des savoirs-faires alternatifs permettant des solutions correspondant à la volonté des paysan-ne-s de fonctionner différemment que par l'utilisation d'engrais par exemple.

1.2. « Là, c'est 0€ de l'heure (...) »¹⁰⁹

« Après, c'est le temps de travail versus le revenu. En fait, je n'ai jamais calculé mon taux horaire, mais pour l'instant, je ne gagne pas. Je ne gagne rien. Là, c'est 0€ de l'heure, ce que je fais depuis un an et demi. C'est possible au début, parce que tu t'installes et que tu te dis que c'est normal, le temps que l'activité se lance, que je fasse mes investissements, mais au bout d'un moment, il faut pouvoir en tirer un revenu, parce que sinon, ce n'est pas viable. »¹¹⁰

Les difficultés financières dans le monde agricole sont nombreuses, non seulement chez les agriculteur-ice-s en conventionnel, du fait de dettes nombreuses par exemple, mais également chez les petit-e-s producteur-ice-s. En effet, celles-ci touchent largement les exploitations de petite taille et comme l'explique Gilles Laferté, l'agriculture « s'évapore historiquement par le bas, bas dont le niveau ne cesse de monter »¹¹¹. Autrement dit, la précarisation des agriculteur-ice-s et paysan-ne-s est en augmentation, et ce particulièrement dans le cas de petit-e-s paysan-ne-s. Pour compenser, nombre d'entre eux ont recours aux aides sociales qui parfois comptent pour la moitié du revenu total. En 2020 en effet, les familles du milieu agricole étaient 70 135 (sur environ 400 000 agriculteur-ice-s et paysan-ne-s) à toucher des allocations telles que le RSA ou des primes d'activité¹¹², tandis que l'année précédente, « 18 % des membres des ménages agricoles français vivaient sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 13 000 euros par an pour une personne seule,

¹⁰⁸ Pierre Bourdieu, *La Distinction*, 1979

¹⁰⁹ Entretien avec Agathe

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Gilles Laferté, « Des revenus à la position sociale : reclasser les agriculteurs », *Économie rurale*, 378, octobre-décembre 2021, p. 159-174, p. 170.

¹¹² Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d, p.23

selon l'INSEE »¹¹³. Ces chiffres témoignent bien de la précarisation des agriculteur-ice-s et paysan-ne-s, qui entraîne parfois chez eux une disqualification professionnelle et sociale.

De plus, le temps de travail consacré à l'activité est toujours très important, malgré les revenus moindres qui en sont tirés. A titre illustratif, dans le cadre de cette recherche, la plupart des personnes entretenues ont en effet mis du temps à trouver un moment pour échanger, souvent expliqué par leur manque de temps. Dans plusieurs cas, c'est à leur rencontre durant leur temps de travail qu'ont été réalisés les entretiens pour palier à ces difficultés. Par exemple, la rencontre avec Raphael a lieu durant sa distribution de paniers en vente directe dans un café associatif puisqu'il voyait difficilement un moment où il serait réellement libre. En parallèle, à la question sur une journée type de travail – posée afin de mieux saisir leur mode de vie et la place de l'activité dans leur quotidien – la réponse d'Emilie est éclairante :

*« On va dire, en moyenne, si je me lève à 7h30, je déjeune obligatoire, je fais mon petit ménage maison, machin, vers 8h30, 9h, je me mets en route. Un petit peu de bureau, organisation de la journée, les coulisses, machin. Après, c'est dehors jusqu'à 13h. Je rentre, on va dire, pour une pause entre 13h, 14h. Et après, je remets en route jusqu'à à peu près 17h30. Et l'été, ça peut être jusqu'à 19h30. Après, il faut refaire du bureau après, manger, ou voilà. Voilà une journée type. »*¹¹⁴

Emilie ajoute plus tard qu'il faut également prendre en compte les weekends, sur lesquels elle peut vendre ses légumes au minimum à un marché par semaine, qui vient rythmer sa semaine. Son témoignage permet de comprendre que le métier prend un temps considérable pour une rémunération très réduite, sachant que l'ensemble des personnes interrogées expriment ce même déséquilibre entre le temps de travail et le revenu. Dominique Paturel et Yuna Chiffolleau soulignent le caractère paradoxal de la situation aujourd'hui dans la mesure où la précarité et donc l'insécurité alimentaire touche fortement ceux qui sont censé-e-s nourrir le reste de la population¹¹⁵.

Par ailleurs, cet enjeu majeur de sécurité financière des paysan-ne-s et agriculteur-ice-s entraîne des conséquences directes sur certain-ne-s d'entre eux. Ces difficultés peuvent pousser à sortir de l'activité pour se reconvertir après plusieurs années de tentatives

¹¹³ Ibid. p.24.

¹¹⁴ Entretien avec Emilie

¹¹⁵ Dominique Paturel, Élodie Marajo-Petizon et Yuna Chiffolleau, « La précarité alimentaire des agriculteurs », Pour, 225, 2015, p. 77-81.

d'obtenir un revenu plus élevé en vain. C'est aussi du fait d'un épuisement émotionnel et moral que certain-ne-s arrêtent ce métier, bien sûr accentué par d'autres facteurs tels que l'isolement ou encore face aux autres problèmes qui peuvent altérer l'activité agricole ou paysanne (régulations importantes, séparation moindre entre vie familiale et vie de travail)¹¹⁶.

« Emilie : Non, j'ai pas d'enfants. Hum-hum. Et récemment, je me suis fait la remarque... Que si j'avais pas choisi d'être paysanne, certainement, j'aurais une vie beaucoup plus classique. Et j'aurais certainement des enfants. Mais la vie en même temps, c'est vraiment... Non, non, moi, j'ai pas la place pour des enfants de même temps.

Maïra : OK. Parce que t'as pas le temps ?

Emilie : Ouais. Ouais, ouais. Bon, puis maintenant, je suis trop vieille et je suis trop occupée pour avoir des gamins. Mais... Mais je dirais... Je dirais que si, si, il y a 8 ans, j'avais pas été paysanne et j'aurais rencontré quelqu'un, enfin, je... Voilà, oui, certainement. Mais c'est clair que... Enfin... De choisir d'être paysanne sur petite surface et sans faire de gros crédits, tout ça... »

A nouveau, ce qu'explique Emilie ici témoigne bien de la difficulté que pose le manque de temps au quotidien. A une question sur les enfants elle répond, plutôt hésitante, que le temps lui manque : elle n'a pas eu la disponibilité biographique pour en avoir bien qu'elle aurait pu le souhaiter dans un autre cadre de vie. Cela montre bien que le travail paysan est pour elle un « choix » qui implique un dévouement ne laissant pas la place à certaines autres possibilités de parcours.

Ainsi, de la tentative de produire différemment – en utilisant des produits plus naturels, des semences bio – qui impliquent certaines difficultés dans le système actuel, organisé par et pour l'agriculture industrielle et conventionnelle, aux problèmes économiques engendrés par l'endettement et les revenus moindres qui s'en suivent, le mode de vie en agriculture paysanne est rendu assez difficile dans le cas des personnes interrogées. Une autre donnée « obstacle » est mentionnée et semble primordiale pour une majorité d'entre elleux : la demande des consommateur-ice-s.

1.3. Des obstacles conjoncturels : la crise du bio et ses conséquences

¹¹⁶ Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d, p.27

« C'était un marché porteur, on va dire. Et là, depuis 2022, il y a eu une crise de surproduction, on va dire, quand même. Au bout d'un moment, on a dépassé un certain palier et il y a commencé à y avoir vraiment trop de lait bio »¹¹⁷

Comme Corentin ici, plusieurs enquêté-e-s abordent la « crise du bio » : depuis 2021/2022, la demande de produits issus de l'agriculture biologique semble avoir drastiquement baissé. Dans un article dédié à ce sujet, Magali Catteau explique qu'en effet, le marché a perdu 755 millions d'euros de chiffre d'affaires¹¹⁸ et ce spécifiquement pour la distribution spécialisée dans ce type de production. Par exemple, une quarantaine de magasins Biocoop ont dû fermer en 2022, et pour plusieurs, des produits non-bio ont été introduits dans l'offre pour compenser le manque de demande cette année-là.

Pourtant, comme l'explique également Raphael, il s'est mis à faire du bio il y a cinq ans car « c'était le vent en poupe ». Jusqu'en 2022, la surface de fermes en agricultures biologiques dans les Haut-de-France ne cesse en effet d'augmenter, tout comme le nombre de fermes converties : dans le département du Pas-de-Calais par exemple, l'année 2022 voit une augmentation de 4,8% de fermes en Bio par rapport à l'année précédente¹¹⁹. Il en va de même pour les entreprises et distributeurs des produits issus de l'agriculture biologique en aval, dont le nombre est en augmentation constante jusqu'à 2021 tandis qu'ils baissent légèrement en 2022 : le nombre d'entreprises de l'aval engagées dans la vente de bio sont 1680 en 2021 mais chutent à 1603 l'année suivante. Cette baisse au niveau national impacte donc également la région des personnes interrogées, qui y voient des causes multiples :

« Et en même temps, il y a eu toutes les problématiques géopolitiques, ce n'est peut-être pas le bon terme, mais politiques, sur les questions de pouvoir d'achat, avec en même temps un peu de biobashing, où on a bien fait rentrer dans la tête des gens que le bio, c'était forcément beaucoup plus cher et tout. »¹²⁰

Cette baisse de la consommation est considérée pour Laurent comme une conséquence de l'inflation d'une part et de l'idée selon laquelle les produits issus de l'agriculture biologique ou de petit-e-s producteur-ice-s sont nécessairement plus coûteux d'autre part. L'augmentation des prix au niveau national a bien joué un rôle puisqu'en mars

¹¹⁷ Entretien avec Corentin

¹¹⁸ Catteau, Magali. "La crise de l'agriculture biologique : jusqu'où ?" *Paysans & société* 401, no. 5 (September 25, 2023): 39–46, p.40.

¹¹⁹ Agence Bio, Bio Hauts-De-France, L'agriculture Biologique en Hauts-de-France, données 2022, fiche d'identité, 2023, p.1.

¹²⁰ Entretien avec Laurent

2023, elle atteint 15% et les produits bio sont donc souvent délaissés au profit de promotions plus avantageuses. Ces derniers sont souvent plus chers de 20% à 30% que les produits conventionnels, jouant un rôle important dans un contexte de baisse drastique du pouvoir d'achat pour les consommateur-ice-s.

D'un autre côté, la consommation de produits bio reste un marqueur de la présence d'un fort capital culturel et économique chez les individus, et un facteur de « distinction » par des personnes issues de certaines classes sociales aisées, voire haute, par des pratiques différenciées de celles des classes populaires. Ces dernières ont une consommation quant à elle plutôt axée sur le « nécessaire », et visant à dépenser moins, rendant les produits plus inaccessibles particulièrement dans un cadre inflationniste.

En plus de cela, comme le mentionne Laurent, les produits bio sont aussi étiquetés comme chers mais pas nécessairement aussi qualitatifs que prétendu. Les scandales récurrents autour de l'agriculture biologique ont pu entraîner une perte de confiance à l'égard du label, c'est du moins ce que soutient Magali Catteau. A titre illustratif, certains produits effectivement naturels et biologiques sont produits dans des conditions difficiles pour les travailleur-euse-s, ou ont parfois un impact écologique fort (lorsqu'ils proviennent d'un pays étranger par exemple). De ce fait, le rapport qualité/prix n'est pas perçu comme intéressant pour nombre de consommateur-ice-s, réduisant les achats en bio¹²¹.

« Mais il y en a qui décident de faire le sacrifice. J'en connais, ça fait 20 ans qu'ils touchent 400 euros par mois, et ça leur va. Mais si tu veux avoir le SMIC horaire, tu ne choisis pas ton métier. C'est le consommateur qui te dicte ce que tu dois faire. Et si le consommateur me dit demain le panier AMAP je n'en veux plus, je veux la vente directe, je devrais aller vers ça. C'est lui qui choisit. Euh, je ne vais pas perdre le SMIC horaire pour mes valeurs. »¹²²

Mais alors quelles conséquences et quelles difficultés entraînées par cette crise du bio ? Ce sont avant tout les insécurités financières qui sont renforcées puisque la clientèle – à moins d'être bien établie – est mise à risque par la baisse globale de la consommation. Pour les petit-e-s producteur-ice-s comme Raphael, qui ont décidé de se convertir à l'agriculture biologique principalement pour des raisons d'avantages économiques, la tentation de revenir au conventionnel apparaît. Cette phrase « je ne vais pas perdre le SMIC horaire pour mes valeurs » reflète la difficulté de continuer à produire en bio alors que la demande ne suit pas

¹²¹ Catteau, Magali. “La crise de l'agriculture biologique : jusqu'où ?” *Paysans & société* 401, no. 5 (September 25, 2023): 39–46, p.44.

¹²² Entretien avec Raphael

et que les pouvoirs publics ne soutiennent que peu les petites fermes. De plus, l'idée selon laquelle « tu ne choisis pas ton métier » semble montrer la dépendance qu'ont les agriculteur-ice-s en petite surface et particulièrement en bio aux consommateur-ice-s.

Pratiques alternatives et agriculture conventionnelle : un rapport conflictuel ?

1.1. Des paysan-ne-s comme « bouc émissaire » ?

L'un des postulats initiaux de cette étude présupposait l'existence de tensions entre les petit-e-s paysan-ne-s, engagé-e-s dans des pratiques alternatives et les agriculteur-ice-s en production conventionnelle, ou agri-managers. Cette opposition s'est fait entendre à travers plusieurs récits d'entretiens, notamment sur les perceptions qu'entretiennent les enquêté-e-s avec leurs voisin-ne-s ou collègues en agriculture intensive. Laurent confit ainsi : « *Je ne vais pas mentir mais au départ j'étais assez opposé, assez contre ces producteurs-là* »¹²³.

Ces tensions prennent racines dans une série d'oppositions structurelles comme la taille des exploitations, les modèles économiques différenciés ou encore l'approche au vivant et à l'activité agricole. Les grandes exploitations, comme expliqué plus haut, sont souvent orientées dans une production en monoculture ou en élevage intensif, et bénéficient historiquement d'un appui gouvernemental et européen important. Les aides octroyées par la PAC encouragent en effet à l'agrandissement et à la mécanisation des exploitations, créant un déséquilibre fort entre celles étendues et les petites et moyennes. De cela découle donc un accès facilité au foncier ou aux infrastructures, renforçant à nouveau ces inégalités, du moins dans la perception de certaines personnes.

D'autre part, dans le contexte des mobilisations agricoles récentes (en 2024 par exemple), une partie des tensions s'est cristallisée autour de figures accusées à tort, et parmi elles, les écologistes¹²⁴. Certain-e-s éleveur-euse-s, notamment de viande rouge, ont exprimé leur colère face à la baisse de consommation de leurs produits en la ciblant sur les porteur-euse-s de projets plus écologiques. Selon Matthieu Calame, cela s'inscrit dans une logique de protection du système dominant, tant par les lobbies agro-industriels que par le gouvernement en place pour éviter de remettre en cause le modèle en place. De fait, une partie du monde agricole s'est alors tournée contre les petit-e-s paysan-ne-s mais surtout

¹²³ Entretien avec Laurent

¹²⁴ Calame, Matthieu. "Crise des agriculteurs : un bilan." *Esprit*, no. 3 (March 22, 2024): 23–26, p.24.

contre les projets politiques qui leur sont associé. Plus globalement, le climat de stigmatisation de la cause écologiste entre autres, accentué par les acteur-ice-s gouvernementaux, a contribué à creuser un fossé idéologique entre les différents groupes du monde agricole et paysan.

« Ouais, si. Je pense que ceux qui s'installent sur des petites structures, ils sont vus comme des, comment dire, comme des extraterrestres, ça c'est clair. »¹²⁵

Comme l'explique ici François, ce sentiment d'être vu comme « un extraterrestre » traduit bien le décalage que peuvent ressentir les petit-e-s paysan-ne-s engagé-e-s dans des formes d'agriculture alternatives face au regard normatif qui leur est porté. L'usage de ce terme souligne à la fois l'étrangeté perçue de leurs pratiques (polyculture, circuits courts ou encore agriculture biologique) mais aussi une forme de marginalité dans l'espace social agricole local. Ces dernier-e-s apparaissent comme en décalage avec le modèle dominant institué comme rationnel. Cette difficulté d'intégration peut constituer un obstacle à l'installation notamment de néo-paysan-ne-s, en particulier dans les zones à forte dominance conventionnelle comme les Hauts-de-France. C'est ce qu'explique notamment Van der Ploeg dans ses travaux sur les nouvelles agricultures paysannes en montrant que les trajectoires d'installation entrent souvent en conflit avec le modèle dominant et peinent à se faire reconnaître par les institutions agricoles traditionnelles et leurs représentant-e-s au niveau local¹²⁶.

1.2. Clivages idéologiques dans le monde agricole...

L'agriculture est souvent présentée comme un groupe assez homogène d'un point de vue politique bien qu'il soit traversé par des clivages idéologiques majeurs. A travers leur étude, Pierre-Henri Bono et François Purseigle montrent que les agriculteur-ice-s sont un ensemble fragmenté traversé par des visions du monde et du politique différencié. Cela peut donc contribuer à alimenter les conflits internes, notamment quant à la représentation du métier, aux normes environnementales ou à l'Etat. Dans leur enquête, les auteurs identifient trois courants présents dans le monde agricole¹²⁷ : un pôle « écologiste altermondialiste » dont 17,8% des répondant-e-s font partis, en faveur de plus de justice sociale, d'une prise en

¹²⁵ Entretien avec François

¹²⁶ Mollinga, Peter. "The New Peasantries. Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization – By Jan Douwe van Der Ploeg." *Journal of Agrarian Change* 11 (October 1, 2011).

¹²⁷ Bono, Pierre-Henri, and François Purseigle. "Agriculture, de quelles colères et attentes es-tu le nom ?," n.d. p.22.

compte plus grande de la crise environnementale ou encore pour l'implantation d'une démocratie plus participative dans les institutions agricole et nationales. Ces dernier-e-s sont politiquement plus proches de la Confédération paysanne et au niveau national de partis comme La France Insoumise ou Les Ecologistes. D'un autre côté, le pôle dit « conservateur identitaire agrarien » (21,6%) prône plutôt une souveraineté nationale et est en faveur d'une agriculture traditionnelle dans une démarche de défiance à l'égard des normes environnementales par exemple, ou encore des « injonctions urbaines ». Les « conservateurs floués » (30%) sont quant à eux plutôt orienté-e-s à l'extrême droite de l'échiquier politique (tout comme la catégorie précédente) et proches de la Coordination Rurale, dans l'idée d'une priorité donnée à la croissance et également contre de nombreuses normes européennes. Finalement, les « libéraux pro-européen » s'autopositionnent à droite politiquement et sont généralement rattaché-e-s à la FNSEA ou aux Jeunesses Agricoles, souvent installé-e-s sur des exploitations sociétaires très grandes. Cette typologie permet de comprendre avec plus de clarté l'espace agricole français dans son ensemble. Dans les Hauts-de-France plus spécifiquement, les résultats des dernières élections des Chambres d'agriculture de janvier 2025 ont donné lieu à la continuation du lead de la FNSEA sur la région : dans tous ses départements, le syndicat majoritaire est arrivé en tête.

Le type d'exploitations en place dans la région et les résultats semblent se corrélés : les grandes exploitations en agriculture conventionnelle semblent correspondre au « type libéraux pro-européens » établi par Purseigle et Bono¹²⁸. A l'opposé, les personnes enquêtées, à l'exception d'une seule, ont toutes affirmé leur proximité idéologique avec la Confédération paysanne.

« Alors que, en même temps, surtout de la coordination rurale c'est que les écologistes sont évidemment des adversaires qu'il faut neutraliser. « L'Etat ne doit plus nous imposer des règles », etc. C'est là où on est complètement à l'opposé. Et le problème, c'est que ce qu'on voit en politique en général, c'est que la FNSEA, pour regagner, pour ne pas se laisser déborder par la coordination rurale, elle va reprendre ces mêmes revendications. Comme on voit les partis de droite qui reprennent des thèmes du Front National. C'est la même démarche. Et ça, c'est inquiétant parce que ça va nous faire reculer encore. Je ne sais pas combien. »¹²⁹

¹²⁸ Bono, Pierre-Henri, and François Purseigle. "Agriculture, de quelles colères et attentes es-tu le nom ?," n.d. p.35

¹²⁹ Entretien avec Yves

Ce positionnement exprimé par Yves confirme bien la polarisation croissante du monde agricole : les clivages idéologiques se renforcent autour des orientations à donner à l'agriculture. Il décrit un glissement préoccupant – selon lui du moins – de la FNSEA et des organisations syndicales plutôt orientées au centre et à droite vers des discours se rapprochant de la Coordination Rurale, qui tend vers l'extrême droite de l'échiquier politique. En effet, elle défend un fort souverainisme agricole et s'oppose frontalement aux normes, notamment écologiques. Cette tendance à « l'alignement rhétorique »¹³⁰ évoque une dynamique déjà décrite dans le champ politique plus global : les partis conservateurs ont une tendance à adopter progressivement les thèmes de l'extrême droite dans une optique de concurrence électorale. Calqué dans le monde agricole, ce phénomène induit un durcissement des discours dominants et par la même occasion une marginalisation croissante des positions plus progressistes ou alternatives. De ce fait, cela pose la question de la capacité des groupes portant des idées favorables à une agriculture paysanne à se faire entendre dans un paysage syndical dominé par ces structures idéologiques. C'est en effet une fracture politique qui semble ressortir de cet extrait d'entretien qui inquiète plusieurs des enquêté-e-s. Toutefois, cette inquiétude quant à la polarisation croissante du monde agricole n'est pas synonyme d'un antagonisme constant dans les relations entretenues au quotidien avec les agriculteur-ice-s dont la définition de l'avenir agricole est différente.

1.3. ...parfois dépassés par des solidarités

Si les divergences politiques sont bien réelles, il semble – d'après les discours exprimés par les enquêté-e-s – que les relations entre les différents groupes et mondes agricoles ne s'y résument pas. Il apparaît une volonté de cohabitation et d'ouverture au dialogue, qu'exprime ici Laurent :

« Sauf que depuis mon implication et mon rapprochement avec l'Association des Paysans et même déjà avec l'Initiative Paysanne, je comprenais bien que la souffrance du monde agricole, ce n'était pas que du côté de cultiver en bio ou autres ou des projets alternatifs. C'était aussi partagé par la plupart des conventionnels. Du coup ce que je me dis c'est que c'est à nous d'aller vers eux et de chercher à comprendre et à partager nos points de vue et nos analyses et de se rendre compte qu'au final qu'on soit d'un côté ou de l'autre on subit exactement la même chose. »¹³¹

¹³⁰ Expression d'Ugo Paletha dans Bantigny, L. et Palheta, U. (2021). 2. Le macronisme, un autoritarisme du capital. Face à la menace fasciste (p. 39-54). Éditions Textuel.

¹³¹ Entretien avec Laurent

Ce témoignage illustre un changement d'état d'esprit progressif puisque Laurent était initialement très opposé aux agriculteur-ice-s en conventionnel n'étant pas ouvert-e-s sur les questions écologistes, progressistes qui lui tenaient lui, particulièrement à cœur. C'est petit à petit que celui-ci s'est vu comprendre que nombre de difficultés – pensées comme spécifiques aux paysan-ne-s alternatif-ve-s – sont en réalité partagées. A nouveau, selon Bono et Purseigle, trois grands thèmes de discours se dessinent en dépit des contradictions idéologiques. D'un côté, un-e répondant-e-s sur deux dans leur enquête exprime une fatigue à l'égard des normes et de l'administratif, tant parce qu'elles impliquent des changements récurrents et du travail important en plus de l'activité agricole elle-même, que parce qu'elles sont généralement perçues comme « hors sol », décidées sans prise en compte de leur effectivité réelle. D'un autre côté, nombre sont ceux qui dénoncent le système comme étant « à bout » et revendiquent alors un changement plus structurel et profond. Finalement, c'est la question du revenu – évoquée plus haut dans cette étude – qui revient pour 12% des personnes interrogées par les auteurs. En effet, comme l'ensemble des enquêtées dans cette étude, beaucoup agriculteur-ice-s estiment que le travail fourni n'est pas proportionnel à la rémunération tirée de celui-ci. Ces trois grandes critiques sont bien mentionnées par les personnes interrogées et plusieurs semblent exprimer une empathie pour des agriculteur-ice-s théoriquement opposé-e-s mais pour qui ces difficultés existent également. Laurent mentionne d'ailleurs les problèmes causés par l'endettement de ces derniers :

« Parce qu'ils sont d'accord avec les coûts, avec les prêts bancaires, parce qu'ils se sont équipés, voire même suréquipés pour certains et du coup je comprends bien ce qu'ils vivent. Et du coup de se rapprocher d'eux en leur faisant passer le message, « on entend votre situation, on comprend bien ». »¹³²

De plus, outre l'empathie sur des questions de difficultés communes, une volonté de cohabiter avec apaisement et entraide se dessine à travers les témoignages.

« Moi, je condamne de manière générale... Mais ce n'est pas de la faute des producteurs individuellement. C'est un système. Donc je ne vais pas aller m'engueuler avec lui. Ça ne sert à rien. Je vais condamner quand même le système. Et moi, je vais faire autrement. Mais lui, c'est mon voisin. Là, j'ai une parcelle qui fait un hectare et demi, presque, dont je n'avais pas besoin tout de suite. Je lui ai fait semer de la luzerne. Il la fauche pour ses bêtes. Il m'a dit « bah combien je te dois pour la luzerne ? ». Je lui ai dit « rien, ramène-moi du fumier » quoi. On s'arrange. Si j'ai besoin d'une machine que je n'ai pas, je peux l'appeler pour voir si c'est

¹³² Entretien avec Laurent.

possible qu'il me rende service. Il y a le côté humain aussi. C'est pas parce que c'est un agriculteur industriel que c'est le diable quoi. Mais je ne suis pas d'accord avec son système. Avec son mode de production. Je ne vais pas aller débattre de ça avec lui. Il faut trouver un équilibre. Le but, ce n'est pas que je m'engueule avec tout le monde et que je me retrouve isolée. Je ne suis pas extrémiste et dogmatique non plus »¹³³.

Cet extrait d'entretien permet de comprendre qu'une position d'opposition à l'égard d'un système, d'un modèle, n'implique pas la conflictualité dans la vie quotidienne et surtout dans les relations de voisinage. Agathe opère ici une nette distinction entre la critique systémique et les relations interpersonnelles qu'elle entretient avec des personnes participantes de ce système. Elle tente d'instaurer une forme de diplomatie permettant l'entraide et surtout priorisant la solidarité au-delà des divergences politiques. Cette solidarité est pour elle d'abord humaine mais aussi pratique puisque les deux peuvent ainsi s'aider au quotidien.

Un autre élément ressortant de l'entretien est la question du manichéisme, ouvertement refusé par Agathe qui dit « je ne suis pas extrémiste et dogmatique ». Ces termes souvent utilisés pour qualifier les militant-e-s écologiste semblent donc clairement être réfutés par l'enquêtée, qui explique aussi vouloir permettre l'existence de lieux de négociation, de discussion bien qu'elle ne souhaite pas nécessairement débattre avec eux.

Ainsi, si les divergences et oppositions idéologiques sont très nombreuses dans les différents mondes agricoles et ressenties par les enquêté-e-s, celles-ci n'impliquent pas nécessairement une conflictualité constante entre les individus. En effet, si sur le plan électoral, pratique ou moral, toutes se disqualifient respectivement, ils peuvent tout à fait partager des connaissances, des outils de production, des terres et des discussions. L'un des enquêté explique même que selon lui, les débats avec des agriculteur-ice-s aux idées opposées sont une stratégie de résistance à part entière, dans l'optique de tenter de les convaincre mais surtout de simplement montrer l'existence de pratiques différentes du modèle classique.

¹³³ Entretien avec Agathe

Finalement, cette première partie a permis d'identifier une mosaïque de parcours parmi les personnes interrogées : des personnes ayant repris les terres de leurs parents après des trajectoires différenciées aux néo-ruraux-ale-s s'étant installé-e-s souvent du fait de convictions préalables au métier, il semble qu'une typologie claire soit difficile à établir. En effet, les bifurcations biographiques sont nombreuses. Plusieurs personnes sont parties de l'activité pour y revenir avec des valeurs d'autant plus solides, quand d'autres ont passé leur vie à pratiquer une agriculture conventionnelle tout en soutenant un changement profond de modèle vers plus de durabilité, de respect de l'environnement et de lien social. Il apparaît donc que la vraie différence s'inscrive dans la manière dont les individus politisent ou non leur activité professionnelle. L'ensemble des enquêté-e-s considèrent leur profession comme une manière de jouer un rôle, mais le conçoivent pour le moins différemment selon leurs profils et leurs pratiques. Malgré tout, des valeurs communes structurent leurs visions : de l'importance du lien social à la volonté de travailler avec respect de la nature et de la terre, c'est leur volonté de se considérer paysan-ne-s qui reste centrale à leurs trajectoires.

En parallèle cependant, de nombreuses difficultés entraînées par le contexte politique, social, local ou encore environnemental rendent le travail paysan plus difficile. Les revenus moindres comparés au travail fournis, les politiques publiques agricoles n'allant pas dans le sens leur valeurs ou encore le contexte régional très productiviste ne rendent pas simple l'application dans leurs pratiques de leurs convictions et de leurs valeurs. La crise du bio et donc la baisse de la demande a aussi fortement joué un rôle dans les problèmes économiques rencontrés, tout comme les prix onéreux du foncier aujourd'hui qui constituent pour elleux un frein majeur à l'impulsion d'une dynamique plus paysanne globale. L'accès aux terres étant très difficile, les nouveaux-elle-s souhaitant s'installer en sont souvent empêché-e-s.

Mais alors, ces parcours multiples et variés, mêlés aux difficultés nombreuses amènent-ils à des volontés de résister ? Et surtout de quelles manières ces potentielles résistances se manifestent-elles ? C'est ce qu'il s'agit de voir dans la deuxième partie.

Deuxième partie : Résistances paysannes : des actes silencieux aux mobilisations collectives

James Scott, dans son ouvrage *Weapons of the Weak* étudie les formes de résistances déployées par les paysan-ne-s de l'Asie du Sud-Est. Ce ne sont pas des résistances comme entendues généralement, c'est-à-dire perçues comme organisées, collectives et désintéressées. Au contraire, il explique bien la nécessité, lorsqu'une analyse des résistances paysannes est faite, de prendre en compte les intérêts individuels entrant en jeu. Selon lui, c'est même en cela que celles-ci prennent de la force¹³⁴. Par cela, il signifie donc la nécessité d'intégrer des formes de résistances diverses, individuelles également. Le terme de résistances est utilisé ici justement car il permet l'examen de nombreuses formes de lutte, bien qu'il ne soit pas toujours mentionné ou caractérisé comme tel par les personnes enquêtées. C'est pourquoi cette deuxième partie cherche à étudier les résistances paysannes dans la région des Hauts-de-France sous leurs différents aspects, en considérant les difficultés de certain-ne-s à se mobiliser par l'action collective¹³⁵ tout comme par des biais individuels ou institutionnels. Pour ce faire, il s'agit donc dans un premier temps de s'intéresser aux pratiques et aspirations individuelles, allant de la sensibilisation aux espoirs dans des changements institutionnels, puis dans un second temps de comprendre la place du monde associatif dans l'organisation de résistances par le collectif. Enfin, le dernier chapitre vise à étudier les luttes formelles et directes par les mobilisations, passées ou en cours.

¹³⁴ Scott, James C. "*Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*," n.d. p.295

¹³⁵ Neveu, Érik. "I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ?" *Repères* 6 (January 27, 2015): 5–26.

Chapitre 3 : Aspirations paysannes au changement : entre pratiques individuelles et engagements institutionnels

D'après l'enquête de Bono et Purseigle, l'une des grandes revendications des agriculteur-ice-s et paysan-ne-s dits « altermondialistes » est celle d'être reconnu-e-s pour leur contribution à la transformation du système agricole, vers un modèle plus respectueux de l'environnement. Dès lors, cela implique une perception bien spécifique du rôle qu'ils jouent et des pratiques qu'ils mettent en place. Ici, l'idée est de comprendre quel regard sur le monde est développé par ces personnes en quête de changement et surtout comment, selon eux, un renouveau peut être insufflé. Dans ce chapitre, il s'agit donc d'analyser les démarches de sensibilisations et d'éducation mises en œuvre ou auxquelles aspirent les personnes enquêtées dans un premier temps, puis de comprendre l'importance pour eux de changements « par le haut », et enfin d'analyser la place prise par les leviers institutionnels et plus particulièrement du syndicalisme agricole.

« Semer des graines »¹³⁶ : sensibiliser pour résister

1.1. Sensibiliser à la consommation responsable

« Mais pour moi, s'il n'y a pas un changement qui se fait au consommateur, ça ne bougera pas dans les campagnes. »¹³⁷

A travers cet extrait d'entretien avec Raphael, un élément central pour plusieurs des personnes interrogées apparaît : la responsabilité des consommateur-ice-s quant aux transformations du modèle agricole actuel. En effet, pour nombre d'entre eux, sans évolutions des habitudes de consommation des individus vers des choix plus locaux, bio, favorisant le maintien de l'agriculture paysanne, les pratiques agricoles alternatives risquent de rester marginales et marginalisées. Cette vision, particulièrement portée par Raphael, tend à voir de manière pragmatique le système économique et les leviers d'actions possibles pour aller vers le changement désiré. Dans la lignée des promoteur-ice-s de la consommation engagée, l'idée est ici d'impulser une forme de résistance à un modèle agro-industriel par les acheteur-euse-s.

L'idée selon laquelle les individus peuvent contribuer au changement à leur échelle – ou du moins refuser de participer au système en place – s'est particulièrement développée à partir des années 1990 sous l'impulsion d'organisations notamment engagées pour la protection de l'environnement¹³⁸. Toutefois, ce moyen d'action collective trouve ses racines plus tôt puisque dès le début du XX^e siècle apparaissent des labels pour dénoncer les conditions de travail difficiles dans certaines usines, posant ainsi les bases d'une volonté de consommation plus éthique ou engagée. Plus récemment, cela s'illustre par un refus d'acheter, par le boycott ou au contraire par le ciblage de certains produits afin de les valoriser et de soutenir ce qu'ils représentent (par exemple, des produits bio).¹³⁹ Selon Sophie Dubuisson-Quellier, cette « consommation engagée » suppose trois ressorts : des informations visant à guider le-a consommateur-ice vers les « bons » choix de consommation, de « construire la réflexivité » de ces derniers afin de les faire questionner au quotidien sur les achats réalisés, et enfin la création de dispositifs marchands comme les labels ou les publicités.

¹³⁶ Expression utilisée par Emilie à plusieurs reprises

¹³⁷ Entretien avec Raphael

¹³⁸ Dubuisson-Quellier, Sophie. « Peut-on s'engager par sa consommation ? » In *Écologies*, 435–42. La Découverte, 2023.

¹³⁹ Ibid.

« Je ne sais pas dans quel sens on pourrait détricoter le problème. Parfois, j'en veux beaucoup à mes consommateurs, enfin de moins en moins, mais je me dis qu'il faudrait que le changement vienne des consommateurs. Une prise de conscience des consommateurs, mais alors par quel biais ça serait ? Est-ce que ce serait santé ? Est-ce que ce serait environnement ? Est-ce que ce serait biodiversité ? Oui. Je ne sais pas, comment les toucher ? Est-ce qu'il faut les toucher en disant, en fait, si on ne prend pas soin de notre paysage, notre sol maintenant, vos enfants, ils n'ont plus rien à bouffer ? »¹⁴⁰

Le témoignage d'Emilie rebondit justement sur cette notion de consommation engagée : elle avoue même parfois « en vouloir » aux consommateur-ice-s. Cela met en lumière sa tentation de rejeter une partie des problèmes du système agricole actuel sur les personnes n'achetant pas de produits locaux, bio ou du moins issus de l'agriculture paysanne. Elle exprime sa frustration quant à ses tentatives de contribuer à une alternative à laquelle les consommateur-ice-s ne seraient pas ou peu receptif-ve-s, ou seulement à certaines conditions (prix, facilité d'accès...). Cela révèle une ambivalence : Emilie reconnaît l'importance de l'engagement des individus comme levier d'action, et se questionne sur la manière de les sensibiliser. C'est donc bien une aspiration à des résistances communes : d'un côté, des paysan-ne-s font leur part en produisant de manière plus respectueuse de la nature, en favorisant le lien social, et d'un autre les consommateur-ice-s devraient jouer le jeu en contribuant à leur tour à financer ces alternatives.

Cela questionne toutefois la mesure dans laquelle il est possible de responsabiliser les individus sur des questions d'engagement par la consommation. En effet, comme expliqué dans le chapitre 2, la crise de la demande en bio n'est pas seulement liée à un désintérêt pour les produits de ce type mais également à l'augmentation générale des prix depuis 2022 (du fait des conflits comme la guerre en Ukraine bousculant les échanges commerciaux mondiaux et surtout augmentant les prix de l'énergie, ou à cause de la reprise économique post-Covid), à la désinformation sur ces questions ou encore aux dispositions individuelles à aller vers ce genre de consommation. En effet, les personnes achetant le plus de bio en 2018 ont en majorité un bon niveau de vie et peuvent financièrement se permettre des prix plus élevés. Les personnes à faibles revenus privilégient, s'ils veulent agir à titre personnel sur des causes environnementales par exemple, des actions économiques comme

¹⁴⁰ Entretien avec Emilie

la réduction de la consommation¹⁴¹. En cela, l'attente d'une résistance des consommateurs, bien qu'elle soit partagée par certain-ne-s des personnes interrogées, est complexifiée par des facteurs systémiques nombreux. Mais politiser la consommation reste selon eux un moyen comme un autre d'agir, couplé avec des dynamiques locales et de liens aux territoires forts. Dans la plupart des cas, le lien au territoire est mentionné comme clé pour changer les choses. Associé au lien social déjà évoqué comme valeur clé des enquêtés, ce lien permet de mettre en pratique l'aspect communautaire très important dans la définition même de l'agriculture paysanne. Mais en plus de cela, l'idée est aussi de contribuer à nourrir le territoire. Comme l'explique Damien Toublant dans ses travaux sur les micro-fermes : « l'inscription territoriale fait partie de ce qui donne du sens aux projets des responsables de micro-fermes, elle se réalise à travers l'appartenance à différents réseaux locaux (...) »¹⁴². En cela, l'installation dans des espaces dont les personnes ne sont pas originaires implique de réussir à s'imbriquer dans la vie sociale et économique locale, de se « lier à une matrice préexistante »¹⁴³ afin d'y jouer un rôle. Cette volonté implique cependant qu'il existe un espace fertile aux dynamiques locales.

1.2. L'éducation comme vecteur d'évolution

*« Donc, l'éducation, c'est un facteur numéro 1 pour apprendre aux gens à manger local. Pour moi, les collèges, les collèges lycées et primaires, ils devraient mettre un programme là-dessus si on veut changer les choses de demain. Parce que les gens, les habitudes de consommation alimentaire, c'est les plus durs à changer. »*¹⁴⁴

A travers ce témoignage de Raphael, il ressort l'idée selon laquelle l'éducation serait un facteur clé pour changer les choses. Selon lui, sensibiliser seulement les adultes ne permet pas un changement durable car il faudrait commencer dès le plus jeune âge à travers l'école et la famille. Il perçoit donc l'éducation comme un véritable levier d'action, comme un outil de transformation culturelle qui, bien que long, permettrait une réelle évolution des tendances. En effet, des travaux témoignent de l'importance de l'éducation dans la construction des comportements de consommation « responsable » - entendue comme une remise en question des modes de consommation classiques. Les espaces sur lesquels mettre

¹⁴¹ Marega, Oumar, Séverine Frere, Anne-Peggy Hellequin, Hervé Flanquart, Iratxe Calvo-Mendieta, Baptiste Berry, and Sophie Cornet. "Contribution à l'étude des barrières et des leviers d'action face au changement climatique." *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, no. 19-2 (October 5, 2019).

¹⁴² Toublant, Damien. "Micro-fermes et territoire: émergence d'un modèle de petites fermes agroécologiques et paysannes en France," n.d. p.383.

¹⁴³ Ibid.

¹⁴⁴ Entretien avec Raphael

en place cette éducation sont généralement à l'échelle d'un territoire local, porté par différent-e-s acteur-ice-s aux liens d'interconnaissances forts : associations, institutions locales, communauté de commune mais aussi pouvoir publics, dont le rôle est central.¹⁴⁵ Selon Francis Ribeyre, pour obtenir une légitimité auprès des citoyen-ne-s, les pouvoirs publics doivent faire preuve d'une forme d'exemplarité en prenant des mesures à l'échelle du territoire, pour ensuite se permettre d'intervenir dans la sphère domestique. De plus, ils doivent garantir une vérification de la production considérée comme responsable (en s'assurant de la qualité vendue et promue), et ainsi faire un lien entre les producteur-ice-s et les consommateur-ice-s. L'éducation à la consommation responsable doit également passer par des biais variés, à travers l'école, les interventions en milieu domestique ou encore par le biais associatif. Les difficultés existent cependant, notamment quant à l'impact sur le long terme de cette éducation. En effet, si les individus peuvent saisir les nécessités de changer leur approche à la consommation, il n'est pas dit qu'ils prennent des mesures sur le long terme, une fois la sensibilisation terminée. De plus, les auteur-ice-s affirment un besoin de tenir compte des particularités individuelles, qui ne sont parfois pas visibles et évoquées dans une sensibilisation en groupe¹⁴⁶.

Souvent, si les enquêté-e-s manifestent une volonté de renforcer la sensibilisation et l'éducation au niveau individuel pour changer les choses, c'est aussi dans l'attente d'un changement venant de l'Etat ou de l'Europe quant à ces questions.

Réformer le système agricole : le rôle contesté des institutions

1.1. La Politique Agricole Commune européenne

Pour comprendre le (dés)espoir des personnes enquêté-e-s à l'égard des politiques agricoles européennes, il s'agit d'abord de faire un détour historique pour mieux saisir le développement de ces dernières. Les grands principes de la PAC sont réfléchis lors du Traité de Rome en 1957, dans la perspective d'un marché commun européen qui définirait certaines orientations quant aux politiques à mettre en œuvre pour y parvenir. Le but est alors d'accroître la productivité du secteur agricole pour garantir une sécurité d'approvisionnement à des prix raisonnables¹⁴⁷. Comme l'explique Estelle Déléage, les

¹⁴⁵ Ribeyre, Francis, Sandrine Gombert-Courvoisier, and Vincent Sennes. "Education à la consommation responsable : évaluation des agendas 21 en Aquitaine ; évaluation des pratiques de consommation responsable ; soutien aux démarches de consommation responsable." Report, 2013.

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ Deleage, Estelle. "Agricultures a lepreuve de la modernisation," 2019, p.28.

débuts de la PAC sont proches d'une vision protectionniste qui reposerait « pour l'essentiel sur un soutien des prix ». C'est dans les années 1970 que s'impose également une volonté de modernisation des structures agricoles « afin de promouvoir des exploitations agricoles « capables » de s'adapter aux exigences du marché dans le même esprit que les lois d'orientation mises en place en France dans les années 1960. »¹⁴⁸ Dès lors, deux éléments structurent la PAC de cette époque : « la gestion du marché par produit » (régulation des prix et garantis aux producteur-ice-s, création des OCM¹⁴⁹) et la modernisation des exploitations agricoles couplée d'une incitation à l'investissement. Si ces objectifs sont en grande partie atteints entre les années 1960 et 1990, un certain nombre de problèmes se posent à partir des années 1970. Des critiques relatives à l'impact environnemental et social de ces politiques émergent, menant progressivement à la réforme de la PAC en 1992.

« Ça [les prix du foncier] s'est éclaté un peu dans les années 80, parce que la rentabilité des cultures s'est stagnée. Et à partir du moment où il y a la réforme de la PAC, les primes étaient proportionnelles au nombre d'hectares. Alors là, ça a commencé à monter, à monter. »¹⁵⁰

Yves, aujourd'hui retraité, témoigne bien de l'impact des politiques agricoles européennes, avec d'un côté la stagnation de la rentabilité (les politiques n'ont plus un effet important sur la production et les rendements) et d'un autre, les conséquences de la réforme de 1992. Celle-ci vient en effet remplacer la régulation et l'intervention sur les prix par des aides directes aux producteur-ice-s conditionnées à un certain nombre d'hectares de surface agricole dans le but de réduire les excédents. Des mesures environnementales sont également introduites dans la réforme de 1992, mais elles se résument à un soutien aux agriculteur-ice-s situé-e-s dans des zones « sensibles » en termes de protection environnementale¹⁵¹. D'autres réformes s'en suivent introduisant des baisses de prix en 1999 et insistant sur l'aspect environnemental avec la création d'aides conditionnées à des pratiques respectueuses de la nature en 2003 comme la non-utilisation d'engrais chimiques ou la conversion en agriculture biologique.

Parallèlement, la France met en œuvre des politiques agricoles idéologiquement similaires à celles au niveau européen, qu'il s'agit d'observer de plus près pour comprendre le regard des enquêté-e-s à cet égard. Depuis les années 1960, les différents gouvernements consultent

¹⁴⁸ Deleage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p.28.

¹⁴⁹ Pour Organisations Communes de Marché

¹⁵⁰ Entretien avec Yves.

¹⁵¹ Deleage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p.57.

les syndicats agricoles majoritaires (FNSEA et CNJA¹⁵²) pour construire des politiques agricoles. Cependant, le regard de ces organisations n'étant pas partagé par toutes, et surtout très en faveur du modèle productiviste, les critiques quant à la nécessité d'un pluralisme syndical surviennent en nombre. Aujourd'hui, les politiques agricoles françaises sont concomitantes de celles initiées au niveau européen, globalement en faveur du modèle agro-industriel.

1.2. Une critique paysanne des régulations et normes administratives

Dans quelle mesure les personnes interrogées au cours de cette étude mettent-elles des espoirs dans des changements importants par « en haut » ?

« Je ne comprends pas bien mais encore une fois, il y a une déconnexion entre la réalité et ce qui se passe en haut. »¹⁵³

« Après, il faudrait politiquement que ce soit porté au plus haut niveau de l'État ou de l'Europe. Une vraie politique en faveur du respect de la nature ou de l'agroécologie et du bio, des choses comme ça. L'arrêt des autoroutes ou des mégaprojets. Mais ça demande un changement complet d'idéologie dans la société. D'une bonne partie de la société, des décideurs, d'arrêter de voir une autoroute comme un projet, par exemple. Ou une mégabassine comme une manière de s'adapter et d'anticiper des règlements. Du coup, oui, il faudrait un changement radical dans les idées là-haut. »¹⁵⁴

A travers les témoignages, ici ceux d'Emilie et de Corentin, on constate une déconnexion majeure entre les politiques agricoles, françaises ou européennes, laissant sceptiques les paysan-ne-s, qui ne se sentent pas réellement écouté-e-s par les institutions. Rappelons d'ailleurs que cette défiance et ce sentiment de déconnexion sont partagés par nombre de paysan-ne-s et agriculteur-ice-s, en témoigne l'étude de Bono et Purseigle aux sujets des colères agricoles. Ils mentionnent en effet le fait que nombre d'entre eux ne « se sentent plus écoutés de la même manière »¹⁵⁵.

De plus, ce sentiment est couplé d'un « ras-le-bol » des normes, partagé par 49% des répondant-e-s de l'enquête.

¹⁵² Cordination Nationale des Jeunes Agriculteurs

¹⁵³ Entretien avec Emilie.

¹⁵⁴ Entretien avec Raphael

¹⁵⁵ Bono, Pierre-Henri, and François Purseigle. "Agriculture, de quelles colères et attentes es-tu le nom ?," n.d.

« Parce que les règles environnementales, des fois qu'on impose, elles ne sont complètement pas logiques. Et même quelqu'un comme moi qui veut essayer d'aller dans le bon sens, en fait, les acteurs ne sont pas écoutés sur le terrain, même sur les normes environnementales. »¹⁵⁶

Raphael explique justement cela lors dans le cadre de l'entretien, en mentionnant un problème de « logique » des normes mises en place, y compris lorsqu'elles tentent de résoudre les enjeux environnementaux. Selon lui d'ailleurs, le problème se situe bien dans le fossé entre le terrain, possibilités de changement les réelles, et les décisions gouvernementales ou européennes. Ce ne sont donc pas tant les normes en elles-mêmes qui posent problème mais bien leur aspect « hors-sol ». Cette déconnexion marquée laisse peu d'espoir dans les changements « par le haut », bien que certain-ne-s des enquêté-e-s aspirent tout de même à des changements sociétaux majeurs venant de politiques publiques. Pour influencer ces politiques justement, ce sont d'autres leviers d'actions qui sont sollicités et qui tendent à plus mobiliser et inspirer les paysan-ne-s interrogé-e-s, notamment par la force – ou non – des syndicats agricoles dans lesquels iels se retrouvent.

Le rôle limité des syndicats et des élections agricoles : entre hégémonie et contre-pouvoir

1.1. L'implantation syndicale en France et dans la région

Le syndicalisme agricole s'est développé de manière significative depuis les années 1950 et oscille entre institutionnalisation et contestation. Il s'agit ici de revenir sur l'histoire des syndicats français principaux et plus particulièrement sur celle de la Confédération Paysanne, principale organisation d'opposition dite de gauche promouvant une agriculture paysanne, des valeurs sociales, progressistes et écologistes.

Dans les années 1950, la modernisation de l'agriculture débute sous l'impulsion du gouvernement français et avec le soutien de certaines organisations agricoles comme la JAC¹⁵⁷ ou le CNJA¹⁵⁸. Les oppositions à ce modèle qui émergent mettent du temps à se faire entendre par les organisations professionnelles et restent assez marginalisées jusqu'aux années 1960, suscitant l'indifférence ou l'hostilité des agriculteur-ice-s inséré-e-s dans ce nouveau système. Comme l'explique Serge Cordelier, les oppositions « heurtent la rationalité économique », notamment pour les syndicats de l'époque qui tentent de répondre

¹⁵⁶ Entretien avec Raphael

¹⁵⁷ Pour Jeunesse Agricole Catholique

¹⁵⁸ Pour Centre National des Jeunes Agriculteurs

à des problèmes économiques, pour lesquels la modernisation est vue comme une solution¹⁵⁹. La première organisation à exprimer un désaccord avec le processus en cours est le Modéf¹⁶⁰, qui voit en celui-ci un risque de disparition des petit-e-s paysan-ne-s. Au cours de la décennie suivante, certain-ne-s des agriculteur-ice-s s'étant modernisé-e-s commencent à critiquer le modèle, ayant pris conscience de failles et subissant certaines conséquences imprévues (comme le surendettement) et/ou au regard de situations de précarité de paysan-ne-s se multipliant. Ce sont alors des personnes issues de la CNJA (Jeunes agriculteurs) qui commencent à élever la voix face aux conséquences néfastes de la modernisation.

D'autre part, des associations telles que Paysans-Travailleurs s'impliquent et tentent de contrer le discours dominant en visibilisant les problèmes subis par certain-ne-s et en formulant des critiques à l'égard du productivisme. Entre les années 1970 et 1980 se développent de plus en plus de tentatives alternatives avec la création d'associations comme le CEDAPA¹⁶¹, surtout animées par des néo-ruraux ou des paysan-ne-s en reconversion. D'autres comme le RAD¹⁶² ou le Civam¹⁶³ vont poser les bases de ce qui aboutit lors des Assises paysannes de 1987 à la naissance de la Confédération paysanne¹⁶⁴. En parallèle, la FNSEA, syndicat majoritaire dès l'époque soutient largement le processus en cours et est proche des gouvernements puisque très institutionnalisée. Malgré tout, comme l'explique Yves, très renseigné sur l'histoire paysanne et agricole française sur laquelle il a écrit un livre¹⁶⁵, une scission a lieu dans le syndicat lors de la première PAC :

*« Il y aura la FNSEA, qui existait avant, qui est une association à vocation syndicale qui s'est créée, au moment de la première PAC, c'est une scission de la FNSEA très minoritaire, parce qu'elle refusait la première PAC, elle voulait qu'on revienne au système d'avant, où les prix étaient à tout prix. Donc, il y aura la FFA, des gens du MoDef, et des gens de la Confédération Paysanne, mais très minoritaires, c'était des gens du Poitou. »*¹⁶⁶

Si des oppositions se créent, la FNSEA n'en est pas pour autant très impactée puisqu'elle reste aujourd'hui l'organisation syndicale largement dominante sur tout le

¹⁵⁹ Cordellier, Serge. "L'émergence de groupes promouvant des systèmes de production « différents »." *Pour* 196197, no. 1 (2008): 220–29.

¹⁶⁰ Pour le Mouvement de défense des exploitations familiales

¹⁶¹ Pour Centre d'étude pour le développement d'une agriculture plus autonome

¹⁶² Pour réseau d'agriculture durable

¹⁶³ Pour Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural

¹⁶⁴ Cordellier, Serge. "L'émergence de groupes promouvant des systèmes de production « différents »." *Pour* 196197, no. 1 (2008): 220–29.

¹⁶⁵ Le livre se nomme *Regards croisés sur 40 ans de mutations du Monde agricole. Et les origines du réseau de l'Agriculture Paysanne en Nord-Pas-de-Calais*, 2024.

¹⁶⁶ Entretien avec Yves

territoire. Le paysage syndical agricole à l’heure actuelle est en effet divisé entre la FNSEA, la Confédération paysanne et la Coordination rurale, qui gagne petit à petit du terrain. Il existe d’autres organisations comme les Jeunes Agriculteurs, les branches départementales de la FNSEA ou encore le Modef, évoqué précédemment. Mais quel est le rôle des syndicats agricoles aujourd’hui ? Ils permettent d’un côté de représenter les agriculteur-ice-s auprès des pouvoirs publics, de défendre des intérêts spécifiques à la profession (comme la plupart des syndicats), à offrir des formations, des services techniques, juridiques ou encore à – dans la mesure du possible – influencer les politiques agricoles au niveau national et européen¹⁶⁷.

Il semble cependant que le traitement par les institutions des différents syndicats soit largement différencié : économiquement par exemple, la FNSEA bénéficie de nombreux avantages, tant du fait de sa stratégie que des aides qu’elle peut recevoir.

« L’AGPB¹⁶⁸, pour les producteurs de blé, prend systématiquement. Il faut que les gens se bagarrent pour qu’on ne prenne pas. Donc, la plupart de ce qu’on paye, c’est un avoir. Et ça fait des rentrées d’argent énormes. C’est pour ça que ces grandes associations, ces grandes productions, elles sont très dominantes à la FNSEA, et arrivent à imposer des... Ça explique un peu pourquoi la FNSEA se met toujours du côté des grands producteurs. Parce que c’est quand même eux qui font la louche. Oui, c’est là qu’ils trouvent aussi leur financement, quoi. Et ça explique aussi la force de la FNSEA, parce qu’elle a beaucoup à son côté. Les coopératives et tout ça, on dit que la FNSEA dit 20 fois plus de financement que les autres syndicats, quoi. »¹⁶⁹

Lorsque Yves revient sur les difficultés à se désengager des cotisations versées aux associations de producteur-ice-s, il met en lumière les mécanismes qui soutiennent la puissance financière et économique de la FNSEA. En effet, il explique bien que dans le cas de l’AGPB, les prélèvements sont souvent automatiques et les paysan-ne-s ou agriculteur-ice-s doivent elleux-mêmes signaler et intervenir pour ne pas être prélevé-e-s. Ces cotisations, souvent calculées à l’hectare représentent des sommes conséquentes surtout pour les grandes exploitations. C’est alors un cercle économique vertueux qui est mis en avant par le témoignage de Yves ici : plus une exploitation est étendue, plus elle contribue aux causses de la FNSEA. De fait, le syndicat tend à défendre en priorité les intérêts des grandes exploitations puisqu’elles constituent ses principaux financeurs. Et en effet, le budget de la

¹⁶⁷ Le Comptoir des éleveurs. “Décryptage des syndicats agricoles français : missions, fonctionnement et influence.” Accessed May 7, 2025. <https://www.comptoir-des-eleveurs.com/articles/0093abde-8dce-ef11-88cf-6045bd954b8d/decryptage-des-syndicats-agricoles-francais-missions-fonctionnement-et-influence>.

¹⁶⁸ Pour Association Générale des Producteurs de Blé

¹⁶⁹ Entretien avec Yves

FNSEA varie entre 500 000 et 1 millions d’euros par départements, tandis qu’il n’est généralement que de 10 000 à 20 000 euros pour les syndicats minoritaires.¹⁷⁰ Ce déséquilibre entre les différents syndicats est donc très marqué, allant au détriment des intérêts des petites et moyennes exploitations.

« J’ai des engagements au syndicat de la Confédération Paysanne. [...] J’ai été longtemps porte-parole régional. Maintenant, je suis trésorier. »¹⁷¹

« Je suis au syndicat de la Confédération Paysanne. Je me retrouve complètement dans leurs idées. J’aimerais bien avoir plus de temps pour participer à des initiatives. »¹⁷²

Guillaume par exemple, est encore aujourd’hui trésorier bien qu’il ait pris sa retraite, tandis qu’Agathe est adhérente mais a peu de temps pour s’engager pleinement dans les activités syndicales. Selon les enquêté-e-s, le rôle du syndicat est bien de représenter les intérêts des petit-e-s paysan-ne-s à l’échelle régionale et nationale, tout en effectuant un travail de formation, comme l’explique Yves :

« Entre-temps, nous, on fait tout un travail avec les associations de réunion de formation. »¹⁷³

L’engagement syndical représente donc une manière à part entière de montrer son opposition et sa tentative de résistance face au modèle productiviste de la part des enquêté-e-s. L’espoir étant de gagner du terrain à une échelle plus large pour influencer les politiques agricoles, et de permettre une représentation d’une agriculture alternative à celle promue actuellement. C’est entre autres lors des élections des chambres d’agriculture que cela se joue.

1.2. Des élections agricoles comme vaine ?

Au mois de janvier 2025 ont eu lieu les élections des chambres d’agriculture, dont les résultats ont laissé sceptique la plupart des personnes enquêtées :

« Et ça m’a rendu triste de voir que, alors que c’est une élection politique, mais je veux dire, ce n’est pas une élection d’un président ou d’un député, ou d’un maire ou autre, ou d’un député européen. Je pense qu’il y a beaucoup d’incompréhension à l’heure actuelle dans le monde agricole, et de confusion. Du coup, je ne suis pas tant surpris des résultats, dans le sens où la

¹⁷⁰ Vert. “Proximité avec l’État, réseaux militants, budget... pourquoi la FNSEA est-elle le plus puissant des syndicats agricoles ?,” February 12, 2025. <https://vert.eco/articles/proximite-avec-letat-reseaux-militants-budget-pourquoi-la-fnsea-est-elle-le-plus-puissant-des-syndicats-agricoles>.

¹⁷¹ Entretien avec Guillaume

¹⁷² Entretien avec Agathe

¹⁷³ Entretien avec Yves

FDSEA a remporté plus de sièges. Je vois que les forces paysannes en région, elles sont de moins en moins nombreuses aussi, c'est ce que j'observe. Et après, c'est un point de vue que je te partage, mais au sein même du monde paysan, ici, dans la région, il y a un clivage qui existe entre les vieilles générations et ce que les jeunes souhaiteraient voir et mettre en place. »¹⁷⁴

Et en effet, les résultats sont parlants : au sein de l'interdépartementale du Nord-Pas-de-Calais, la FNSEA-JA a obtenu 53,7% des sièges, la Coordination Rurale (CR) 34,3% et la Confédération paysanne (CP) seulement 11,9% parmi les chef-fe-s d'exploitations et assimilés¹⁷⁵. A noter cependant, le taux de participation atteint 48%, démontrant que plus de la moitié de cette catégorie de votant-e-s n'est pas allée aux urnes pour ces élections. En comparaison aux dernières, en 2019, la Confédération paysanne n'a pas gagné de terrain contrairement à la CR, qui est passée de 2 à 3 sièges. Le recul d'une dizaine de points de la FNSEA a bénéficié à la CR, ce que déplorent la plupart des personnes enquêtées. Si dans deux départements – la Corse et l'Ardèche – la CP a obtenu la majorité, il semble que la voix des urnes soit assez fermée à la diffusion des idées anti-productivistes et basées sur des valeurs progressistes.

En parallèle, cette montée en puissance de la CR suscite l'inquiétude des interrogé-e-s, dans la mesure où ce syndicat porte des idées de plus en plus proches de celles de l'extrême droite. Née en 1991 et fusionnée l'année suivante avec la FFA¹⁷⁶, scission de la FNSEA très marquée à droite, celle-ci devient un syndicat à part entière du milieu agricole en 1994. C'est notamment la réforme de la PAC en 1992 qui appuie son entrée et son progressif succès auprès de certain-ne-s agriculteur-ice-s tout en activant une critique du modèle délaissant les petit-e-s paysan-ne-s. Les idées portées amènent au départ une pluralité de paysan-ne-s et agriculteur-ice-s à s'intéresser à ce nouveau syndicat, comme ceux du Modef qui appellent à rejoindre le premier rassemblement tenu en 1992.¹⁷⁷ La CR se distingue peu à peu par ses idées conservatrices, visant à protéger l'autonomie des agriculteur-ice-s face à la mondialisation et aux réglementations perçues comme trop importantes. Ses modes d'actions également, très directs, font vite connaître le syndicat, comme avec le blocage d'une autoroute de Paris, qui marque son entrée dans le paysage syndical français. Son rapprochement progressif avec la FFA marque son adhésion aux

¹⁷⁴ Entretien avec Laurent

¹⁷⁵ "Résultats Des Élections 2025 - Chambre d'agriculture France." Accessed February 10, 2025. <https://chambres-agriculture.fr/le-reseau-chambres/qui-sommes-nous/elections-2025-des-chambres-dagriculture/resultats-des-elections-2025>.

¹⁷⁶ Fédération française de l'agriculture

¹⁷⁷ Purseigle, François. « Chapitre 8 / La coordination rurale : Un nouvel acteur sur l'Échiquier syndical ». *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, 2010. p.241-272.

idées plus à droite, dès lors qu'elle délaisse les idées communistes du Modéf¹⁷⁸. De plus, comme l'explique bien Yves, si certaines idées peuvent paraître similaires à celles de la Confédération paysanne, elles n'en restent pas moins de nature différente :

Yves : « Mais quelquefois, ils sortent des papiers. Je crois que c'était sur une vidéo. C'est de la Confédération Paysanne qui disait que pendant la campagne, il avait lu un tract. C'est ça, il avait lu un tract devant un public de Confédération Paysanne, quand il avait fini de lire le tract, tout le monde a bloqué. Et c'est la fin qu'il leur a dit : « C'est la Coordination Rurale qui l'a écrit ». Pour dire que des analyses, ils reprennent des analyses...

Maïra : D'accord. Il y a quand même des choses en commun, quoi.

Yves : Alors, sur l'analyse, ben oui. Là où ça change, c'est les procédures. Oui. C'est là où il y a la différence. Parce que là, on n'était que dans l'analyse. Avec les suicides, avec tous les gens qui sont blessés, qui ne savent pas comment s'en sortir, tout ça, ils le font. »

Comme le mentionne également François Purseigle, « derrière les slogans corporatistes, la rhétorique est donc bel et bien de nature identitaire »¹⁷⁹. En cela, la montée de ce syndicat génère une inquiétude et des réflexions autour de la manière de résister également à cette montée de l'extrême droite dans le milieu agricole, du moins, pour certaines. En effet, pour plusieurs des personnes interrogées, et particulièrement ceux qui ne semblent pas être doté-e-s d'une connaissance fine des idées précises de chaque syndicat, une forme de résignation à ces résultats semble se dessiner, voire de contentement que ces voix n'aillent pas à la FNSEA. C'est justement ce que confie Corentin :

*« Ce n'est pas forcément surprenant. De toute façon, tout le monde était bien agité avant les élections pour essayer de se faire de la pub. En soi, ce n'est pas un mal que la FNSEA se fasse tailler et perde des chambres. Après, ils l'ont bien mérité. Après, c'est dommage que ce ne soit pas en faveur de la CONF. Mais la coordination rurale, au moins, ça fait bouger les choses, comme vote. »*¹⁸⁰

Ici, il semble donc que le levier des élections soit envisagé dans l'optique de « faire bouger les choses », bien que ce ne soit en faveur des idées qu'il porte. Si 7 sur 8 des enquêté-e-s ont voté pour la Confédération paysanne, iels n'apparaissent pas comme ayant beaucoup

¹⁷⁸ Purseigle, François. « Chapitre 8 / La coordination rurale : Un nouvel acteur sur l'Échiquier syndical ». *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, 2010. p.241-272

¹⁷⁹ Ibid.

¹⁸⁰ Entretien avec Corentin

d'espoir quant à la possibilité d'un changement par les urnes. D'autant qu'un autre facteur entre en compte : l'abstention.

« En fait, ce qui ne passe pas, par exemple, l'autre fois, on a essayé un peu de prendre son bâton de pèlerin, aller discuter notamment avec des maraîchers. Et déjà aussi, ce qu'on a constaté aussi pendant ces élections, il y a 50 % [dans le département] quand même qui n'ont pas voté.

Et on a déploré qu'il y a des gens qu'on a aidé et qui n'ont pas compris que c'était important d'aller voter parce qu'en fait, on vote pour les chambres d'agriculture. Donc nous, on ne revendique pas d'avoir la chambre d'agriculture. Autant, il y a des régions, ils ne sont pas loin d'avoir la chambre d'agriculture. Pour gérer une chambre, nous, on n'avait pas cette prétention-là parce qu'on n'avait pas la force de prendre une chambre d'agriculture. On manquait de moyens humains, on va dire. Mais n'empêche qu'il y a le deuxième volet, c'est la représentativité et pouvoir se mesurer.

Et ça, c'est important aussi. Quand vous faites 12 % ou 25 ou 30 %, ce n'est pas le même. Donc pour avoir une écoute, je veux dire, quand on va en préfecture, etc., ce qu'on va nous rétorquer en général : « mais vous ne pesez rien ». On entend ce que vous nous dites, votre discours est intéressant, ce que vous défendez, mais en fait, vous ne représentez pas beaucoup de monde. Et ça, on a eu du mal à l'expliquer. Et c'est peut-être une chose qu'on ne sait pas faire ou qu'on n'ose pas faire chez nous, dans notre syndicat, c'est d'aller faire du porte-à-porte.

La FNSEA n'a pas peur d'envoyer faire du porte-à-porte, réclamer les cotisations, etc. Mais moi, personnellement, c'est quelque chose que j'ai du mal à faire. Ce qu'on a du mal à faire dans notre syndicat, c'est prendre le téléphone, dire qu'il y a des élections. »¹⁸¹

Guillaume déplore à travers cet extrait le taux d'abstention élevé qui ne permet pas de prendre la mesure du nombre de personnes soutenant l'organisation syndicale et donc adhérant aux idées défendues. La résistance par le biais des élections, en tentant de montrer une opposition plus institutionnelle, apparaît ici comme complexifiée par les facteurs de l'abstention, de la montée de la Coordination rurale, mais aussi par la perte de confiance en ce levier d'action.

¹⁸¹ Entretien avec Guillaume

Ainsi, ce chapitre a permis de clarifier les aspirations politiques des paysan-ne-s enquêté-e-s : certain-ne-s voient dans les résistances individuelles (sensibilisation, consommation) un réel levier d'action qui permet d'agir sur le long terme pour une agriculture paysanne, tout en favorisant concrètement les producteur-ice-s et en s'attaquant aux habitudes dès le plus jeune âge. Interroger ensuite la confiance des individus à l'égard de moyens plus institutionnels, tels que les politiques agricoles nationales et européennes, mais aussi le syndicalisme – central dans le domaine de l'agriculture – en revenant sur son Histoire et sur les élections récentes a permis de mieux comprendre la place de ces leviers d'actions dans les aspirations des enquêté-e-s. Le faible taux de participation semble inquiéter les interrogé-e-s, bien qu'elleux ne croient pas nécessairement en un pouvoir majeur des syndicats contestataires pour changer le modèle en place. Le rôle de la Confédération paysanne reste tout de même assez central dans les dynamiques de résistance, ne serait-ce que par les discours portés et la visibilité de la cause paysanne.

Chapitre 4 : Le monde associatif dans les Hauts-de-France ou l'ouverture des possibles

Les formes de résistances possibles des paysan-ne-s passent parfois par des biais individuels, consistant à responsabiliser les individus quant à leur consommation, à prôner l'éducation comme moyen de changer durablement le système. Si les moyens institutionnels semblent ne pas correspondre aux attentes de nombre d'entre eux, l'une des formes de résistance et d'opposition fonctionnelle et largement répandue apparaît comme étant le monde associatif. A partir des entretiens réalisés, il est ressorti que les associations et organisations de défense de la cause paysanne prennent une place centrale dans la mobilisation des agriculteur-ice-s, tant dans leur capacité à créer du lien entre ces dernier-e-s que par ce qu'elles proposent et permettent sur les territoires. C'est pourquoi il s'agit ici de voir comment le milieu associatif dans la région permet un partage de connaissances et de techniques entre paysan-ne-s, puis en quoi certaines ont permis de répondre à des problématiques comme l'accès au foncier et l'installation sur des terres agricoles. Enfin, la place des réseaux d'interconnaissances dans le milieu paysan doit être étudiée pour mieux comprendre la force que cela insuffle dans les résistances locales.

La résistance par le partage de connaissance

1.1. « Il n'y aura pas d'autonomie alimentaire sans autonomie technique »¹⁸²

Les associations paysannes jouent un rôle majeur dans la création de collectifs d'entraide, qui permettent également le partage de techniques, de méthodes alternatives à celles proposées par les institutions agricoles plus ancrées dans le modèle productiviste. De fait, en agriculture paysanne, la non-utilisation d'engrais par exemple, implique de connaître d'autres ressources pour entretenir ses cultures. De la même manière, sur des petites surfaces agricoles et surtout pour les personnes plus précaires ne souhaitant pas s'endetter, l'achat de machines implique un investissement important. Ainsi, des collectifs et associations se sont développés pour pallier la nécessité de trouver des alternatives. C'est ce dont témoigne Laurent, sociétaire d'Atelier Paysan et membre du conseil de surveillance :

« À l'atelier paysan en fait, il y a eu un manifeste qui a été rédigé qui s'appelle Reprendre la terre aux machines et dedans, quelque part, on explique un petit peu les leviers justement avec lesquels on essaie de sortir de tout ça. C'est les alternatives donc ce qu'on fait toutes les structures, les ateliers qui tentent de faire bouger les choses, c'est l'éducation populaire et donc c'est la sensibilisation et puis c'est la réappropriation en fait, on va dire, d'un point de vue de pouvoir d'agir et après, en fait, justement, c'est le rapport de force et le rapport de force c'est pas forcément justement, uniquement entre guillemets, aller frontalement justement, vers les opposants et tout ça et puis revendiquer et tout ça. »¹⁸³

Le livre dont parle ici Laurent, *Reprendre la terre aux machines* (2021), écrit par l'Atelier paysan, cherche à trouver des alternatives au machinisme agricole dont il fait la critique. Initialement, cette coopérative organise des formations, du partage de connaissances et de techniques pour diffuser la construction de machines et bâtiments en autonomie¹⁸⁴. Née en 2009 en Isère et portée par Fabrice Clerc et Joseph Templier – tous deux issus du secteur agricole – elle vise à résister aux technologies industrielles qu'ils estiment inadaptées aux paysan-ne-s et qui serait davantage au service d'un modèle agricole productiviste qui est à la source selon eux de nombre d'inégalités sociales, de la baisse du nombre d'agriculteur-ice-s, de l'endettement croissant de ces dernier-re-s. Dans leur

¹⁸² L'Atelier paysan, *Reprendre la terre aux machines* – Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire, le Seuil, 2014, p.227.

¹⁸³ Entretien avec Laurent

¹⁸⁴ L'Atelier Paysan. "L'Atelier Paysan." <https://www.latelierpaysan.org/Qui-sommes-nous>.

ouvrage, iels cherchent à reconnecter les agriculteur-ice-s aux outils de travail, à lier production et alimentation comme une manière de résister contre le système agro-industriel.

« De même que nous devons nous demander quelle alimentation nous voulons, nous devons nous demander quelles machines nous voulons [...] Il n'y aura pas d'autonomie alimentaire sans autonomie technique. »¹⁸⁵

Ce plaidoyer mêle analyse du système agricole actuel et revendications fortes, visant à mobiliser et repolitiser les paysan-ne-s dans l'espoir d'un mouvement social porté par différents facteurs : « le rapport de force, la présence d'alternative, et l'éducation populaire ».¹⁸⁶ C'est sur ces bases idéologiques que la coopérative développe formations et tutoriels pour aider les paysan-ne-s sur leurs installations ou durant leurs parcours en agriculture. Par exemple, Agathe a suivi une formation à leurs côtés :

« Je fais des trucs avec l'atelier paysan. Je participe à des formations de l'atelier paysan. Par exemple, j'ai auto-construit deux machines avec eux. »¹⁸⁷

L'auto-construction permet alors de créer des technologies utiles, à taille humaine et pour remplacer le machinisme ou la « high tech ». La « low tech » – promue par l'Atelier paysan – vise à utiliser des technologies simples, réparables et appropriables qui permettent de

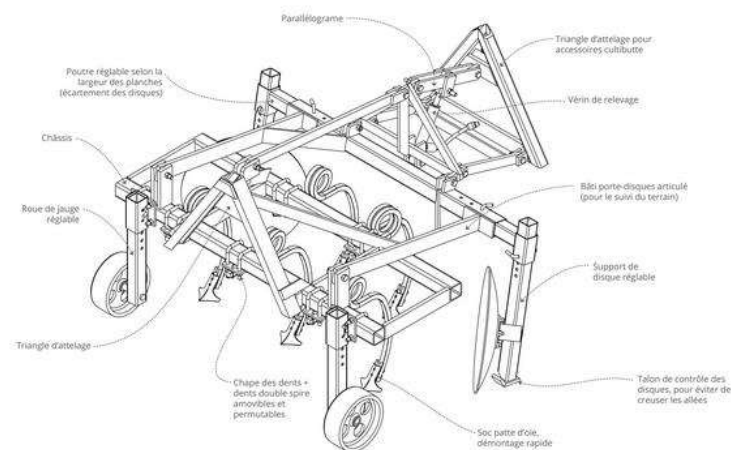


Figure 1 : Le plan du cultibutte, accessible sur le site de l'Atelier paysan

renforcer l'autonomie de ces dernier-re-s¹⁸⁸. Par exemple, au début des années 2000, le collectif créé des machines comme la « butteuse » ou le « cultibutte ». Sur leur site internet, sont trouvables des dizaines de tutoriels pour fabriquer soi-même des outils, des infrastructures ou des machines.

¹⁸⁵ L'Atelier paysan, Reprendre la terre aux machines – Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire, le Seuil, 2014, p.227.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Entretien avec Agathe

¹⁸⁸ Clerc, Fabrice, and François Jarrige. "L'Atelier Paysan ou les Low-Tech au service de la souveraineté technologique des paysans." *La Pensée écologique* 5, no. 1 (2020): 3–3.

Si deux des personnes enquêté-e-s sont actives dans cette coopérative, il faut noter que celle-ci n'est pas fortement développée dans les Hauts-de-France. En effet, le réseau est plus actif dans le sud et dans l'ouest de la France, permettant moins de formations en présentiel dans la région. Cependant, d'autres associations et collectifs existent dans la région.

1.2. La « reprises de savoirs » par le collectif

« (...) On fait une réunion de bilan en fin d'année. Et là, suite à la réunion de bilan, on a fait un petit groupe. On a fait un petit groupe autour de l'engrais vert, là. Pour faire des essais en engrais verts sur l'année 2024, là. Donc, c'est chouette. Et l'année dernière, aussi, on a fait un voyage d'études de deux jours. Enfin, on est partis trois jours, du coup, en Auvergne. Donc, il y a des choses intéressantes avec Bio-HDF. Aussi, ils organisent des tours de plaine. Donc, c'est en formule, fin de journée, on se retrouve sur une ferme, on discute d'un sujet ou pas. On fait le tour du champ. On fait des choses et d'autres sur les points qu'on sent, mais pas à pas, quoi. »¹⁸⁹

Emilie fait partie de l'association Bio Hauts de France, qui tente de rassembler des agriculteur-ice-s, des paysan-ne-s et de promouvoir le bio dans la région tout en proposant des formations, des ressources en encore du lien avec des citoyen-ne-s extérieur-e-s. Sur sa page Facebook ou son site internet, elle met en avant des fermes de la région et partage les initiatives qui peuvent en émerger. Dans le même registre, l'association Initiative Paysanne (IP), issue du CEDAPAS¹⁹⁰ et d'Avenir, joue un rôle central dans la région aujourd'hui. L'ensemble des enquêté-e-s est actif en son sein ou participent ponctuellement à des formations et réunions.

« Alors ça [IP], c'est plus les formations, oui, sur l'agriculture paysanne, l'agroforesterie, les semences anciennes, et la transmission, l'installation, transmission, oui. »¹⁹¹

« On a fait des expériences de désintensification, c'est-à-dire, sur les faits réels, de traiter beaucoup moins que ce qui se faisait. La technique qui avait pris le dessus à partir des années 80, 80, c'était la technique des 100-câteaux, donc avec deux ou trois fongicides et un ou deux insecticides, un raccourci, un régulateur de poids. Enfin, il y avait six, sept traitements. Pour arriver au plus d'une quantité d'azote importante avec des problèmes de nitrate dans les nappes. Donc là, on avait fait des essais, des essais concluants, des désintensifications, c'est-

¹⁸⁹ Entretien avec Emilie

¹⁹⁰ Pour Centre d'Etude pour le Développement d'une Agriculture Plus Autonome et Solidaire

¹⁹¹ Entretien avec François

à-dire que plutôt que d'avoir l'objectif de 100 cateaux, on avait un objectif de 80 cateaux. Ce qui permettait de ne faire qu'un fongicide, pratiquement qu'un insecticide, on mettait moins d'azote. Les rendements que je donne, ce sont des rendements qui correspondent à la région. »¹⁹²

François et Yves donnent à comprendre ici les expériences réalisées, les partages de connaissances qui peuvent avoir lieu au sein des associations paysannes. Bien que l'exemple pris par Yves date des années 1980, il permet de comprendre la dynamique qui cherche à se mettre en place : retrouver des techniques, des connaissances alternatives à ce que l'apprentissage agricole classique propose afin de se réappropriier les savoirs. En effet, avec la montée en puissance du modèle productiviste, les savoirs agricoles se sont simplifiés et leur transmission a été monopolisée par certains organismes proches des syndicats majoritaires¹⁹³. En effet, les semences par exemple sont aujourd'hui uniformisées, c'est pourquoi certain-ne-s agriculteur-ice-s tentent de réintroduire des semences anciennes dans leur production. Laurent également, sur l'éco-lieu qu'il a co-créé, tente de mettre en place des initiatives d'apprentissage collectif. Sa compagne réalise du pain à base de « blés anciens », tandis qu'il cultive des plantes pour créer des alternatives aux produits phytosanitaires, et ainsi « prendre soin des plantes par les plantes ». Cette volonté de se réappropriier les savoirs est très forte dans leur projet d'éco-lieu, puisqu'ils ont suivi nombre de formations à cet égard et continuent à partager ces idées.

« Ma compagne, elle fait du pain au levain avec des blés anciens qui sont cultivés via la filière d'initiatives paysannes. Avant, c'était l'ADR qui avait créé et qui avait initié la filière. Mais du coup, ça a continué et ça fonctionne plutôt bien. Et à côté de ça, moi, je fais... Donc, je cultive des plantes. Je fais aussi des récoltes en sauvage. Et que derrière, en fait, je transforme à des simulations de préparation naturelle peu préoccupante. On appelle ça du PNPP. Et en gros, c'est une alternative, en fait, aux produits de synthèse. Donc pour faire un peu comme des engrais, mais d'autres trucs aussi. En fait, c'est toutes des préparations qui permettent de prendre soin des plantes par les plantes. »¹⁹⁴

Ces initiatives d'apprentissage alternatif par le collectif et l'associatif constituent bien des formes de résistance en ce qu'elles contreviennent à la norme imposée par le système productiviste majoritaire et permettent une réappropriation des savoirs tout en garantissant plus d'autonomie pour les paysan-ne-s. L'implantation fortement développée de

¹⁹² Entretien avec Yves.

¹⁹³ Déléage, Estelle. "Agricultures à l'épreuve de la modernisation," 2019, p.43.

¹⁹⁴ Entretien avec Laurent

ce type d'associations démontre leur développement avancé et leur impact étendu sur le territoire, du moins dans les Hauts-de-France.

Dans ce domaine, nombre d'associations et de collectifs promouvant l'agriculture paysanne et son autonomie se sont penchés sur la question des savoirs et des techniques en agroécologie notamment. Ces formes de résistances consistent alors par exemple à rendre plus égalitaire l'accès aux besoins premiers en agriculture comme l'eau, les semences, et cela en leur facilitant l'accès. Au niveau international, des associations comme la Via Campesina tentent de mettre à disposition des semences paysannes afin d'éviter aux agriculteur-ice-s d'être dépendant-e-s de celles des grandes industries, contenant d'ailleurs souvent des OGM ou des produits de traitement chimiques¹⁹⁵. Comme Delphine Thivet l'explique, la centralisation croissante des moyens d'approvisionnement pour l'agriculture rend d'autant plus fort le fait que « le sens de la lutte politique s'affirme donc à l'échelle de la ferme »¹⁹⁶. Ces stratégies de partage, de paysan-ne-s à paysan-ne-s ou via les mondes associatifs proposent donc de multiples savoirs et ce de manière régulière.

Les associations permettent donc de se réapproprier les savoirs et les techniques, mais dans la région et plus globalement en France, d'autres jouent un rôle majeur dans les parcours de paysan-ne-s, notamment lors d'un moment clé : l'installation. En plus du rôle d'intermédiaire et d'extraction des terres du marché spéculatif, Terre de Liens propose des formations aux nouveaux-elle-s arrivant-e-s dans le monde agricole. A nouveau, Initiatives Paysannes prend une place importante dans leur tenue puisqu'elle focalise une partie de son activité à aider spécifiquement les néo-paysan-ne-s. Ce sont à la fois des soutiens pour des tâches administratives (qui sont nombreuses et souvent complexes), et des rencontres, des visites de fermes sur plusieurs jours pour permettre aux personnes de mieux saisir les enjeux de l'agriculture paysanne.

Lutter contre les barrières à l'installation

1.1. Le rôle de Terre de Liens

Le chapitre 2 a permis de comprendre les difficultés impliquées par le coût très élevé du foncier tant en France que spécifiquement dans la région des HDF, particulièrement touchée par des augmentations spectaculaires des prix ces dernières années. En théorie, les

¹⁹⁵ Thivet, Delphine. "Chapitre 4. La Via Campesina et l'appropriation de l'agroécologie." In *Dynamiques des agricultures biologiques*, 75–92. Éditions Quæ, 2014.

¹⁹⁶ Ibid.

institutions agricoles disposent d'un organisme capable de réguler la spéculation foncière et de réduire les inégalités d'accès aux terres agricoles : les Safer.

Les Safer

Les Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (Safer) existent depuis la loi d'orientation agricole de 1960, et sont initialement conçues pour permettre la régulation de la spéculation foncière sur les terres agricoles mais également la modernisation de l'agriculture française (elles ont en effet joué un rôle dans le remembrement ou l'agrandissement des exploitations). Peu à peu, leurs fonctions se sont étendues à des domaines divers, tels que la préservation environnementale, le développement local ou l'aménagement du territoire, une extension qui a conduit à une fragmentation de ses missions et à une moindre efficacité.

Son fonctionnement passe par l'obtention des informations sur les ventes ou transmission de terres agricoles et peut, dans certains cas, acquérir une exploitation pour faire l'intermédiaire avec un-e futur-e acquéreur-euse. Parfois, elle joue simplement un rôle d'entremetteur sans acheter les terres, et peut aussi stocker du foncier dans des cas exceptionnels (c'est-à-dire ne pas revendre directement).

Elle fait aujourd'hui l'objet d'« usages concurrents »¹⁹⁷ et peine à remplir son rôle régulateur. Pour Yannick Sencébé, « face à ces recompositions dont l'issue est l'objet d'interprétations diverses [...] la Safer s'adapte comme une institution qui cherche à survivre au projet qui l'a vue naître. »¹⁹⁸.

La réduction progressive de la capacité de ces organismes à réguler l'augmentation des prix des terres a donné lieu à des initiatives non-institutionnelles, dont la plus connue est l'association Terre de Liens (TDL). Fondée en 2003, celle-ci propose de considérer le foncier agricole comme un bien commun et tente de renouveler la pratique de la gestion foncière en proposant un processus d'acquisition et de gestion collective de fermes. Le but est ainsi d'empêcher les terres de se retrouver sur le marché spéculatif et ainsi de pouvoir en faire profiter des nouveaux-elles en agriculture. De plus, l'association cherche à rompre le rapport classique de propriétaire et fermier-e en incluant dans la gestion des fermes des citoyen-ne-s extérieur-e-s au milieu agricole, la finalité étant de construire une « territorialité du

¹⁹⁷ Sencébé, Yannick. "La Safer: De l'outil de modernisation agricole à l'agent polyvalent du foncier : hybridation et fragmentation d'une institution." *Terrains & travaux* 20, no. 1 (May 23, 2012): 105–20.

¹⁹⁸ Ibid.

commun »¹⁹⁹. Lorsque des paysan-ne-s s’installent sur des fermes par le biais de TDL, iels sont conditionné-e-s à respecter des clauses environnementales.

« Ils essayent de trouver des fermes, en général, à céder, donc ils les reprennent, donc c'est des apporteurs de capitaux, ils reprennent les fermes et ils les mettent en location avec un bail environnemental. L'idée de Terre de Liens, c'est de retirer de la spéculation, parce qu'en fait, un jeune, quand il arrive dans le métier, il va être obligé de s'endetter pour 20, 30 ans, et, en fait, lui retirer ça, ça lui permet de ne pas avoir ce poids-là, de s'installer. Par exemple, il devra acheter le cheptel, un peu de matériel, etc., et pas directement être endetté. »²⁰⁰

Aujourd’hui, TDL a permis la reprise de 400 fermes à travers la France par le biais « de dons, de legs et de donations »²⁰¹ et cela en installant des paysan-ne-s qui – comme l’explique Guillaume – n’ont pas eu à se surendetter pour commencer leur activité agricole. C’est d’ailleurs le cas d’Emilie, qui, comme elle précise ici, a pu trouver des terres grâce à l’association :

« Donc, j'ai fait Terre de Liens. Oui. Parce que j'aime bien leur cause, et j'ai des amis qui me font accélérer grâce à Terre de Liens. Et, indirectement, j'ai trouvé, ici, grâce à Terre de Liens. »²⁰²

De fait, TDL permet des installations facilitées sur des terres agricoles et questionne la propriété foncière telle qu’entendue habituellement. De là, une forme de résistance se crée face au modèle actuel qui semble ne plus pouvoir ou vouloir réguler et rendre plus égalitaire l’accès aux terres. En effet, c’est aujourd’hui 2/3 des surfaces agricoles libérées qui servent à l’agrandissement d’exploitations existantes²⁰³, favorisant ainsi les fermes déjà étendues et le monopole de l’accès au foncier par ces mêmes exploitant-e-s. Pour plusieurs des enquêté-e-s donc, s’engager dans TDL et contribuer à son développement constitue un levier d’action et de résistance à l’heure actuelle, bien que certain-e-s reconnaissent sa moindre ampleur pour le moment :

« Ouais, bah eux [TDL] ils aident mais c'est les mini pourcentages, mais c'est bien. Il n'y a pas qu'eux, il y a Terre de Liens, euh... il y en a plein. Oui. Mais oui, il y en a plein qui font ça

¹⁹⁹ Lombard, Pascal, and Adrien Baysse-Lainé. “Terre de Liens, un levier foncier militant au service d’un projet politique pour l’agriculture.” *Économie rurale* 369, no. 3 (October 3, 2019): 83–101.

²⁰⁰ Entretien avec Guillaume

²⁰¹ Terre de Liens. “Préserver les terres agricoles.” <https://terredeliens.org/national/protéger-les-terres-agricoles/>.

²⁰² Entretien avec Emilie

²⁰³ Terre de Liens. “Préserver les terres agricoles.” <https://terredeliens.org/national/protéger-les-terres-agricoles/>.

*et c'est bien. Ça coûte moins cher. Après, on verra peut-être qu'il y aura un changement qui va se faire dans les années qui viennent, on sait jamais. »*²⁰⁴

L'opinion de Raphael quant à la force de TDL et des associations similaires montre cependant que ces résistances restent – malgré leur utilité – marginales. Les fonctions de ce type d'associations ne se résument pas à l'acquisition et à la transmission de terre, mais également à la formation de nouveaux-elle-s arrivant-e-s en agriculture, et également à la création de réseaux entre femmes paysannes, dans un contexte où cette profession reste largement masculine.

1.2. L'agriculture comme profession genrée : l'apport des associations

*« Aussi, j'ai oublié de dire, il y a un groupe de femmes qui s'est monté avec Initiatives Paysannes. Donc, on se réunit deux à trois fois par an. Là, ça fait deux ans en soirée entre paysannes. »*²⁰⁵

Cet extrait d'entretien met en avant un autre aspect fondamental du rôle des associations dans le monde agricole : l'intégration et la place des femmes dans le métier. Ici, Emilie évoque l'existence d'un groupe constitué seulement de femmes dans le cadre d'Initiatives Paysannes, permettant un espace de réunion, de parole et de sororité dans un domaine où les rôles genrés sont historiquement très marqués. Ce groupe semble permettre le partage d'expériences spécifiques, les échanges autour de leur pratique professionnelle, offrant ainsi une reconnaissance et une solidarité entre femmes paysannes.

En 2022, les cheffes d'exploitations représentent ¼ de l'ensemble des chef-e-s d'exploitations. Mais parmi ce quart, seules 5% dirigent en effet les entreprises agricoles.²⁰⁶ Autrement dit, l'immense majorité des personnes à la tête d'exploitations sont des hommes, bien que beaucoup de femmes aient un rôle de « conjointe collaboratrice ». Par ailleurs, elles sont 6000 à s'être installées en 2022, ce qui représente 34% des installations cette même année.²⁰⁷ Ces chiffres s'expliquent par une pratique mais aussi une transmission du métier très masculine, comme l'expliquent Sabrina Dahache et Annie Rieu dans leurs travaux sur la socialisation à l'agriculture et sur les rôles genrés dans le métier. En effet, elles démontrent

²⁰⁴ Entretien avec Raphael.

²⁰⁵ Entretien avec Emilie

²⁰⁶ Rieu, Annie, and Sabrina Dahache. "S'installer comme agricultrice : sur la socialisation et la formation sexuée en agriculture." *Revue d'Études en Agriculture et Environnement* 88, no. 3 (2008): 71–94.

²⁰⁷ Les femmes dans le monde agricole en 2022, MSA, <https://www.msa.fr/lfp/documents/11566/80512677/Info+stats+-+les+femmes+dans+le+monde+agricole+-+2022>.

que l'entrée des femmes dans la profession reste fortement entravée par des processus de socialisation genrée et par des logiques familiales de succession.

Dès l'enfance, les parcours éducatifs sont différenciés : les garçons sont davantage socialisés au métier agricole, participent tôt aux travaux de l'exploitation et sont perçus comme les successeurs naturels tandis que les filles sont plutôt cantonnées au travail domestique²⁰⁸. Cela se retrouve également dans la scolarité puisque beaucoup de femmes désormais paysannes ou agricultrices ont suivi des parcours scolaires hors du champ agricole, avant de se réorienter à l'âge adulte à l'aide de formations. Ce n'est que dans des configurations familiales spécifiques – absence de frères par exemple, ou soutien du père – que certaines femmes ont pu bénéficier d'un apprentissage de l'agriculture valorisé par leur famille. Généralement, ces femmes revendiquent une identité agricole propre et refusent le modèle hérité, allant souvent à l'encontre des normes traditionnelles et en s'affranchissant des « obstacles à l'égalité ». Malgré les avancées politiques et juridiques (statut de cheffe d'exploitation instauré en 1980 ou l'accès aux aides à l'installation), les inégalités d'accès au foncier, à la reconnaissance de la légitimité et de sa place dans la profession persistent²⁰⁹.

Les associations comme Initiatives paysannes ici, mais aussi le Civam ou Femmes et Agriculture jouent donc un rôle crucial dans l'accompagnement, la mise en réseau et la formation des femmes en agriculture, par le biais de soutiens techniques, mais aussi politiques, en rendant visible un vécu spécifique dans un univers très genré. Le groupe dont parle Emilie dans l'extrait existe depuis deux ans, montrant une apparition relativement récente de ces groupes dans la région des HDF. L'importance de ces associations va de pair avec la centralité des réseaux, ici entre femmes, mais également avec les paysan-ne-s engagé-e-s de manière générale, dans le but de favoriser les réseaux de résistances collectives.

Les réseaux paysans : un appui essentiel pour l'agriculture paysanne

1.1. Créer des réseaux de sociabilité militante

« Mais déjà, à l'époque, c'était, on va dire, les premières réflexions que j'avais, les premières idées justement de développement d'un lieu, ce qu'on appelle un nouvel éco-lieu, qui va à la fois être un lieu de production, il y a aussi surtout un lieu de rencontre autour de différentes

²⁰⁸ Rieu, Annie, and Sabrina Dahache. "S'installer comme agricultrice : sur la socialisation et la formation sexuée en agriculture." *Revue d'Études en Agriculture et Environnement* 88, no. 3 (2008): 71–94.

²⁰⁹ Ibid.

thématiques qui tournent autour de l'environnement, mais pas peu en fait. Et comment interagir avec ce lieu tout en le respectant et faire que justement ce soit quelque chose d'entre guillemets durable. »²¹⁰

En plus des nombreuses associations contribuant à une agriculture paysanne par la formation, le soutien, des lieux permettant de faire collectif ont émergé dans la région. L'exemple de Laurent en témoigne : il crée un « éco-lieu », c'est-à-dire « un lieu d'habitat collectif sur lequel vivent, sur un même terrain, au moins deux foyers différents. »²¹¹ Généralement, ces initiatives ont pour but de créer un projet autour de valeurs communes comme l'écologie, la solidarité, le lien social ou encore l'autonomie. En effet, les éco-lieux mêlent autonomie (en termes de production agricole par exemple) et ouverture, en ce qu'ils proposent souvent des lieux d'accueil et de rencontre. Cette démarche vient se poser en rupture avec les valeurs dominantes mais également avec le système agricole majoritaire, puisqu'il vise à produire à petite échelle et au niveau local de manière collective.

« Et le terme écolieu, j'ai envie de dire, c'est un petit peu à la croisée des chemins et c'est pour aussi dire que ce n'est pas juste un lieu agricole. C'est aussi un lieu, en fait, où il y a... Donc, nous, on accueille des chantiers participatifs, par exemple, pour la rénovation écologique, entre guillemets, pour la rénovation des bâtiments. Ou la construction aussi. Le fournil, on l'a auto-construit chez nous, en fait, souvent dans nos statures bois-paille, avec la paille des blés qui servent à faire le pain, d'ailleurs. Ce sont des blés anciens. Et à côté de ça, en fait, souvent, on accueille aussi d'autres événements culturels aussi. Sinon, on accueille des événements. Il y a beaucoup de chantiers autour, justement, du... comment dire ? Quand on a organisé, en fait, un chantier de plantation levée, ou alors pour créer des aménagements pour la biodiversité. Et l'idée, en fait, à chaque fois, c'est de partager des connaissances, partager des savoirs, de faire ça ensemble et donc de créer des temps de convivialité. Et à côté de ça, on est assez proche aussi d'un réseau qui s'appelle les reprises de savoirs. »²¹²

Le témoignage de Laurent montre une volonté de faire de l'éco-lieu un espace réellement collectif, de partage et d'entraide tant entre des personnes implantées en agriculture qu'avec des personnes extérieures. C'est cette contribution à la collectivité au niveau du territoire et plus encore qu'il considère comme une forme de résistance, face à une agriculture dominante permettant moins l'émergence de ce type d'initiatives. Les éco-lieux peuvent amener à une

²¹⁰ Entretien avec Laurent

²¹¹ Chevron Villette, Gabrielle de, and Michaël Pouzenc. "Vivre en écolieu, vivre en collectif à la campagne : faire dans, faire avec, faire pour un territoire ?" *EchoGéo*, no. 69 (November 29, 2024).

²¹² Entretien avec Laurent

extension de l'espace des possibles notamment avec un temps de travail moins important par exemple, tout en ayant un mode de vie confortable.²¹³

D'un autre côté, les récits des enquêté-e-s laissent à voir l'importance des événements ponctuels ayant lieu sur le territoire, notamment dans des fermes, à portée festive ou de rencontre. Par exemple, la « fête du lait bio » qui se tient dans l'Avesnois rassemble chaque année des producteur-ice-s locaux permettant une interconnaissance forte et un lien qui s'étend au-delà du travail à proprement parler. De manière générale, l'ensemble des enquêté-e-s mettent en avant l'importance du réseau paysan en place dans la région, et son rôle clé dans la continuation de leurs activités.

« (...) mais eux [ses voisins] ils sont pas mal au taquet et c'est des enfin ils ont une belle dynamique et ils font aussi un marché producteur le premier vendredi du mois à la ferme donc bah déjà il y a des producteurs qui y vont donc bah moi j'aime bien y aller le vendredi soir euh... pour voilà pour bah ça fait une énergie locale et qui porte nos valeurs quoi on se sent moins... si des moments on est tout seul sur la ferme on peut avoir des coups mous bah là voilà on voit on se voit entre agris paysans qui porteront des valeurs et avec nos difficultés aussi quoi et du coup c'est chouette après bah il y a un réseau WhatsApp maraîchers la semaine prochaine ou la semaine d'après on va se faire une bouffe là entre maraîchers ça fait quelques années on essaye une fois par an de nous retrouver comme ça. »²¹⁴

Le récit d'Emilie montre bien cette centralité du collectif, qui en fait aussi une force importante pour ne pas se sentir seul-e-s dans sa résistance, ce qui se ressent notamment lorsqu'elle dit, « qui portent nos valeurs ». L'idée est donc de retrouver des personnes de façon régulière qui exercent dans le même domaine et qui le font avec des idées similaires, des volontés d'aller à contrecourant du modèle agricole en place. Emilie précise aussi que cela constitue une « énergie locale » qui permet à chacun-ne de se sentir partie intégrante d'un territoire, d'initiatives et d'un réseau à part entière. En effet, comme l'explique Eric Agrikoliansky, les sociabilités militantes contribuent largement à la pérennisation des organisations ou des associations engagées. D'abord parce qu'elles favorisent l'apprentissage de savoirs et règles plus facilement, grâce à l'aide des autres personnes impliquées, mais aussi car elles créent un sentiment de « faire partie », de « communion » qui justifie d'autant plus l'engagement et le rend agréable (notamment lors d'événements festifs par exemple). Ainsi, « cette « économie affectuelle du groupe » manifeste

²¹³ Chevron Villette, Gabrielle de, and Michaël Pouzenc. "Vivre en écolieu, vivre en collectif à la campagne : faire dans, faire avec, faire pour un territoire ?" *EchoGéo*, no. 69 (November 29, 2024).

²¹⁴ Entretien avec Emilie.

parallèlement « les processus d'identification contribuant à façonner un groupe de semblables notamment par la catégorisation “eux”-“nous” » ». ²¹⁵

De plus, cette importance de la collectivité correspond bien à le sens du terme « paysan-ne » telle qu'utilisée aujourd'hui, qui se veut être en lien avec l'environnement naturel mais aussi territorial, permettant la création de communautés villageoises réhabilitant les milieux ruraux comme espaces de vie et comme espaces nourriciers ²¹⁶.

Toutefois, si ces initiatives existent bien, Raphael critique un aspect qui caractérise certains de ces réseaux paysans :

« Oui. Après, de plus en plus [de réseaux], c'est ça que ça fait, c'est que le réseau, il est quand même très technique et spécialisé. Tu vas dans des régions, il n'y a que des maraîchers qui vont faire des réseaux, il n'y a que des agriculteurs qui vont faire des réseaux. » ²¹⁷

Dès lors, il semble que ces collectivités soient bien existantes mais encore émergentes. Cette forme de résistance par le collectif est d'autant plus centrale qu'elle permet également d'inclure des citoyen-ne-s.

1.2. L'ouverture des fermes comme vecteur de partage d'idées

« On a un petit magasin à la ferme, où il y a des gens qui viennent visiter, on a un lien social important aussi. On n'est pas que enfermé dans notre ferme et donc du coup on côtoie aussi d'autres personnes de la société en général. Ça c'est important aussi parce que je trouve qu'il y a trop de cloisons en général dans la société mais encore plus en agriculture. » ²¹⁸

Le témoignage de Guillaume met en lumière un autre aspect de l'agriculture paysanne à laquelle prennent part les personnes enquêtées : l'ouverture de la ferme à des citoyen-ne-s. C'est l'importance du lien social qui est revendiquée, dans une volonté de dépasser l'idée selon laquelle l'agriculture se résume à la production alimentaire. En expliquant qu'il tient un petit magasin à la ferme, et que cela lui permet de rencontrer des personnes extérieures au monde agricole, il insiste bien sur la centralité du contact avec le reste de la société. Ce désir de briser l'isolement du monde agricole et paysan, qu'il décrit comme « des cloisons », renvoie à une critique plus large de l'organisation du travail

²¹⁵ Sommier, 2010, p.199 dans Agrikoliansky, Éric. “Chapitre 6 - Les « carrières militantes »:Portée et limites d'un concept narratif.” In *Sociologie plurielle des comportements politiques*, 167–92. Presses de Sciences Po, 2017.

²¹⁶ Deléage, Estelle. “Les paysans dans la modernité.” *Revue Française de Socio-Économie* 9, no. 1 (May 2, 2012): 117–31.

²¹⁷ Entretien avec Raphael

²¹⁸ Entretien avec Guillaume

aujourd'hui, souvent marquée par une solitude, un enfermement social et spatial. Ces démarches peuvent passer par différents moyens : la vente de proximité (circuits courts, AMAP²¹⁹, marchés de producteur-ice-s) ou des événements organisés pour faire venir des personnes extérieures (fermes pédagogiques, animations...). Par cela, les paysan-ne-s gagnent une reconnaissance professionnelle et sociale²²⁰, et sont également à même de parler des pratiques qu'ils emploient, de leurs convictions et ainsi inclure d'autres personnes et idées dans un projet politique plus large.

Parmi les personnes enquêtées toujours en activité, l'ensemble passe par la vente en circuit court totalement ou partiellement, toutes avec l'argument de chercher à rencontrer et partager leurs pratiques alternatives.

« Non, c'est que du circuit court. Circuit court, ça veut dire au maximum un intermédiaire ou pas du tout. Je fais de la vente directe aux clients. Je fais aussi de la vente à des magasins. J'ai un magasin biocoop à Saint-André. J'ai vendu un peu à Talents de Ferme, qui est un magasin de producteurs à Wambrechies. Et après, en gros, c'est ça. J'ai une AMAP. Donc là, clairement, sur le soutien à l'agriculture paysanne, on est en plein dedans. C'est une toute petite AMAP. C'est le début. Et après, des paniers que je livre à différents endroits, qui me sont commandés. »²²¹

Les circuits courts sont définis comme un mode de commercialisation des produits agricoles soit par la vente directe soit par la vente indirecte mais comportant au maximum un intermédiaire²²², comme l'a précisé Agathe. Les AMAP, qu'elle évoque également, se sont développées de plus en plus ces deux dernières décennies, et on en compte aujourd'hui plus de 100 dans les Hauts-de-France²²³. De fait, ces systèmes émergents permettent de renforcer la proximité avec les client-e-s et ainsi de contribuer à la vie économique des paysan-ne-s du territoire. Emilie revient justement sur cette importance accordée à « faire vivre le territoire » par le biais du lien avec les client-e-s :

« Et après, je me suis rendu compte aussi de l'importance d'être sur les marchés et d'avoir un contact client. De pouvoir dire ce qui se passe à la semaine, ce qui se passe dans le champ.

²¹⁹ Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

²²⁰ Noël, Julien, Christine Margetic, Florence Lanzi, Thomas Dogot, and Kevin Maréchal. "De l'importance des structures collectives territorialisées pour consolider la viabilité des circuits alimentaires de proximité." *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, no. Vol. 12, n°1 (May 26, 2021).

²²¹ Entretien avec Agathe

²²² Hérault-Fournier, Catherine, Aurélie Merle, and Anne Hélène Prigent-Simonin. "Comment les consommateurs perçoivent-ils la proximité à l'égard d'un circuit court alimentaire ?" *Management & Avenir* 53, no. 3 (June 1, 2012): 16–33.

²²³ AdmHdF. "AMAP : Découvrir." *AMAP HDF* (blog). <https://www.amap-hdf.org/amap-decouvrir/>.

Ou... Enfin, voilà. Pour moi, c'est une manière de faire vivre le territoire. Et de faire un lien entre... Mais ça, j'ai pris conscience qu'il n'y a pas si longtemps que les petits paysans, nous, qui sommes accessibles aux consommateurs... Parce que du coup, je vends sur un marché semaine. En fait, je permets de faire ce lien entre les consommateurs ou des gens qui ne consomment même pas du bio du local. Voilà, je fais ce lien. Et pour moi, ça a beaucoup de sens. Et ça me porte, quoi. »

Elle précise qu'elle « permet de faire ce lien » et montre ici quel rôle les paysan-ne-s peuvent jouer sur le territoire, et comment ces dynamiques permettent de résister avec les individus extérieur-e-s à l'agriculture au modèle agricole global, du moins pour la plupart des personnes enquêtées.

Finalement, il semble que le milieu associatif et plus globalement les espaces collectifs ont une place majeure dans l'organisation des paysan-ne-s et agriculteur-ice-s qui souhaitent résister au modèle en place. Cela passe donc par le biais d'associations de partage de connaissances et de techniques comme l'Atelier paysan ou Initiatives paysannes, dans lesquelles plusieurs des enquêté-e-s sont engagé-e-s, ne serait-ce que ponctuellement. Celles-ci visent à se « réapproprier le savoir » et les méthodes pour permettre à l'agriculture paysanne d'être plus autonome, moins dépendantes de firmes agro-industrielles ou de structures institutionnelles. C'est aussi par la facilitation de l'accès au foncier par des biais collectifs et associatifs, à l'image de Terre de Liens, qu'un rapport de force en faveur de nouvelles initiatives tente de s'instaurer, bien qu'il soit encore loin de concurrencer la spéculation foncière importante sur les terres agricoles aujourd'hui. La création de lieux communautaires ouverts, assurant un partage et un lien social, sont aussi centraux que les ventes de proximité en ce qu'ils amènent à un contact client développé. Toutes ces initiatives permettent d'accompagner les paysan-ne-s avec et par ces mêmes paysan-ne-s, en installant donc une forme de résistance à part entière. Même si elle n'est pas directe et frontale, elle tente de frayer un chemin à des modèles alternatifs au productivisme.

Chapitre 5 : Mobilisations directes entre rejets, soutiens et désirs de s'impliquer

Toutes ces formes de résistances développées jusqu'ici, en passant par les parcours des enquêté-e-s et leurs difficultés à mettre en place leur activité ou à en vivre, correspondent à des résistances dites « informelles »²²⁴, parfois individuelles, parfois collectives, qui ne changent pas de manière directe le système de domination auquel sont soumis-e-s les acteur-ice-s en jeu. En effet, du fait de facteurs multiples, des résistances plus « formelles » ou frontales peuvent être difficiles à mettre en place, notamment dans un cadre rural comme celui des Hauts-de-France où l'agriculture productiviste reste largement dominante et dans lequel les initiatives paysannes restent marginalisées. De plus, au regard de la répression subie par certains groupes ayant initié des mouvements dérogeant à la légalité, les conséquences pour les individus qui s'y engagent peuvent être un repoussoir majeur. Toutefois, à travers les différents entretiens réalisés, des récits de luttes plus formelles et directes ont été formulés. Leur importance dans l'histoire des résistances paysannes dans la région rend nécessaire de les aborder à travers ce chapitre. Par ailleurs, si toutes les enquêté-e-s n'ont pas participé à des luttes directes, ils ont généralement une opinion sur la capacité de ce type de mouvement à changer les choses ou du moins, à instaurer une forme de rapport de force vis-à-vis du système agricole dominant et à montrer l'existence d'avis et de modèles alternatifs. Ce chapitre s'adonne donc d'aborder les luttes aux moyens d'actions radicaux comme le sabotage ou les occupations, pour ensuite saisir l'usage qu'il a été fait par les mouvements de résistance des procès et de la répression. Enfin, il s'agit de comprendre la perception de l'ensemble des enquêté-e-s des luttes ayant eu lieu même au niveau national et leur volonté de s'engager dans des résistances de ce type.

²²⁴ Scott, James C. "Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance," n.d. p.299.

Résistances par l'action directe dans les années 2000 : entre occupations et sabotages de projets symboliques

1.1. Cibler l'agro-industrie par la désobéissance civile

Les actions menées ces vingt dernières années sont mises en récit principalement par deux des enquêté-e-s, Guillaume et Yves, qui sont aujourd'hui à la retraite et qui se sont engagés dès leurs débuts en agriculture dans de multiples organisations, dont la Confédération paysanne. A travers leurs témoignages, il semble que l'un des principaux objectifs des actions menées est de cibler le modèle agro-industriel, qui selon eux est destructeur tant de la nature que du mode de vie paysan. L'une des premières actions que confient Guillaume et Yves concerne la ferme des 1000 vaches.

« Donc, ça, c'était après, les 1000 vaches, ça [les condamnations] a été aussi pour dégradation, parce qu'on avait été démonté symboliquement la salle de traite des 1000 vaches, parce que ce qu'on dénonçait par rapport à ça, c'est que le fait que Ramery, qui est dans les travaux publics, d'un seul coup s'est intéressé à l'agriculture et à l'élevage laitier, et il voulait faire une ferme modèle à Abbeville, mais il voulait en créer, donc une ferme à peu près de 2 millions de litres de lait, et il voulait en faire partout sous le territoire français. Et donc, nous, on a vu ça en disant que c'est grave, parce que nous, les petits éleveurs, on va être écrasés, quoi. Donc, on a dénoncé, on a mené beaucoup d'actions pour alerter notamment le ministère de l'Agriculture. »²²⁵

« Et donc, il a décidé d'investir dans une étable pour un prototype d'étable pour mille vaches. Et donc, il s'est arrangé avec des agriculteurs pour récupérer leurs quotas. Je ne sais pas comment il a fait. Et donc, là, il y a eu tout de suite une mobilisation d'une association locale qui, au départ, était plus motivée pour défendre leur cadre de vie locale. Et puis, après, la Confédération paysanne s'est associée à cette mobilisation-là. Parce que c'est un modèle qui ruine toute la paysannerie justement qui vit dans des régions d'élevage. Et donc, après, il y a eu des tas de... Il y a eu des démontages de... Je ne sais plus, de salles de traite, des choses comme ça. Et puis, finalement, les gens ont été condamnés. Moi, je n'ai pas participé à cette lutte-là, parce que je trouvais que j'étais un peu moins organisé que moi-même. Mais on a été condamné à payer des salariés pour ces actions-là alors que les salles étaient construites sur des terrains qui étaient... Il y avait des tas d'illégalités dans la construction de la salle de traite. »²²⁶

²²⁵ Entretien avec Guillaume

²²⁶ Entretien avec Yves

Ce sont donc des actions de sabotage qui ont été menées par différentes organisations, mais notamment portées par la Confédération paysanne, dans le but de protester contre la construction – et surtout au développement – de la ferme des 1000 vaches. Cette ferme de 3000 hectares voit le jour à partir de 2009, date à laquelle le projet émerge à l’initiative de Michel Ramery, entrepreneur dans le bâtiment et parmi les plus grandes fortunes de France.²²⁷ Son projet consiste à produire, avec une dizaine de salarié-e-s, des milliers de litres de lait par an, vendus à 270 euros la tonne (contre un prix moyen autour des 350 euros la tonne). Les critiques quant à l’impact environnemental, économique, sanitaire ou encore sur le bien-être animal sont nombreuses. En effet, en plus des conditions de vie très exiguës et difficiles (espaces clos et très restreints), cette proximité des animaux peut générer la prolifération de maladies, et donc inciter à l’utilisation d’antibiotiques, pour lesquelles les vaches peuvent rapidement développer une immunité. De plus, la ferme usine nécessite une quantité d’eau très importante : autour des 40 000 mètres cube par an, prélevés dans des nappes phréatiques.²²⁸ Les préoccupations sont donc nombreuses au début des années 2010 quant à cet élevage bovin surdimensionné. C’est dans cette perspective que les actions de démontage de la salle de traite ont été envisagées. Les militant-e-s ont par ailleurs apporté certaines pièces au ministère de l’Agriculture, dans le but d’interpeller les pouvoirs publics sur les nombreux problèmes et illégalités dans le projet de la ferme des 1000 vaches.

« Ce qui m'a toujours mon engagement aussi par rapport à ça, c'est que pas de violence aux personnes. C'est pas des actions pas de destruction de biens publics comme on peut le voir avec la FNSEA. Même si on a démonté. »²²⁹

La pratique du sabotage dans les luttes écologistes et paysannes n’est pas nouvelle. Dès les années 1970, des luttes de ce type se développent contre des projets considérés comme inutiles ou néfastes par exemple. Pour nombre de militant-e-s pratiquant ce mode d’action, il revient à « désarmer l’adversaire » en « s’en prenant à leurs outils de destruction » (machines, véhicules, locaux, etc.).²³⁰ Ce mode d’action est avant tout un acte symbolique, dont la mise en pratique ne va pas nécessairement changer durablement le cours

²²⁷ Reporterre. “Tout savoir sur la ferme-usine des Mille vaches si vous avez loupé les épisodes précédents.” Reporterre, le média de l’écologie - Indépendant et en accès libre, October 28, 2014. <https://reporterre.net/Tout-savoir-sur-la-ferme-usine-des>.

²²⁸ Reporterre. “Tout savoir sur la ferme-usine des Mille vaches si vous avez loupé les épisodes précédents.” Reporterre, le média de l’écologie - Indépendant et en accès libre, October 28, 2014. <https://reporterre.net/Tout-savoir-sur-la-ferme-usine-des>.

²²⁹ Entretien avec Guillaume

²³⁰ Berruë, David, Anthony Cortez, and Sébastien Leurquin. “Le mouvement climat au risque du sabotage.” *Alternatives Non-Violentes* 211, no. 2 (June 17, 2024): 21–23.

d'un projet, d'un système, et sert à « mettre hors d'usage » et à ralentir le pouvoir, tout en lui montrant une force et une capacité militante²³¹. Ces pratiques s'ancrent dans des répertoires d'action²³² perçus au niveau international et utilisant la désobéissance civile comme moyen privilégié. Ce levier d'action est défini comme « un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener à un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement. »²³³

Quelques années plus tôt, d'autres types de sabotages ont été réalisés par des groupes militants, notamment contre la culture des OGM et leurs conséquences, sur des champs en expérimentations. C'est ce dont rend compte Guillaume, qui y a participé quelques fois :

« (...) moi, je suis aussi, alors plus maintenant, mais j'ai été faucheur volontaire OGM, donc par exemple, on a détruit un champ de betterave expérimental, ici, de betterave OGM Roundup, mais, du coup, c'est aussi mal perçu, on va dire, dans le monde agricole, en disant, « vous êtes contre tout, il ne faut pas dénoncer ça, les OGM, c'est la modernité, les grosses fermes, c'est bien », ce processus d'industrialisation qu'on dénonce en permanence, ça, c'est vraiment les grands problèmes qu'on voit que la Confédération Paysanne a mené, on va dire, ces 20 dernières années, ici, un peu partout, et encore plus ici, chez nous, dans notre région. »

Ce moyen d'action, les « faucheurs volontaires », s'est développé dans le cadre de la lutte contre les OGM en France en 2003. En réalité, les contestations à l'égard de la dissémination d'OGM émergent dès 1996, sous l'égide de Greenpeace, qui critique leur impact environnemental et sanitaire, mais aussi social. Rapidement, le gouvernement français autorise la commercialisation de certains types de semences, menant aux premières actions notamment de la Confédération paysanne et donc aux premières destructions de champs OGM. D'après Antoine Bernard *et al.*, ces actions relèvent de trois caractéristiques principales : « produire une action d'empêchement », « générer une activité d'interpellation »²³⁴, et générer un argumentaire contradictoire et mêlant des critiques plus larges comme le droit à l'information et donc à la transparence, ou les dangers de l'agriculture productiviste et industrielle. Ce troisième pan tente par la même occasion de

²³¹ Bouffaron, Sylvine. “Désarmer pour protéger le vivant.” *Alternatives Non-Violentes* 211, no. 2 (June 17, 2024): 10–12.

²³² Tilly C. (1984), « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4, 4, p. 89-108.

²³³ Berrué, David, Anthony Cortez, and Sébastien Leurquin. “Le mouvement climat au risque du sabotage.” *Alternatives Non-Violentes* 211, no. 2 (June 17, 2024): 21–23.

²³⁴ Raymond, Antoine Bernard de, and Gilles Tétart. “Destructions d'OGM et désobéissance civile.” *Revue des sciences sociales*, no. 61 (May 20, 2019): 16–25.

s’attirer des soutiens extérieur-e-s aux mondes agricoles et écologistes²³⁵. Le mouvement des faucheurs volontaires cherche à mettre en exergue un « intérêt supérieur » qui légitimerait leurs actions, qui bien qu’illégales, mais selon elleux servant l’intérêt général de la justice et de la démocratie. A partir des années 2000, les collectifs locaux anti-OGM se multiplient, gagnent des soutiens dans les municipalités qui interdisent parfois les modifications génétiques sur l’espace de la commune. De plus, la force gagnée par le mouvement permet d’opérer des menaces contre le gouvernement, comme le mentionnent Antoine Bernard *et al.* avec l’exemple de José Bové – figure du mouvement écologiste et de la Confédération paysanne dont il est un des fondateurs – qui prévient le gouvernement que si les parcelles OGM en cours n’étaient pas interdites ou détruites, des faucheurs volontaires s’en chargeraient²³⁶. C’est donc dans une position de défense – comme les actions de sabotages en général – que se posent les actes de fauchages anti-OGM : en réaction à une politique agricole et sanitaire ne correspondant pas à l’intérêt général (problèmes de santé causés par ces modifications, baisse de la qualité des cultures, etc.), des groupes militants réagissent. De fait, le gouvernement met en place des débats publics et « le nombre de parcelles OGM expérimentales cultivées en France chutent de 107 à 61 entre 2001 et 2002 ».²³⁷

Le mouvement des faucheurs volontaires est donc créé en 2003, à l’aide d’une Charte qui ancre concrètement le mouvement dans une dynamique de désobéissance civique. Le collectif se crée dans une volonté d’ouverture aux citoyen-ne-s, y compris ceux qui ne sont pas familier-e-s ou politisé-e-s à ces causes écologistes et paysannes, tout en se liant à des soutiens plus institutionnels comme des partis, des associations et des syndicats (en réalité principalement la Confédération paysanne). Par ailleurs, le maintien de ces soutiens à travers le temps et malgré des actions parfois controversées est garanti par la signature de la Charte, qui a permis de mettre d’accord un ensemble d’acteur-ice-s sur des leviers d’actions bien spécifiques, évitant ainsi une solitude dans l’opinion publique.²³⁸

D’autres moyens d’actions, parfois aussi illégaux, ont été menés et racontés par les deux enquêtés récemment cités.

²³⁵ Raymond, Antoine Bernard de, and Gilles Tétart. “Destructions d’OGM et désobéissance civique.” *Revue des sciences sociales*, no. 61 (May 20, 2019): 16–25..

²³⁶ Ibid.

²³⁷ Ibid.

²³⁸ Ibid.

1.2. Détourner les lieux de pouvoir économique

« En 2004, ici, en fait, c'était la fin des quotas laitiers, et en fait, on a commencé à avoir une baisse du prix du lait, parce qu'on a laissé repartir la production de manière importante, c'était une décision européenne, mais aussi un abandon des politiques publiques, ici, en France, et on a vu le prix du lait baisser, et donc, au niveau national, alors moi, on a des commissions différentes à la Confédération Paysanne, et moi, j'ai tout le temps participé, encore maintenant, à la commission lait, parce que je suis producteur de lait, et on a mis en place des actions, un peu partout en France, l'idée, c'était d'aller reprendre l'équivalent d'un mois de salaire de lait, donc des palettes de lait, et aller les redistribuer dans les quartiers défavorisés à Lille, pour montrer que, nous, on allait devenir des précaires, aussi, dans le monde de la production laitière. »²³⁹

Le témoignage de Guillaume permet un exemple d'actions menées – hors d'un mouvement national important – contre une firme comme Nestlé qui représente l'agro-industrie de par sa taille et son mode de production intensif. Leur idée est donc, avec l'aide et l'accord des salariés de l'entreprise, de voler des palettes de lait correspondant « à un mois de salaire » pour protester contre la baisse des prix. Cette baisse est justement initiée par des firmes telles que Nestlé qui peuvent se permettre de vendre leurs marchandises à des prix bas puisque produits en grande quantité et souvent exportés ou vendus à d'autres grandes entreprises. La pression sur les prix qui s'ensuit impacte alors directement les producteurs à plus petite échelle, qui ne peuvent se permettre des réductions aussi importantes. De plus, comme Guillaume l'explique, ces dynamiques de concurrence mettent à mal les conditions de vie des paysan-ne-s et agriculteur-ice-s, les amenant vers plus de précarité.

« (...) on a été voir les syndicats de salariés, pour dire, voilà, on va faire une action syndicale, mais en aucun cas, c'est contre vous, c'est pas contre l'usine, c'est pas contre les salariés, c'est parce que, nous, on doit défendre notre revenu, mais aussi, on serait intéressé de savoir, c'est quoi vos problèmes, dans l'usine Nestlé, quoi. »²⁴⁰

C'est également dans une volonté de convergence des luttes que cette action a été menée selon les dires de Guillaume. Son récit marque un désir de comprendre et de lier les problèmes subis par les salarié-e-s de l'entreprise Nestlé et ainsi de potentiellement s'unifier à elleux.

²³⁹ Entretien avec Guillaume

²⁴⁰ Ibid.

Parallèlement, d'autres formes de mobilisations ont été utilisées afin de dénoncer le système agricole et de détourner des lieux de pouvoir économiques, notamment des occupations. A nouveau, Guillaume témoigne bien de ces actions :

*« On a fait des occupations des assurances principales en agriculture, c'est-à-dire Groupama, Crédit Agricole, pour dire qu'il faut absolument avoir des assurances qui peuvent accompagner ces agriculteurs, qui peuvent s'assurer. Aujourd'hui, ils ne sont pas assurés. Donc, du coup, on a servi de médiation avec des assureurs, avec les DDTM [Direction départementale des territoires et de la mer], pour que ces gens-là puissent être indemnisés. »*²⁴¹

Un autre répertoire d'action semble être mobilisé à travers les différents mouvements de paysan-ne-s : l'occupation. Elle est définie comme « l'investissement momentané, par plusieurs personnes, d'un bâtiment ou d'une propriété, privés ou publics et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques ».²⁴² Ce mode d'action est utilisé par des militant-e-s de nombreux mouvements différents, puisqu'il permet d'instaurer le « désordre » et la perturbation des pouvoirs publics ou des institutions censés être dérangés par l'action.²⁴³ Encore actuellement, ce genre de mobilisations se tiennent, malgré une répression – notamment judiciaire – très importante.

Cependant, l'ensemble des mobilisations évoquées par les enquêtées ont fait l'objet d'une forte répression et/ou d'une judiciarisation croissante, qu'il s'agit d'étudier ici en ce qu'elles ont pu impacter les mouvements mais aussi être utilisées par les militant-e-s à des fins de médiatisation de leurs revendications.

La judiciarisation des luttes : entre répression et visibilité politique

1.1. Une répression forte sur les mobilisations régionales

« Donc là, les vols en réunion chez Nestlé, c'était 2004. Et on a été jugés longtemps après, puisqu'on a été jugés en 2008. 4 ans après. Ce qui nous a amenés aussi pour... Comme on avait une condamnation symbolique, on est venus nous chercher notre ADN. En tant que syndicalistes. Donc, on était on était 11 poursuivis, on a refusé. Enfin, tout le monde n'a pas refusé, mais par exemple, moi, j'ai refusé. Ce qui m'a amené une nouvelle fois au Correctionnel, pour refuser l'ADN. Voilà. Il y a eu aussi le procès des 11 d'Avelin. Donc ça,

²⁴¹ Entretien avec Guillaume

²⁴² Penissat, Étienne. "Occupations de locaux." In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 386–93. Presses de Sciences Po, 2009.

²⁴³ Ibid.

c'était l'action, elle a eu lieu en septembre 2001. Et on s'est retrouvés devant les tribunaux en printemps 2004. Donc ça, je vous parle des actions régionales. Les mille vaches, donc c'est à Abbeville, dans la Somme. C'est à 150 km d'ici. On a eu des procès en 2014 et 2015. »²⁴⁴

Les actions menées dans le cadre de la lutte contre l'agro-industrie ont été poursuivies en justice, en l'occurrence comme il l'explique, pour « vols en réunion ». Dans sa définition donnée par Charles Tilly, la répression correspond aux « efforts pour supprimer tout acte contestataire ou tout groupe ou organisation responsable de ces derniers ».²⁴⁵ L'intensité de celle-ci varie souvent selon la nature des mouvements et elle passe, dans le cas des actions dans lesquelles s'est impliqué Guillaume, par une judiciarisation des faits. D'ailleurs, l'utilisation par la justice du délit de « vol en réunion » pour qualifier l'action traduit une volonté de dépolitisation des faits par l'Etat et l'entreprise Nestlé, puisque comme l'a expliqué l'enquêté plus tôt, ce sont bien des vols, à petite échelle, mais réalisés dans un but symbolique. Cet aspect politique et symbolique semble donc évincé de l'appellation policière des actes. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques qui est donnée à la répression par Vanessa Codaccioni dans le triptyque de la répression des mouvements sociaux qu'elle établit : elle vise selon elle à empêcher, à dépolitiser et punir (par le biais de procès par exemple).²⁴⁶ Concernant la dépolitisation des mobilisations politique, elle explique justement que c'est – entre autres – par le biais des jugements et des délits attribués aux actes que ce processus a lieu : en nommant des résistances politiques comme des délits de droit commun, les revendications sont dès lors évincées et dénigrées par les pouvoirs publics²⁴⁷.

« Nous, on a mené des actions d'occupation de banques. Systématiquement, on a été traîné devant les tribunaux. Ils envoient la police et on est poursuivis. Et donc, on a eu un déchaînement de violence. On nous a envoyé des BRAV-M pour... Il y a eu 5 paysans, même une paysanne qui a été molestée, mis en garde à vue. Et il y a eu un procès de comparution immédiate. Et là, c'est reporté en octobre pour eux. Ils ont inversé le truc en disant que c'était nous qui avons fait des violences policières. »

De plus, le recours à l'occupation par les militant-e-s dans la région a également fait l'objet d'une répression violente : Guillaume mentionne l'envoi de forces de police

²⁴⁴ Entretien avec Guillaume

²⁴⁵ Mcadam, Doug, Sidney Tarrow, and Charles Tilly. "Dynamics of Contention," in Cambridge University Press, n.d. p.69.

²⁴⁶ Codaccioni, Vanessa. "Empêcher, dépolitiser, punir : le triptyque de la répression politique." *Savoir/Agir* 55, no. 1 (April 20, 2021): 49–56.

²⁴⁷ Ibid.

spécialisées (en l'occurrence, les brigades motorisées de la police nationale spécialisées dans le maintien de l'ordre en manifestation) et évoque des violences policières à l'égard de certain-ne-s militant-e-s. Il insiste aussi sur l'inversion des responsabilités dans le récit judiciaire et médiatique : les personnes mobilisées sur l'action sont elleux-mêmes accusé-e-s d'avoir commis des violences.

« Et finalement, ils ont arrêté, au bout de 7 ans, sous prétexte, qu'on les a empêchés de travailler. En fait, ça ne marchait pas. On savait que ça ne marchait pas. Il y a eu 700 vaches. Ils ont eu l'autorisation pour 500 vaches. Et en fait, ils en ont mis 700. Donc, ils étaient au-delà. Ils ont voulu faire le forcing. »

« Alors, euh... Alors là, je sais la date. C'était le 11 septembre... Ça devait être le 11 septembre 2008. Ah oui, ok. C'est pour ça que je sais la date. Ça a été reporté toujours, parce qu'on ne savait pas si on allait le faire, puis finalement, ça a été fait quand même. Avec les procès, ensuite, enfin, il y en a qui ont été en procès pour refus de donner leur ADN, et ensuite, enfin bon, il y a eu des condamnations. »²⁴⁸

Ce sont aussi les procès contre les « faucheurs volontaires » qui ont marqué les deux enquêtes. En effet, ces actions sont perpétrées en connaissance de leur illégalité, mais avec la revendication d'une légitimité supérieure à la légalité. Cette croyance en des intérêts légitimant les actions illégales est commune à nombre de mouvements sociaux, notamment dans le cadre de la désobéissance civile, dans laquelle s'inscrivent les actes des faucheurs volontaires. Comme l'expliquent Antoine Tétard et Bernard de Raymond, le processus judiciaire qui suit les actions de désobéissance civile font « partie intégrante du processus de mobilisation ».²⁴⁹ C'est pourquoi les procès n'ont pas seulement été le lieu de condamnation pour les militant-e-s, mais également un espace de visibilisation de leur cause et de médiatisation de leurs revendications.

1.2. Usage médiatique de la judiciarisation par les mouvements dans la région

Partout en France se sont déroulés des procès durant lesquels les militant-e-s ont parfois réussi à tourner – ne serait-ce que modestement – la médiatisation en leur faveur, et ce par l'usage de plusieurs stratégies. D'un côté, c'est par l'usage de témoins « moraux » qu'un retournement des discussions lors des procès a pu se faire : les témoins appelé-e-s sont

²⁴⁸ Entretien avec Yves.

²⁴⁹ Raymond, Antoine Bernard de, and Gilles Tétart. "Destructions d'OGM et désobéissance civique." *Revue des sciences sociales*, no. 61 (May 20, 2019): 16–25.

souvent des scientifiques, des étranger-e-s ayant vu les effets néfastes des OGM, qui viennent argumenter l'importance de s'inquiéter et donc d'agir contre cette nouveauté en France. D'un autre côté, il s'agit pour la défense de démontrer l'illégalité des parcelles OGM, de sa commercialisation, retournant ainsi le débat et redonnant de la légitimité à l'action des collectifs. C'est aussi par biais d'arguments systématisant que les procès sont politisés : la mise en cause de l'Etat qui ne prendrait pas soin de répondre à l'intérêt général, sanitaire, social ou environnemental, en laissant progressivement les OGM se développer en France, permet de renvoyer les responsabilités aux pouvoirs publics²⁵⁰.

De plus, les faucheurs volontaires ont réussi à trouver des soutiens dans différentes sphères de la société : élu-e-s, « opinion publique », collectivités ou communes... Leur présence par exemple sur le terrain ou leurs décisions en faveur de la cause anti-OGM a permis de montrer à l'Etat et au pouvoir judiciaire un rapport de force important. Cette stratégie a également pour but de montrer aux juges que si iels prononcent des peines très importantes à l'égard des militant-e-s, iels iraient à l'encontre de la volonté populaire. Si les procès ayant débouchés sur des exemptions de peine sont rares, la plupart n'ont pas donné lieu à des condamnations lourdes, mais plutôt à des peines symboliques.²⁵¹

Les résistances formelles récente : perception et désirs de participation des paysan-ne-s

1.1. Un soutien aux luttes paysannes nationales ?

Ces dernières années, quelques évènements de mobilisation écologistes et paysannes ont fait beaucoup de bruit médiatiquement. En 2023 particulièrement, la lutte contre les mégabassines dans le Poitou met en lumière d'un côté l'ampleur du mouvement de protestation et d'un autre l'escalade répressive qui s'en est suivie. Depuis 2017, le collectif Bassines Non Merci se mobilise pour contrer les projets visant à créer des bassines d'accumulation d'eau puisée dans les nappes phréatiques. Celles-ci ont pour but d'alimenter en eau les cultures en périodes estivale, mais sont souvent réservées aux exploitations industrielles et les plus petites fermes n'en bénéficient pas.²⁵² Leur impact sur l'environnement est aussi dénoncé car elles sont perçues comme une solution de surface aux problèmes de raréfaction de l'eau. A partir de 2019, différentes mobilisations ont lieu à

²⁵⁰ Raymond, Antoine Bernard de, and Gilles Tétart. "Destructions d'OGM et désobéissance civique." *Revue des sciences sociales*, no. 61 (May 20, 2019): 16–25.

²⁵¹ Ibid.

²⁵² Poupin, Christine. "Les luttes écosociales en France." *Actuel Marx* 76, no. 2 (December 18, 2024): 65–76.

l'appel d'organisations variées dans le but de résister contre la construction de ces bassines. C'est en mars 2023 que la plus grande de celles-ci se tient : les 25 et 26 mars à Sainte-Soline, quatre grandes manifestations se rejoignent aux abords d'une bassine avec pour objectif de la « désarmer ».²⁵³ Près de 30 000 personnes sont présentes, dans une mobilisation portée par le collectif Bassines Non Merci, la Confédération Paysanne, les Soulèvements de la Terre et bien d'autres. Cependant, les manifestant-e-s présent-e-s sont confronté-e-s durant la journée à une répression très forte : deux hommes sont hospitalisés, de nombreuses personnes sont sévèrement blessées. La médiatisation très importante de ces événements, mais aussi la répétition des mobilisations s'opposant à des grands projets, notamment par les Soulèvements de la Terre, ont contribué à en « faire un enjeu de politique nationale », et à faire en sorte que « les militants engagés dans les luttes locales se coordonnent dans des réseaux multiples et entrecroisés (...) »²⁵⁴ En effet, d'autres importantes luttes mêlant des causes environnementales, paysannes ou encore sociales se sont déroulées ces dernières années, comme la Zone à Défendre contre l'autoroute A69 évoquée en introduction. Si les critiques ont été nombreuses à l'égard de ces mouvements, ils semblent trouver un soutien auprès de différents groupes de citoyen-ne-s, de militant-e-s et paysan-ne-s. Mais alors quelle est l'opinion des paysan-ne-s enquêté-e-s pour cette étude à l'égard de modes d'actions comme ceux employés dans ces cas ?

« C'est heureux que des citoyens se saisissent du truc et que du coup, il y a une convergence entre le grand public et les agriculteurs parce qu'effectivement, si c'est que les petits paysans dans leurs coins qui luttent, ça a moins d'impact que s'ils sont rejoints par d'autres catégories, quoi. Donc, même si le combat est franchement difficile à gagner, c'est bien. »²⁵⁵

« Maïra : Et pour vous, les mobilisations qu'il y a eu, du coup, contre ces projets-là... C'est nécessaire ?

François : Ben, oui, mais c'est pas que paysans et agriculteurs, et justement, c'est là la force, c'est la force de ces mouvements-là, c'est que c'est aussi la société non agricole, enfin, les gens qui habitent les secteurs, comme la zad qui a eu sur Nantes, pour l'aéroport de Nantes, les écureuils qui montent dans les arbres, c'est pas que des agriculteurs, c'est aussi des gens qui sont sensibilisés à l'environnement, qui sont sensibilisés aux problèmes de changement climatique et tout ça, quoi. Donc, ça, ça fait plaisir, voilà, je sais que mes filles sont très

²⁵³ Poupin, Christine. "Les luttes écosociales en France." *Actuel Marx* 76, no. 2 (December 18, 2024): 65–76.

²⁵⁴ Ibid.

²⁵⁵ Entretien avec Agathe

*militantes là-dedans, elles sont allés à Sainte-Soline, elles sont allées aussi en Allemagne, ouais, donc, voilà. »*²⁵⁶

Les deux enquêté-e-s, Agathe et François, semblent largement soutenir les mouvements de lutte à l'image de Sainte-Soline ou de l'A69. L'argument principal revenant dans les deux témoignages est celui de la convergence des luttes : les mobilisations ont été portées par des acteur-ice-s du monde agricole comme des acteur-ice-s locaux, ou encore urbains. Cette alliance semble pour les deux assez centrale dans l'analyse qu'ils font de ces mouvements. Et en effet, la mobilisation à Sainte-Soline particulièrement est caractérisée par une multitude d'acteur-ice-s : des associations sont présentes, mais également des militant-e-s de mouvances radicales, des journalistes, des syndicalistes ou encore des représentant-e-s politiques.²⁵⁷ De manière plus générale, les convergences des luttes écologistes aux luttes ouvrières, socialistes voire communistes existent depuis les années 1970 et perdurent dans certains mouvements jusque récemment, en témoignant donc les mobilisations de ces dernières années laissant voir une diversité de profils militants.²⁵⁸ Les enquêté-e-s démontrent ici donc une valorisation de l'agriculture de lutte, même lorsqu'ils n'y ont pas participé ou n'adhèrent pas à toutes les revendications qui s'y tiennent. Comme l'explique François, c'est aussi le fait que tant de personnes se retrouvent autour d'une problématique telle que le changement climatique qui renforce son adhésion à la cause : bien que toutes les personnes ne se battent pas directement pour une agriculture paysanne, iels arrivent à se réunir face à des projets qu'ils considèrent comme néfastes pour l'environnement en plus de l'être pour les petit-e-s paysan-ne-s.

Si ces luttes sont globalement appréciées par les personnes enquêtées, la réception médiatique qui en est faite les déçoit fortement. Dès le déroulement de la mobilisation de mars 2023 à Sainte-Soline, les médias ont commenté et diffusé les images des confrontations entre les forces de l'ordre et les manifestant-e-s. Sur les réseaux sociaux également, les vidéos sont nombreuses et circulent pendant plusieurs jours, faisant état du déferlement de violence qui s'y est déployé. La répression est en effet très importante, comme évoqué précédemment, causant de nombreux-euses blessé-e-s. Mais c'est aussi la manière dont les

²⁵⁶ Entretien avec François

²⁵⁷ Cazaux, Romain. "L'expérience située d'un public et de ses problèmes: description écologique d'un rassemblement à Sainte-Soline," n.d.

²⁵⁸ Lipietz, Alain, Céline Marty, and Fabrice Flipo. "L'autonomie au cœur de la revendication écologiste." *Bifurcation/s* 1, no. 1 (2024): 103–17.

médias abordent la question, notamment sur les chaînes de télévision, qui interpelle plusieurs des personnes interrogées :

« Je suis outrée par les violences qui sont faites au même instant. C'est intolérable. On les fait passer pour des terroristes alors qu'en fait, c'est presque la police qui est terroriste. »²⁵⁹

Cet extrait d'entretien illustre l'indignation d'Agathe quant au traitement médiatique des mobilisations à Sainte-Soline. Elle dénonce d'un côté la violence de la répression policière mais surtout le renversement des responsabilités par certains médias dominants : l'assimilation des personnes présentes durant les événements à des « écoterroristes » et l'absence de remise en question des actes et des méthodes de la police. Elle dit même « c'est presque la police qui est terroriste », ce qui semble traduire une perte de confiance dans les institutions et dans les médias qui déforment ou invisibilisent la réalité des faits.

« Mais le problème c'est que la communication qui est faite, en particulier par le ministre de l'Intérieur qui l'avait déjà fait avant d'être ministre, c'est qu'on est des... Même Darmanin nous a qualifié deux fois d'écoterroristes. Et donc ça, ça touche. »²⁶⁰

Ce que traduisent ces extraits d'entretiens revient à l'idée développée par Calame, selon laquelle les écologistes et donc les paysan-ne-s ou agriculteur-ice-s associé-e-s à ce mouvement sont posé-e-s en bouc émissaire dans le monde agricole²⁶¹. Cette médiatisation que plusieurs personnes interrogées considèrent biaisée peut aussi constituer un frein à l'engagement dans de telles formes de résistances, en plus de la répression policière qui peut aussi jouer un rôle repoussoir à l'action collective.

En connaissance de l'opinion des enquêté-e-s quant aux mobilisations très médiatisées et nationales de ces dernières années, il s'agit de comprendre ensuite dans quelle mesure ceux qui n'ont pas déjà pris part à des mouvements de résistance plus formelle et directe ont la volonté de le faire.

²⁵⁹ Entretien avec Agathe

²⁶⁰ Entretien avec Yves

²⁶¹ Calame, Matthieu. "Crise des agriculteurs : un bilan." *Esprit*, no. 3 (March 22, 2024): 23–26, p.24.

1.2. Des mobilisations symboliques aux oppositions à des méga projets

L'utilisation du sabotage ou de l'occupation ne sont pas les seuls moyens utilisés pour résister au modèle productiviste en place. En effet, de nombreuses manifestations, rassemblements se sont tenus ces dernières années et encore récemment.

« On n'a pas fait d'action dernièrement, à part des actions symboliques devant la préfecture pour dénoncer, notamment, ce que nous, on voit aujourd'hui, c'est les petits maraîchers qui sont très impactés par le changement climatique. Donc ça a été des tempêtes. Il y a eu la tempête Eunice, il y a 3-4 ans, avec des dégâts, des serres qui ne sont pas assurés.

Après, moi, personnellement, j'ai participé en décembre, on a été au Grand Palais, à Paris, déployer une banderole. C'était un marché, des grands groupes qui font les marchés des céréales, etc., des grands groupes comme Cargill, etc. Donc, on a pris une action. On a déployé une banderole gigantesque en disant, « pour sauver un paysan, mange un trader ». Donc, il y a eu... On était 200 militants de la Confédération Paysanne, uniquement Confédération Paysanne, pour dénoncer, justement, la mainmise des marchés sur les céréales et dénoncer du fait que tous les agriculteurs du monde sont mis à concurrence sur les marchés mondiaux par les grands groupes comme Cargill, comme le groupe Avril, chez nous, avec le président de la FNSEA qui est aussi président d'Avril. »²⁶²

Cet extrait d'entretien met en avant des mobilisations d'un registre plus symbolique réalisées dans le but d'interpeller directement des décideur-euse-s. Guillaume précise que le second exemple, le déploiement d'une banderole lors d'un événement d'industriel-le-s de l'agriculture, rassemble seulement des militant-e-s de la Confédération paysanne. Se trouvent à cette action des personnes d'ores et déjà politisées par le biais de leur syndicalisme et de leur implication en son sein. De plus, l'évènement se tenant sur un lieu précis et bien spécifique au monde de l'agro-industrie, l'action n'a pas visé à toucher des citoyen-ne-s extérieur-e-s, mais bien à faire preuve d'un rapport de force devant des responsables économiques et politiques. Ce mouvement a clairement identifié un adversaire,²⁶³ l'agro-industrie, qu'il cherche à déranger et déstabiliser. Parfois cependant, des mobilisations se développent « pour » un soutien, une aide, comme après le passage de la tempête Eunice, ayant fait beaucoup de dégâts dans les HDF. C'est d'ailleurs un sujet qui revient régulièrement avec les enquêté-e-s lorsqu'une question sur des potentielles mobilisations récentes leur est posée :

²⁶² Entretien avec Guillaume

²⁶³ Neveu, Érik. "I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ?" *Repères* 6 (January 27, 2015): 5–26.

« Bah moi ce qui m'a marqué et touché je dirais c'est quand y a eu la Tempête Eunice, il y a des collègues qui sont allés manifester pour obtenir un soutien au PNR une mobilisation ou quelque chose quoi hum euh... ouais c'était assez fort à ce moment-là euh... »²⁶⁴

« Ben, il y a eu la mobilisation après la tempête Eunice, pour les maraîchers qui ont eu des dégâts à cause de la tempête, qui ont perdu leur serre, leur culture, ou comme là, après les inondations, il y a eu des mobilisations, justement. Alors après, là, du coup, principalement entre la Conf au démarrage, puisque beaucoup étaient affiliés à la Conf, mais la FED, elle a suivi, et puis, voilà, oui, il y a eu des liens qui se sont resserrés avec Bio Hauts-de-France, tout le réseau Impact, donc Terre de Liens, tout ça, donc c'était des mobilisations plus douces, de moins grande ampleur, que vous ne voyiez pas forcément, mais oui, ça a quand même créé un peu de lien entre toutes les organisations, oui. »²⁶⁵

Cette tempête, qui frappe le nord de l'Europe, du Pas-de-Calais aux Pays-Bas, a effectivement entraîné des dégâts majeurs pour les cultures : de nombreuses destructions de serres et donc de productions qui s'y trouvent, allant jusqu'à 100% de pertes pour certaines paysan-ne-s de la région.²⁶⁶ De là ont découlé des manifestations réclamant des indemnités pour les personnes touchées, que le gouvernement octroie sous conditions en juin 2023. A nouveau, ces extraits d'entretiens montrent l'importance de la Confédération paysanne dans les résistances et mobilisations, laquelle semble avoir pris les devants dans le mouvement pour l'obtention d'indemnités à la suite de la tempête. En l'occurrence, c'est par l'usage de modes d'actions plus conventionnels tels que la manifestation, la pétition ou encore la visibilisation médiatique des revendications. Cependant, au cours de cette mobilisation, toutes les agriculteur-ice-s ne sont pas en accord sur les solutions à apporter pour éviter la reproduction d'événements comme celui-ci, c'est ce que confie Laurent :

« Par rapport à la question-là [la tempête] qui moi me préoccupe beaucoup c'est la question des résistances agricoles et donc aussi des inondations qu'on a vécues l'année dernière. Ce que j'observe c'est qu'à force de faire ce travail de sensibilisation toute l'année dernière en fait on a dû organiser 15-20 ciné-échanges entre guillemets pour dire de donner à voir et à chaque fois je faisais venir des intervenants. C'était quoi le slogan ? Il fallait curer les rivières en fait. »²⁶⁷

²⁶⁴ Entretien avec Agathe

²⁶⁵ Entretien avec François

²⁶⁶ AdmHdF. "Eunice, la tempête de trop pour le maraîchage en Hauts-de-France." *AMAP HDF* (blog). Accessed May 10, 2025. <https://www.amap-hdf.org/eunice-la-tempete-de-trop-pour-le-maraichage-en-hauts-de-france/>.

²⁶⁷ Entretien avec Laurent

Il explique ici que nombre d'agriculteur-ice-s prônaient la réduction de la taille des rivières afin d'éviter les inondations, idée avec laquelle Laurent exprime un profond désaccord puisque selon lui, ce n'est pas la source du problème.

D'un autre côté, plusieurs enquêté-e-s évoquent d'autres mobilisations ayant récemment eu lieu dans la région :

*À ma connaissance, il y en a eu trois que je retiens. Il y a eu un projet. Il y a Tropicalia qui est là, vraiment sur notre secteur. Il y a un projet de serre, en fait, sur deux hectares qui est une serre chauffée pour dire, d'accueillir, entre guillemets, une faune, une flore qui vient pas de chez nous. C'est un projet de fou, en fait, avec des gens gavés de sous et ils ne savaient plus quoi faire, en fait, de ces sous. Et après, dans les Flandres, je sais qu'il y a eu aussi un projet plutôt autour de l'élevage de porcs et qui n'est pas passé non plus, en fait.*²⁶⁸

*« Bon, encore un grand projet inutile qui vise à faire du fric. Et je ne sais pas où ça en est, je sais qu'à un moment j'avais vu des articles là-dessus, j'avais signé les pétitions. »*²⁶⁹

Le projet Tropicalia voit le jour en 2018 et vient tout juste d'obtenir des financements pour être construit sur la côte d'Opale. Il consiste à créer une serre totalement en immersion dans une faune et une flore tropicale. Le projet est très controversé notamment du fait de son impact environnemental et de l'accaparement de terres qu'il implique.²⁷⁰ Un recours a été lancé en justice à son encontre, qui s'est conclu sur une victoire des initiateur-ice-s du projet. Laurent aborde aussi la question du Canal Seine Nord Europe :

« Du coup il y a ça et après sur l'histoire du canal, il y a eu des actions qui ont été menées enfin là ça commence à bien parler il y a les Soulèvements de la Terre aussi avec qui je suis en lien et avec Extinction Rébellion enfin bref une pleine structure et par là-bas ils ont commencé en fait à faire des actions là au début d'année. On va dire de commencer à sensibiliser autour de ce sujet-là et c'est surtout du côté de Compiègne que c'est le gros des troubles quand on va dire.

Maïra : Ouais et ouais du coup il y a quand même du lien entre ce groupe là ou ces groupes là et le monde paysan agricole ? **Laurent :** Et pas que paysans parce que j'ai envie de dire. J'observe de plus en plus c'est une convergence des luttes entre vivants. »

²⁶⁸ Entretien avec Laurent

²⁶⁹ Entretien avec Agathe

²⁷⁰ "Projet de Serre Tropicalia : Le Financement Est Bouclé - Ici." Accessed May 11, 2025. <https://www.francebleu.fr/infos/environnement/projet-de-serre-tropicalia-le-financement-est-boucle-8839821>.

Ici, Laurent fait état de la lutte émergente contre la construction du Canal Seine Nord Europe, un projet visant à relier la Seine au réseau fluvial du nord de la France et de l'Europe. Long de 107 kilomètres, il devrait démarrer à Compiègne dans l'Oise et aller jusqu'à Aubencheul-au-Bac dans le département du Nord. Coûteux de plus de 4 milliards d'euros, ce projet est largement dénoncé par des collectifs et associations écologistes mais aussi par d'autres défendant la cause paysanne puisqu'il implique l'occupation de nombreuses terres actuellement occupées par l'agriculture. Son impact environnemental et sur la biodiversité est très critiqué, tout comme son utilité même puisque les voies routières desservent déjà la plupart des trafics. Des mobilisations ont donc commencé à se faire entendre, notamment portées par les Soulèvements de la Terre et par Extinction Rébellion, mais aussi par la Confédération paysanne.

Les mobilisations récentes dans la région sont bien présentes, mais ont une ampleur moins médiatisée et durable que celles qui ont pu se dérouler dans les vingt dernières années, ou au niveau national tout récemment. Pourtant, les projets considérés comme inutiles, les désaccords avec les politiques agricoles sont toujours bien présents. Il s'agit donc maintenant de comprendre dans quelle mesure les paysan-ne-s souhaitent prendre part à des actions de résistance directe.

1.3. Être acteur-ice-s des luttes directes : analyse des modalités d'engagements et de rejets

Parmi les personnes enquêtées, ce sont – comme en témoignent les extraits d'entretiens mobilisés ci-dessus – surtout Guillaume et Yves, retraités, qui se sont fortement engagés au cours de leur vie. Laurent, âgé de 35 ans, est lui aussi assez impliqué dans des luttes locales comme celle contre le Canal Seine Nord Europe, en ce qu'il affirme être en lien avec des associations comme les Soulèvements de la Terre et tente de participer à certaines actions. Parmi les plus jeunes, c'est le seul qui affirme s'engager de manière active dans ce type de résistances bien qu'Agathe manifeste une volonté de le faire :

« Encore une fois, c'est des choses auxquelles j'aurais aimé participer mais voilà il fallait prendre le train... Quand même, je ne peux pas. Comme la ZAD, Notre-Dame-des-Landes, etc. J'aurais bien aimé participer à toutes ces luttes-là mais moi, je suis carrément en faveur de ça. »²⁷¹

²⁷¹ Entretien avec Agathe

En effet, nouvellement installée et seule sur sa ferme, Agathe évoque plus tôt dans l'entretien manquer de temps du fait de son travail, l'empêchant de s'impliquer régulièrement dans des actions. Par ailleurs, elle ajoute que cela est d'autant plus difficile lorsqu'il s'agit de mobilisations hors de la région, puisque la distance nécessiterait du temps et de l'argent pour s'y rendre, ce qui explique son incapacité à se rendre sur des luttes plus lointaines. Quoi qu'il en soit, Agathe manifeste clairement un désir de s'investir, qu'elle ne peut satisfaire au moment de notre entretien mais qui existe bel et bien.

A l'inverse, si les autres enquêté-e-s (la plupart du temps nouvellement installé-e-s) ont pu exprimer un soutien à l'égard des différentes mobilisations, régionales ou nationales, iels n'ont pas mentionné une participation directe à des formes de résistances telles qu'évoquées comme le sabotage, l'occupation ou les manifestations. Différentes raisons sont à prendre en compte dans cette non-participation : une politisation différenciée induisant un scepticisme relatif voire – pour l'un d'entre eux – un désaccord plus profond sur les manières de se mobiliser.

En premier lieu, il faut donc s'intéresser aux motifs qui relèvent d'un désaccord politique avec un ou plusieurs pans des résistances formelles évoquées.

« Moi, j'admire ceux qui y vont. Après, je ne sais pas... C'est vrai, j'ai un pote qui est pas mal engagé là-dedans, mais... Je n'arrive pas à discuter de ça en profondeur, comment ça se passe. Parce que derrière ça, moi, j'ai toujours peur... Dans les manifs, en général, j'ai peur que ce soit racheté par des mouvements ou qu'il y ait des messages qui soient passés que je ne porte pas. Donc moi, c'est ça que... J'aime pas trop les manifs. Mais en même temps, il en faut, quoi. Il en faut qu'ils fassent du bruit et qu'ils aillent porter notre voix. Enfin... Et peut-être parfois un peu violentes pour faire bouger les choses, en fait. Hum hum. »²⁷²

Emilie confie ici une perception ambivalente des mobilisations, qui la dissuade d'y prendre part mais qui ne l'empêche pas de soutenir dans une certaine mesure les actions menées. En effet, elle commence par dire qu'elle « admire ceux qui y vont », démontrant un accord sur la nécessité des résistances collectives et frontales au système en place, y compris sous des formes conflictuelles puisqu'elle affirme un certain besoin de « violence » pour attirer l'attention et atteindre les gouvernant-e-s et obtenir gain de cause. Cependant, cette reconnaissance de l'importance des mouvements est relativisée par une méfiance à l'égard des potentielles récupérations politiques. Il semble ici qu'Emilie ne souhaite pas être

²⁷² Entretien avec Emilie

associée à certains collectifs ou groupes avec lesquels elle ne se reconnaît pas dans les valeurs, ce qui constitue pour elle un frein suffisant à la mobilisation. Ces dernières années, la politisation croissante des mouvements écologistes face à une récupération de certains enjeux par des acteur-ice-s du système en place a mené à la convergence entre ces luttes et d'autres luttes, notamment sociales ou paysannes²⁷³. De fait, l'union avec des militant-e-s d'autres traditions politiques peut désinciter certain-ne-s qui se sentent distant-e-s de ces mouvements.

Si Emilie exprime un désaccord relatif, Raphael quant à lui s'inscrit dans une critique plus forte de ce type de mouvements.

Retour sur le parcours de Raphael

Installé depuis 5 ans sur la ferme familiale et aujourd'hui âgé de 35 ans, il a repris l'activité de ses parents dans une volonté de la transformer, s'insérant dans le modèle des « reprises sans reproductions »²⁷⁴. A son arrivée, il lance en effet un atelier maraîchage en bio, tout en développant une activité en polyculture-élevage plus classique et en conventionnel. Son choix de passer en bio est surtout motivé par la vente directe (facilitée avec une production bio), permettant de développer du lien social fort avec les consommateur-ice-s. C'est donc plutôt un outil de proximité qu'une décision idéologique ou politique.

Sa socialisation à l'agriculture est d'abord familiale, puisque ses parents étaient dans le métier, et qu'il y a été familiarisé dès l'enfance. Mais avant de reprendre la ferme, il est passé par des études d'ingénieur agronome, puis a travaillé dans le social et plus spécifiquement au sein de l'association Emmaüs, où il œuvre à la réinsertion des détenu-e-s. Son attachement à l'aspect social du métier agricole a donc été fortement influencé par son parcours professionnel riche et éclectique, durant lequel il a parfois pu se rapprocher de l'agriculture. Il explique effectivement que son travail comme encadrant maraîcher lui a permis de découvrir les AMAP et la vente directe. Son entrée dans l'agriculture s'est faite avec un idéal très fort, duquel ont découlé nombre de désillusions du fait de contraintes économiques et structurelles au métier (les revenus, la pluri activité très chronophage, la demande en baisse...).

²⁷³ Dubuisson-Quellier, Jean-Baptiste Comby & Sophie. "Vers une politisation des mobilisations écologiques ?" *La Vie des idées*, May 23, 2023.

²⁷⁴ Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d., p.33.

Sa posture sur le plan syndical et politique est différente de celle des autres enquêté-e-s : il se distingue par une grande défiance vis-à-vis des divisions syndicales actuelles, des mobilisations récentes comme à Sainte-Soline :

« Je n'ai pas pris de position là-dessus [sur Sainte-Soline]. Non. [...] Moi, je le vois avec le maraîchage, bio, j'ai besoin d'un stockage de minimum 100 000 litres pour faire mon année. Et avec les sécheresses qui arrivent, j'aurais besoin de ce stockage-là. Donc après, je comprends que ceux qui sont un peu plus gros que moi, ils stressent et qu'ils donnent leur stockage pour sécuriser leur emploi. Sinon, ils arrêtent le métier. Maintenant, comment on fait pour le partage de tout le monde ?

En tout cas, je ne suis pas sûr que c'est en se tapant les uns contre les autres que ça va marcher. »

En effet, cet extrait d'entretien révèle une hostilité à l'aspect conflictuel des mobilisations, en l'occurrence de Sainte-Soline ici. Ce désaccord, il l'exprime non seulement pour des mouvements spécifiques, mais aussi plus généralement vis-à-vis des syndicats agricoles :

*« **Raphael** : Je suis autant proche de la FNSEA que de la Coordination rurale, que de la Confédération Paysanne. Pour moi, c'est des divisions qui ne servent à rien et qui nous font chier plus qu'autre chose.*

***Maïra** : Dans quel sens du coup ?*

***Raphael** : On va plutôt taper les uns contre les autres, plutôt que de taper où ça ne va pas. »*

*« **Raphael** : Ça ne sert à rien. Parce que toutes les manif's, elles ne servent à rien. Tu ne sais pas.*

***Maïra** : Les manif's, pour toi, ce n'est pas un moyen d'action ?*

***Raphael** : Non, mais en tout cas, que ce soit les manif's Conf, les manif's FNSEA, les manif's CR, il n'y a pas grand-chose qui bouge. À un moment, je ne sais pas, à part ce... Mais bon, il ne faut pas se rassembler parce que les identités, elles sont... Les identités, elles sont hyper intéressantes dans le monde agricole. Maintenant, il faut que les identités, elles ne fassent pas s'opposer, mais puissent réussir à... à faire que le métier est reconnu pour ce qu'il est. Parce que les agriculteurs dans le monde classique disparaissent, parce que les fermes agricoles vachement moyennes, elles sont en crise. Et de l'autre côté, sur 5 maraîchers bio ou mini-fermes bio qui s'installent, il y en a 4 qui disparaissent, il y en a 4 qui tiennent les 5 ans. Donc, il y a deux crises. Et deux mondes sont en crise. Maintenant, comment on fait ? Du coup, tout le monde crève la dalle. Je suis trop émotif et à chaque fois que je vais au repas*

de la santé de l'eau avec les habitants, il y a toujours des gens qui pleurent. Il y a deux côtés en fait, je vois des larmes. »

Cette posture de rejet quant aux mobilisations collectives (plutôt radicale) témoigne d'un scepticisme sur les méthodes employées. Pour lui, l'avenir de l'agriculture se joue plutôt sur sa capacité à fédérer plutôt qu'à s'opposer et à repenser la coopération entre producteur-ice-s et consommateur-ice-s.

De son côté, Corentin manifeste un espoir faible quant à la possibilité de réussite des mouvements de lutte directe :

« C'est important. C'est bien de se mobiliser. Après, quand on voit par exemple sur l'A69, je pense qu'à la fin, ça va se faire. Par exemple, même là, l'État, il veut continuer malgré les décisions de justice. Il va faire appel, il va pouvoir continuer les travaux en attendant les décisions de justice. Enfin, c'est bien, mais c'est être dans la réaction. À la fin, le logiciel qui produit toutes ces démarches-là, que ce soit les méga bassines, que ce soit les autoroutes, tant qu'il sera là, on ne s'en sortira pas. »²⁷⁵

Il ne vient pas critiquer l'existence des mobilisations mais remettre en question leur utilité et semble préférer d'autres formes de résistances, plutôt axées sur la création d'alternatives et sur l'attente d'un changement chez les décideur-euse-s aux résistances directes. C'est donc plutôt parce qu'il ne conçoit pas la portée efficace de mouvements de ce type qu'il ne souhaite pas s'y engager, ce qui ne l'empêche pas fondamentalement de les soutenir.

²⁷⁵ Entretien avec Corentin

Finalement, ce chapitre a permis de mieux comprendre les dynamiques des résistances contestataires, conflictuelles dans la région mais aussi la perception qu'en ont les enquêté-e-s. Ces vingt dernières années, de nombreuses luttes locales ont été mobilisatrices dans la région, avec des actes de désobéissance civile comme le fauchage des champs OGM par les faucheurs volontaires, les occupations ou encore les dits « vols en réunion » en protestation au système agro-industriel. La plupart ont découlé sur des procès médiatiques, réutilisés par le mouvement pour visibiliser les causes défendues et légitimer les actions. Des formes plus institutionnalisées de protestations ont eu lieu – sans qu'elles soient moins réprimées pour autant – comme les manifestations en soutien aux maraîcher-e-s ayant subi des dommages à la suite de la tempête Eunice, ou encore le déploiement de banderoles devant des figures de l'agriculture industrielle. Des combats émergents comme celui contre le Canal Seine Nord Europe tendent à mobiliser également peu à peu. Les luttes régionales et nationales semblent globalement susciter l'adhésion des enquêté-e-s. Cependant, la moitié d'entre eux fait preuve de points de vue ambivalents : la plupart soutiennent les luttes directes menées mais n'y prendraient pas part, dans un souci de désaccord politique sur des points précis, de manque de temps ou encore de conceptions de la résistance au système en place différentes.

Cette seconde grande partie a justement permis de faire état des différentes formes de résistances qui peuvent se développer dans le cadre rural actuel de la région des HDF. Depuis les aspirations des personnes enquêtées sur des leviers d'action institutionnels comme à l'échelle européenne, ou par le biais des élections agricoles, au développement du monde associatif comme facteur de développement d'alternatives paysannes, en passant par des mobilisations plus conflictuelles, les moyens de résistances sont variés. La place du milieu associatif dans la région et plus globalement du réseau paysan constitue un réel soutien qui apparaît chez toutes les enquêté-e-s comme nécessaire à la survivance d'autres manières de produire et de faire de l'agriculture. C'est justement par les formations, l'apprentissage collectif, les transmissions de savoirs que se créent des résistances locales qui offrent à voir des alternatives. Celles-ci sont donc couplées d'une présence syndicale favorable aux paysan-ne-s : bien que la Confédération paysanne ne soit pas en majorité dans la région, elle a largement participé à des actions de résistance directe notamment à l'encontre de « méga-projets », tout en apportant une visibilité plus institutionnelle dans l'arène électorale et régionale.

Conclusion

Finalement, cette étude a permis de comprendre comment se profilent des formes de résistances dans la région des Hauts-de-France – très marquée par une agriculture productiviste majoritaire et favorable au modèle agricole en place – par des paysan-ne-s aux trajectoires variées. Justement, l'analyse de ces parcours a permis de comprendre que la typologisation des enquêté-e-s est difficile à établir selon la génération, le mode de production ou l'arrivée récente dans le monde agricole. En effet, il est rapidement apparu que c'est la perception de l'activité paysanne comme créatrice de lien social, de préservation de l'environnement ou encore de résistance en elle-même qui s'est dessinée comme point commun à toutes les personnes interrogées. Plusieurs d'entre eux conçoivent effectivement que la pratique de l'agriculture paysanne constitue en elle-même une manière de résister en ce qu'elle présente une façon alternative de cultiver la terre et de nourrir un territoire. Elle crée en cela un imaginaire différent de celui proposé par l'agriculture conventionnelle, souvent basé sur une perspective de rendement et d'efficacité, dans lequel les enquêté-e-s ne se retrouvent pas. Cependant, cela ne signifie pas qu'ils condamnent et s'opposent frontalement aux agriculteur-ice-s, d'abord puisque deux d'entre eux produisent en conventionnel mais également parce qu'ils reconnaissent une proximité des expériences et surtout des difficultés. Comme expliqué au tout début de cette étude, la dichotomie souvent établie entre agriculteur-ice et paysan-ne est trop simpliste en ce que nombre d'entre eux se situent à la croisée de ces deux manières de pratiquer le métier.

En effet, y compris lorsqu'ils sont insérés dans le modèle conventionnel, des formes de résistances peuvent exister. Ce mémoire a permis de mettre en lumière la place centrale pour nombre des personnes interrogé-e-s des actions individuelles, comme la sensibilisation à la consommation durable ou le passage par l'éducation pour impacter au long terme les pratiques des individus et ainsi, la société tout entière. Les biais institutionnels – élections agricoles, attentes d'un changement dans les politiques agricoles nationales ou européennes – semblent cependant susciter le défaitisme des enquêté-e-s, qui peuvent attendre beaucoup de la part des instances de pouvoirs, sans pour autant croire en des changements venant de celles-ci. Le syndicalisme reste toutefois un élément central, avec la Confédération paysanne surtout et ses revendications pour un modèle plus paysan et durable. Son succès électoral reste cependant moindre dans les Hauts-de-France, ce qui à nouveau laisse peu d'espoir en cette modalité d'action et mobilise assez peu les paysan-ne-s, ce qui suscite cependant l'inquiétude de certaines des personnes interrogées.

Toutefois, le monde associatif apparaît comme très développé dans la région, porteur de formations, de transmission et de soutien pour les paysan-ne-s. En effet, les associations bien implantées comme Terre de Liens, Initiatives Paysannes ou Bio Hauts-de-France permettent la création de réseaux nombreux, favorisant solidarité et entraide notamment pour les femmes paysannes qui luttent toujours pour faire leur place dans le milieu toujours majoritairement masculin. De plus, elles favorisent la transmission des savoirs, des pratiques, et ainsi l'autonomisation des pratiques paysannes vis-à-vis du système agricole conventionnel, à l'image de l'Atelier paysan, qui forme à l'auto-fabrication de machines, dans une résistance active contre le machinisme agricole et contre l'accaparement des moyens de production et des savoirs. D'autres ont une place clé dans la lutte contre l'appropriation des terres par des firmes et contre l'augmentation de leurs prix – du fait de la spéculation foncière – en aidant les nouveaux-elles arrivant-e-s à s'installer pour des coûts raisonnables. Le réseau associatif propose donc des alternatives concrètes en faveur de l'agriculture paysanne, s'inscrivant dans une volonté de résistance claire au productivisme en place.

Mais qu'en est-il alors des luttes « directes », frontales ou conflictuelles ? La plupart des personnes enquêtée-e-s affichent un soutien clair aux mobilisations récentes ayant eu lieu au niveau national, ou dans d'autres régions, généralement sous l'argument d'une nécessité de créer un rapport de force et montrer au grand jour une colère bien présente. Dans les Hauts-de-France, les témoignages d'enquêtée-e-s ont permis de saisir quelles formes de résistances se sont développées au cours des dernières années et depuis le début des années 2000. Plusieurs modes d'actions ont été utilisés, mais ne sont pas spécifiques à la région puisque souvent partis d'un mouvement national. D'un côté le sabotage, avec le fauchage de champs OGM au début des années 2000 pour protester contre leur introduction. D'un autre, les actions symboliques fortes, comme le vol de palettes de lait chez Nestlé pour contester l'impact de l'agro-industrie sur la précarisation des petit-e-s agriculteur-ice-s ou paysan-ne-s. Également, des manifestations et rassemblements se sont tenus pour tenir tête à des représentant-e-s de firmes agricoles, ou encore pour demander des droits d'indemnités après la tempête Eunice.

Ainsi, nombre d'actions de résistances ont été menées, de l'échelle individuelle aux actions collectives plus radicales, en passant par l'associatif et donc, par le collectif et le réseau, ces stratégies sont nombreuses et développées, bien que parfois silencieuses au grand public. Dans la plupart des témoignages, il semble qu'un élément central de ces résistances soit la convergence des luttes observée et espérée par les personnes enquêtées. La proximité

des luttes paysannes avec celles de militant-e-s écologistes n'est pas nouvelle, mais le rapprochement aux luttes urbaines semble croissant, à l'image de l'hétérogénéité des personnes présentes sur des mobilisations comme celles de Saintes-Soline, où nombre de militant-e-s de villes se sont déplacer pour faire front commun. De fait, cet aspect pourrait justement être sujet à une prolongation de l'étude ici présente, pour mieux comprendre l'accroissement de ces liens et surtout la manière dont ils permettent ou favorisent l'émergence de résistances sous des formes nouvelles tout en suscitant la désapprobation de certain-e-s paysan-ne-s.

Bibliographie

Ouvrages

Dedieu, Benoît. *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*. Profil. Les Ulis: EDP sciences, 2015.

Deleage, Estelle. "Agricultures a lepreuve de la modernisation," 2019.

Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. *Sociologie des mondes agricoles*. Collection U. Paris: A. Colin, 2013.

L'Atelier paysan, *Reprendre la terre aux machines – Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, le Seuil, 2014.

Percheron, Annick, Nonna Mayer, and Anne Muxel. *La socialisation politique*. Collection U. Paris: A. Colin, 1993.

Scott, James C. "*Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*," 1985

Thivet, Delphine. *Dynamiques des agricultures biologiques*. Éditions Quæ, 2014.

Articles

Agrikoliansky, Éric. "Chapitre 6 - Les « carrières militantes »: Portée et limites d'un concept narratif." In *Sociologie plurielle des comportements politiques*, 167–92. Presses de Sciences Po, 2017.

Barral, Pierre. "Note historique sur l'emploi du terme « paysan »." *Études rurales* 21, no. 1 (1966): 72–80.

Berrué, David, Anthony Cortez, and Sébastien Leurquin. "Le mouvement climat au risque du sabotage." *Alternatives Non-Violentes* 211, no. 2 (June 17, 2024): 21–23.

Blanc, Julien. "Construire l'alternative agro-alimentaire : Ressorts sociaux et politiques du déploiement des AMAP en Île-de-France." *Noroi. Environnement, aménagement, société*, no. 224 (September 30, 2012): 21–34.

Bono, Pierre-Henri, and François Purseigle. "Agriculture, de quelles colères et attentes es-tu le nom ?," n.d.

Bono, Pierre-Henri, and François Purseigle. "Colères agricoles." *Esprit*, no. 11 (December 11, 2024): 41–50.

Bouffaron, Sylvine. "Désarmer pour protéger le vivant." *Alternatives Non-Violentes* 211, no. 2 (June 17, 2024): 10–12.

Bozon, Michel. "Chapitre III. Lieux publics et groupes sociaux." In *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province : La mise en scène des différences*, 73–99. Hors collection. Lyon: Presses universitaires de Lyon, 1984.

Bréchon, Pierre. "Valeurs de gauche, valeurs de droite et identités religieuses en Europe." *Revue française de sociologie* 47, no. 4 (2006): 725–53.

Calame, Matthieu. "Crise des agriculteurs : un bilan." *Esprit*, no. 3 (March 22, 2024): 23–26.

- Caplat, Jacques. "Paradoxes de l'agriculture biologique en France." *Écologie & Politique* 31, no. 2 (2005): 91–93.
- Catteau, Magali. "La crise de l'agriculture biologique : jusqu'où ?" *Paysans & société* 401, no. 5 (September 25, 2023): 39–46.
- Chevron Villette, Gabrielle de, and Michaël Pouzenc. "Vivre en écolieu, vivre en collectif à la campagne : faire dans, faire avec, faire pour un territoire ?" *EchoGéo*, no. 69 (November 29, 2024).
- Clerc, Fabrice, and François Jarrige. "L'Atelier Paysan ou les Low-Tech au service de la souveraineté technologique des paysans." *La Pensée écologique* 5, no. 1 (2020): 3–3.
- Codaccioni, Vanessa. "Empêcher, dépolitiser, punir : le triptyque de la répression politique." *Savoir/Agir* 55, no. 1 (April 20, 2021): 49–56.
- Cordellier, Serge. "L'émergence de groupes promouvant des systèmes de production « différents »." *Pour 196197*, no. 1 (2008): 220–29.
- Cuvelier, Alice. "Sainte-Soline: Repenser notre rapport à l'eau." *Multitudes* 91, no. 2 (June 26, 2023): 19–28.
- Deléage, Estelle. "Les paysans dans la modernité." *Revue Française de Socio-Économie* 9, no. 1 (May 2, 2012): 117–31.
- Deléage, Estelle. "Paysans malgré tout !" *Écologie & Politique* 31, no. 2 (2005): 13–23.
- Deléage, Estelle. "Retour à la terre : entre promesses et contradictions." *Écologie & Politique* 57, no. 2 (December 12, 2018): 39–49.
- Dubuisson-Quellier, Jean-Baptiste Comby & Sophie. "Vers une politisation des mobilisations écologiques ?" *La Vie des idées*, May 23, 2023.
- Dubuisson-Quellier, Sophie. "Peut-on s'engager par sa consommation ?" In *Écologies*, 435–42. La Découverte, 2023.
- Dupont, Yves. "Pourquoi faut-il pleurer les paysans ?" *Écologie & Politique* 31, no. 2 (2005): 25–40.
- Galliano, Danielle, Benoît Lallau, and Jean-Marc Touzard. "Coexistences et transitions dans l'agriculture." *Revue Française de Socio-Économie* 18, no. 1 (April 27, 2017): 23–30.
- Gervais, Mathieu. "Le paysan dans l'imaginaire écologique : l'utopie rustique d'Henri Mendras." *Revue du MAUSS* 42, no. 2 (December 16, 2013): 339–53.
- Guimont, Clémence, and Bruno Villalba. "L'espace politique agricole français (1945-2015)." In *Les mutations récentes du foncier et des agricultures en Europe*, edited by Gérard Chouquer and Marie-Claude Maurel, 53–74. Les Cahiers de la MSHE Ledoux. Besançon: Presses universitaires de Franche-Comté, 2018.
- Hérault-Fournier, Catherine, Aurélie Merle, and Anne Hélène Prigent-Simonin. "Comment les consommateurs perçoivent-ils la proximité à l'égard d'un circuit court alimentaire ?" *Management & Avenir* 53, no. 3 (June 1, 2012): 16–33.
- Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. "Le problème agricole français." *Études*, no. 7 (June 29, 2022): 47–60.
- Hervieu, Bertrand, and François Purseigle. "Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation." *Études rurales*, no. 183 (September 24, 2009): 177–200.
- Hervieu, Bertrand, François Purseigle, and Antoine de Ravignan. "Les agriculteurs font-ils encore l'agriculture ?" *Alternatives Économiques* 431, no. 2 (March 2, 2023): 62–65.

Kressmann, Gil. "Un marché bio en crise profonde." *Paysans & société* 393, no. 3 (June 13, 2022): 34–40.

Lamy, Jérôme. "Le grand remembrement: La sociologie des savoirs ruraux depuis les années 1950." *Zilsel* 1, no. 1 (February 15, 2017): 263–91.

"Les usages urbains de l'espace rural : du moyen de production au lieu de récréation." *Revue française de sociologie* 21, no. 1 (1980): 97–119.

Lipietz, Alain, Céline Marty, and Fabrice Flipo. "L'autonomie au cœur de la revendication écologiste." *Bifurcation/s* 1, no. 1 (2024): 103–17.

Lombard, Pascal, and Adrien Baysse-Lainé. "Terre de Liens, un levier foncier militant au service d'un projet politique pour l'agriculture." *Économie rurale* 369, no. 3 (October 3, 2019): 83–101.

Loveluck, William. "La pratique du pas-de-porte en agriculture ou la surévaluation du capital d'exploitation : Frein à l'installation agricole dans les régions de fermage en France ? L'exemple du Nord-Pas de Calais." *Pour* 220, no. 4 (2013): 111–17.

Lynch, Édouard. "Détruire pour exister : les grèves du lait en France (1964, 1972 et 2009)." *Politix* 103, no. 3 (2013): 99–124.

Mailleux Sant'Ana, Sarah. "James C. Scott, Weapons of the weak. Everyday Forms of Peasant Resistance." *Variations. Revue internationale de théorie critique*, no. 9/10 (June 1, 2007): 153–56.

McAdam, Doug, Sidney Tarrow, and Charles Tilly. "Dynamics of Contention," n.d.

Mendras, Henri. "La fin des paysans: Vingt ans après." *EcoRev'* 47, no. 1 (May 10, 2019): 101–4.

Meyer, Morgan. "L'Atelier Paysan, Reprendre la terre aux machines. Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire." *Revue d'anthropologie des connaissances* 16, no. 4 (December 1, 2022).

Mollinga, Peter. "The New Peasantries. Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization – By Jan Douwe van Der Ploeg." *Journal of Agrarian Change* 11 (October 1, 2011).

Neveu, Érik. "I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ?" *Repères* 6 (January 27, 2015): 5–26.

Noël, Julien, Christine Margetic, Florence Lanzi, Thomas Dogot, and Kevin Maréchal. "De l'importance des structures collectives territorialisées pour consolider la viabilité des circuits alimentaires de proximité." *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, no. Vol. 12, n°1 (May 26, 2021).

Paranthoën, Jean-Baptiste. "Déplacement social et entrées en agriculture: Carrières croisées de deux jeunes urbains devenus maraîchers." *Sociétés contemporaines* 96, no. 4 (2014): 51–76.

Penissat, Étienne. "Occupations de locaux." In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 386–93. Presses de Sciences Po, 2009.

Poupin, Christine. "Les luttes écosociales en France." *Actuel Marx* 76, no. 2 (December 18, 2024): 65–76.

Purseigle, François. "Une agriculture sans agriculteurs. La révolution indicible," n.d.

Purseigle, François, Guilhem Anzalone, Geneviève Nguyen, and Bertrand Hervieu. "Des entreprises agricoles « aux allures de firme »*." In *Les mutations récentes du foncier et des*

agricultures en Europe, edited by Gérard Chouquer and Marie-Claude Maurel, 165–90. Presses universitaires de Franche-Comté, 2018.

Raymond, Antoine Bernard de, and Gilles Tétart. “Destructions d’OGM et désobéissance civique.” *Revue des sciences sociales*, no. 61 (May 20, 2019): 16–25.

Rieu, Annie, and Sabrina Dahache. “S’installer comme agricultrice : sur la socialisation et la formation sexuée en agriculture.” *Revue d’Études en Agriculture et Environnement* 88, no. 3 (2008): 71–94.

Roullaud, Élise. “Luttes paysannes dans les années 68: Remise en cause d’un ordre social local.” *Agone* 51, no. 2 (2013): 26–49.

Sawicki, Frédéric, and Johanna Siméant. “Décloisonner La Sociologie de l’engagement Militant. Note Critique Sur Quelques Tendances Récentes Des Travaux Français.” *Sociologie Du Travail* 51, no. 1 (January 1, 2009): 97–125.

Sencébé, Yannick. “La Safer : De l’outil de modernisation agricole à l’agent polyvalent du foncier : hybridation et fragmentation d’une institution.” *Terrains & travaux* 20, no. 1 (May 23, 2012): 105–20.

Sénéchal, Gaspard. “Devenir berger pour rester anarchiste ? : Conditions de maintien dans le temps d’un engagement militant dans et par le travail agricole.” *Politix* 147, no. 3 (2024): 155–77.

Toublant, Damien. “Micro-fermes et territoire: émergence d’un modèle de petites fermes agroécologiques et paysannes en France,” n.d.

Vernier, Timothée. “L’espace-test agricole, pour apprendre à être paysan·ne.” *Silence* 510, no. 5 (2022): 34–36.

Pages web

AdmHdF. “☙ Eunice, la tempête de trop pour le maraîchage en Hauts-de-France 🤖.” *AMAP HDF* (blog). Accessed May 10, 2025. <https://www.amap-hdf.org/eunice-la-tempete-de-trop-pour-le-maraichage-en-hauts-de-france/>.

“AMAP : Découvrir.” *AMAP HDF* (blog). Accessed May 9, 2025. <https://www.amap-hdf.org/amap-decouvrir/>.

Chambres d’agriculture. “Qu’est-ce que le statut du fermage ?,” April 24, 2025. <https://hautsdefrance-sinstallertransmettreenagriculture.fr/actualites-du-pait/detail-de-lactualite/actualites/quest-ce-que-le-statut-du-fermage/>.

L’Atelier Paysan. “L’Atelier Paysan.” Accessed May 8, 2025. <https://www.latelierpaysan.org/Qui-sommes-nous>.

Le Comptoir des éleveurs. “Décryptage des syndicats agricoles français : missions, fonctionnement et influence.” Accessed May 7, 2025. <https://www.comptoir-des-eleveurs.com/articles/0093abde-8dce-ef11-88cf-6045bd954b8d/decryptage-des-syndicats-agricoles-francais-missions-fonctionnement-et-influence>.

“Les Agriculteurs : De Moins En Moins Nombreux et de plus En plus d’hommes - Insee Focus - 212.” Accessed January 22, 2025. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4806717>.

“Projet de Serre Tropicalia : Le Financement Est Bouclé - Ici.” Accessed May 11, 2025. <https://www.francebleu.fr/infos/environnement/projet-de-serre-tropicalia-le-financement-est-boucle-8839821>.

Reporterre. “A69 : le gouvernement demande la reprise immédiate des travaux.” Reporterre, le média de l’écologie - Indépendant et en accès libre, March 7, 2025. <https://reporterre.net/A69-le-gouvernement-demande-la-reprise-immediate-des-travaux>.

Reporterre, “Tout savoir sur la ferme-usine des Mille vaches si vous avez loupé les épisodes précédents.” Reporterre, le média de l’écologie - Indépendant et en accès libre, October 28, 2014. <https://reporterre.net/Tout-savoir-sur-la-ferme-usine-des>.

“Résultats Des Élections 2025 - Chambre d’agriculture France.” Accessed February 10, 2025. <https://chambres-agriculture.fr/le-reseau-chambres/qui-sommes-nous/elections-2025-des-chambres-dagriculture/resultats-des-elections-2025>.

Terre de Liens. “Préserver les terres agricoles.” Accessed May 8, 2025. <https://terredeliens.org/national/protéger-les-terres-agricoles/>.

Terre-net. “Tous les résultats des élections chambres d’agriculture 2019.” Accessed January 24, 2025. <https://www.terre-net.fr/elections-chambres/article/145038/participation-historiquement-faible-statu-quo-syndical-l-essentiel-a-retenir>.

Vert. “Proximité avec l’État, réseaux militants, budget... pourquoi la FNSEA est-elle le plus puissant des syndicats agricoles ?,” February 12, 2025. <https://vert.eco/articles/proximite-avec-letat-reseaux-militants-budget-pourquoi-la-fnsea-est-elle-le-plus-puissant-des-syndicats-agricoles>.

Annexe

Entretien avec Emilie :

Emilie : C'est comme ça, il ne faut pas hésiter à faire marcher les réseaux et à en parler.

Maïra : Oui, carrément.

Emilie : Je vais poser la question à ceux que tu as pu interroger.

Maïra : Oui, en général, je demande. Du coup, si tu es prête, on peut peut-être commencer.

Emilie : Oui, si tu veux.

Maïra : Super. Est-ce que tu peux te présenter un peu globalement ce que tu fais ?

Emilie : Ok. Du coup, moi, c'est Emilie. Je suis maraîchère depuis 2016. Maraîchage petite surface. J'ai commencé non bio et je me suis convertie au bio, même si toutes mes pratiques étaient bio en 2019, je crois. Et j'ai déménagé en 2021, on va dire. J'ai dû changer de lieu.

Maïra : Ah, ok.

Emilie : J'ai bien des productions sur l'année 2020 à 2021.

Maïra : Ok, d'accord. Parce que du coup, tu étais où avant ?

Emilie : Avant, du coup, j'étais à... À la Flamandie, dans le 02, au nord Picardie.

Maïra : Ok.

Emilie : À 10km, au sud de là où je suis, vers la Capel.

Maïra : Ok.

Emilie : Et maintenant, à Foyon, donc dans l'Avesnois, juste la frontière avant la Picardie. Ouais.

Maïra : Ok, ok, ok. Et du coup, tu fais ça depuis 2016, c'est ça ?

Emilie : Ouais. Aussi, pour préciser sur mes cultures, je fais principalement des légumes, donc, légumes plein champ, j'ai des fruits, petits fruits. Et j'ai des vergers familiaux avec des fruitiers, principalement des prunes.

Maïra : Ok.

Emilie : Des fruitiers, principalement de pommes, prunes. Et moi, j'ai planté aussi des arbres.

Maïra : Ok. Ok, ça marche. Et tu fais ça toute seule ou t'es avec...

Emilie : Du coup, je suis toute seule. Avec, au début, beaucoup de wooffeurs et beaucoup d'aides amis, famille. Et depuis deux ans, j'ai un compagnon qui m'aide beaucoup. Donc, ça change un peu le rythme. J'accueille moins de wooffeur, mais j'ai toujours de l'aide. Ouais.

Maïra : Ok, d'accord.

Emilie : Mais bon, je suis la porteuse du projet, un cerveau deux bras.

Maïra : Ok, ça marche, je vois. Et du coup, avant, tu faisais quoi, avant de faire ça ?

Emilie : Ouais. Avant, moi, je voulais tout faire sauf rester en campagne. Donc, je suis allée sur Lille pour, à la base, je voulais faire éducatrice spécialisée.

Maïra : Ok.

Emilie : Avec le but de, ouais, je sais pas, soigner les gens ou semer des graines dans les têtes des gens pour changer le monde. Et puis, je me suis rendu compte que c'était pas si facile et que c'était... Enfin, l'humain, ouais, c'est... C'est pas pour moi. Donc, je me suis rabattue sur une licence en géographie. Ça s'appelle Sciences humaines et sociales à Lille.

Maïra : Ouais, ok.

Emilie : Et puis, en plus, c'est géographie. Donc, c'est aménagement du territoire. C'est de la cartographie, c'est tout ça. C'est super vague. Enfin, super poly, poly disciplinaire. Enfin, et ça m'a plu. Et puis, je me suis dit, bah, voilà. Je vais pouvoir agir sur des territoires avec des idées de préservation d'environnement, de tourisme vert, de... Aussi, un lien rural-urbain. Ça m'intéressait beaucoup.

Maïra : Ok.

Emilie : Je suis restée dans cette essence. Puis, j'ai fait le master. Et en fait, je me suis rendu compte que travailler pour des politiques et des budgets, ça allait pas trop me plaire.

Maïra : Ok.

Emilie : Mais je savais pas trop. Je suis partie en voyage pendant un an via le Woofing. À la base, c'était pour apprendre l'italien. Puis, être dans des fermes. Et en fait, ça m'a... Ouais, ça m'a fait réaliser qu'à l'échelle d'une ferme, à l'échelle d'un territoire, il y avait moyen de faire réseau, de faire activité économique locale, de faire lien, de promouvoir des valeurs, de moi, de travailler dehors, d'être à son compte. Enfin, voilà. Il y avait plein de choses qui vibraient pour moi. Donc, je me suis dit, tiens, pourquoi pas se lancer.

Maïra : Ok.

Emilie : Donc, je suis revenue de ce voyage en automne 2014. Au printemps 2015, j'avais l'idée de m'installer avec mon père, qui lui tendait vers la retraite.

Maïra : Ok.

Emilie : On a bossé une semaine, mais c'était pas possible. Du coup, moi, j'ai encore roulé ma bosse pendant un an à voyager, à faire des petits boulots, tout ça. Et un an après, mon père est tombé malade. Il est rentré à l'hôpital. Il m'a appelé pour... Pour prendre soin de la ferme. Parce que lui, il faisait un petit peu ça. Un petit peu de maraîchage, mais il avait surtout des animaux.

Maïra : Ok.

Emilie : En format très paysan. Et du coup, je suis revenue à la ferme. Et puis, j'avais un ami qui était en train de passer son diplôme en maraîchage, qui m'a bien épaulée. Et je me suis dit, de toute façon, le temps de gérer les paperasses de mon père, je vais être là. J'avais pas de boulot. J'avais rien qui me retenait. Bon, je vais être là. Donc, j'ai bidouillé pendant un an. Et puis, je me suis dit, bon, bah, allez, je me lance dans la deuxième année. Et puis, voilà.

Maïra : Ok. Donc, en fait, au début, oui, t'étais sur la ferme de ton père.

Emilie : Du coup, c'était la ferme où j'ai grandi. Ouais. Mon père vivait où il faisait une petite agriculture, voilà, très subsidiaire, on va dire.

Maïra : Comment ça ?

Emilie : Bah, mon père, il vivait principalement de la coupe de bois et il louait deux maisons.

Maïra : Ok.

Emilie : Donc, bon, on va dire qu'il avait un fixe. Mais mon père, sa passion et son plaisir, c'était de rencontrer les gens, de discuter, d'échanger. Et je pense que pour lui, le marché, il avait deux marchés par semaine, c'était l'occasion avec les gens d'échanger, de semer des graines. Pour moi aussi, c'était un peu comme ça, c'était un petit côté militant, paysan. Donc il avait trois vaches qu'il trayait à la main, il faisait un petit peu de fromage, il avait un petit peu de bois, il faisait de la volaille de chair, il avait un peu de poule, il vendait des œufs et puis il faisait son jardin comme il pouvait, voilà quoi.

Maïra : Ok et du coup il y avait un aspect militant tu dis dans... enfin quand tu dis qu'il voulait semer des graines en parlant aux gens c'était du coup en la faveur de quoi ? Genre de quelle... plutôt de quelle idée ?

Emilie : Bah mon père il aimait dire que c'était le plus petit paysan de Tirage. C'était le territoire où j'ai commencé. Il aimait bien ça et il avait... Ah ouais il avait un sacré côté militant... à sa mode. Parce que pour lui il disait toujours nous petits paysans on veut nous exterminer. Ouais parce que l'histoire de mon père du coup c'est que je pense qu'il aurait aimé s'installer mais il n'a pas été aidé par ses parents. Il a eu une maîtrise de travaux agricoles, il a fait un petit prêt pour acheter un tracteur et il dit « mais c'est la connerie de ma vie ». Parce qu'il s'est senti esclave du remboursage. Donc en fait mon père il a toujours été hors système. Toujours été à contre-courant et quand on est à contre-courant c'est assez difficile parce que déjà il s'est installé sur une ferme où il n'y avait pas de terre. Donc en fait il a fait du squattage de terrains communaux, enfin il faisait de l'entretien en fait. Et la commune était très contente qu'il entretienne les terrains et puis il entretenait des particuliers qui disaient bah tiens là il y a une pâture, bah mon père il allait mettre ses trois vaches et puis enfin c'était comme ça quoi.

Maïra : Ok.

Emilie : Et je pense que parfois il a pris son adhésion à la Conf, mais il n'était pas militant au sens propre. Et aussi un truc important dans la vie de mon père c'est que lui il avait cet idéal de vie un peu en autarcie, petite paysannerie, et de vivre de marché et tranquille sauf que oui c'est ça avec mes parents ils faisaient des fromages qu'ils vendaient sur les marchés et à un moment ils ont des soucis au niveau, enfin contrôle vétérinaire parce qu'on n'était pas aux normes. Parce que la laiterie c'est pas assez aux normes mais en même temps pour que les fromages qu'on faisait on n'allait pas faire des investissements de fou. Donc ouais les contrôles des services vétérinaires c'était assez... C'était assez traumatisant et ouais. Donc mon père voilà il pense que garder les marchés c'était aussi pour sensibiliser là-dessus quoi que petit paysan c'était dur.

Maïra : Ouais ok ok ok je vois. Mais du coup oui il avait vraiment cet attachement au terme genre paysan au sens propre ? Le côté attachement à la terre et à faire les choses soi-même etc. Enfin si j'ai bien compris.

Emilie : Ouais.

Maïra : Et sur une surface pas comment dire, pas gigantesque.

Emilie : Mon père ouais c'était un paysan atypique. Bon et puis il a fait d'autres choses à côté voilà. Mais euh... Mais il y tenait ouais. C'était euh... Ouais « je suis le petit paysan de tirage tu sais. Et on m'emmerde et je suis à contre-courant donc on veut nous exterminer » ...

Maïra : Ouais ok.

Emilie : Et il se distinguait vraiment des gros. Et euh... Et il critiquait euh... Il critiquait la PAC, il critiquait euh... Et après sa mort j'avais rencontré un gars euh... Un paysan qui travaillait pour le coup. Parce que mon père c'était le premier à faire du service de remplacement ici. Donc il a été travailler euh... Dans beaucoup de fermes.

Maïra : Ok.

Emilie : Et des fermes qui ont gros en fait hein. Hum. Enfin parce que le service de remplacement ça devait être dans les années 70. Euh la PAC est arrivée dans les années 90 euh... Voilà donc mon père il a vu grossir toutes les fermes. Et il disait à tout le monde « mais vous faites une connerie. Vous allez vous endetter. Vous faites une connerie. » Et après sa mort j'ai rencontré un gars pour qui il a travaillé. Lui il a installé ses deux garçons. Enfin ses deux garçons euh... Qui sont sur la ferme familiale. Et euh... Qui galèrent et euh... Mon père il a fait raison en fait. Hum. Les gamins euh... Ils dorment quatre heures par nuit. Heureusement qu'ils ont leur père euh... Pour leur faire à manger. Et euh... Voilà.

Maïra : Ouais d'accord.

Emilie : Voilà. Mais mon père c'était très euh... Voilà. Il militait contre ce système euh... capitaliste, agro-industriel.

Maïra : Ok. Et toi t'as grandi là-dedans.

Emilie : J'ai grandi là-dedans du coup. Oui. Forcément.

Maïra : Mais du coup quelle vision t'avais justement du métier... Enfin du fait d'être paysan, paysanne. Comment tu percevais avant de le faire toi-même ? Parce que tu disais t'avais envie de partir de la campagne.

Emilie : Ah oui. Non non moi j'ai très mal vécu. Euh... Le fait euh... Déjà le fait euh... Déjà qu'on ne vive pas euh... Pas pareil que les autres euh... on était dans une maison isolée... Euh... Mon père euh... Voilà il venait nous chercher à l'école. Sur la route de retour il allait faucher euh... De l'herbe pour les chèvres euh... Parfois il y avait des poules dans la voiture. Ou il arrivait avec de... De la paille dans les cheveux. Et moi je n'ai pas toujours bien vécu ça. Alors que... En fait mon père il était super cool et euh... Il venait nous chercher à l'école. C'était le seul euh... À aller parler aux directeurs, aux pions, à aller parler aux profs. Enfin il était super ouvert et euh... Ouais. Et euh... Enfin en vrai c'était super cool et euh... De grandir avec un père comme ça. Mais pour le coup... Ouais il y a le côté euh... Il y a le côté bon mon père il était pas dans les règles. Dans les règles et... Enfin les normes. Mais il y a aussi le fait que... Bah le boulot en soi quoi. Enfin... mon père il nous a pas facilité la vie, c'était fin il fallait pas acheter un tuyau d'arrosage quoi, on pousse tout à la brouette... On vivait dans une maison froide. C'est tout un contexte qui m'a dégoûtée de la vie à la campagne, clairement. Mais grâce au woofing, je me suis rendue compte que campagne, ce n'était pas forcément synonyme de difficile, de dur, de sale, d'inconfortable. Je me suis rendue compte qu'en campagne, on pouvait faire du confort, du propre, on pouvait être bien, on pouvait se faciliter la vie. Oui, parce qu'il avait vraiment poussé jusqu'au bout le truc de... Du coup, forcément, c'est particulier. Il y a un entre-deux possible.

Maïra : Ok, d'accord.

Emilie : Avec mon père, c'était ça. Il fallait en chier.

Maïra : Ok. Et du coup, quand tu...

Emilie : Moi, en tant qu'enfant jeune adulte, j'avais juste envie de repousser ça. Et moi, je rêvais, c'était de vivre en ville. C'était facile d'avoir les pieds propres, d'aller chercher ma baguette à deux minutes à pied. Ça, c'était mon rêve.

Maïra : Oui, ok. Je vois. Mais du coup, tu as dit qu'après le woofing, tu t'es dit, bon, je vais retourner vers ça potentiellement. Et il y avait quoi d'autre qui t'attirait ? Enfin, qui t'a donné envie de faire ce taf-là ? Est-ce qu'il y a d'autres éléments motivateurs ? Enfin, tu disais, il y avait le côté aussi créer une production locale et tout ça.

Emilie : Oui. Moi, je dirais que c'était d'être à son compte, de travailler de ses mains, de faire quelque chose de physique. Oui. Le côté construire un projet sur un territoire. De faire quelque chose avec du sens. De faire du lien en accueillant des woofers ou éventuellement en accueillant mes clients, en semant des graines.

Maïra : Oui.

Emilie : Et après, je me suis rendu compte aussi de l'importance d'être sur les marchés et d'avoir un contact client. De pouvoir dire ce qui se passe à la semaine, ce qui se passe dans le champ. Ou... Enfin, voilà. Pour moi, c'est une manière de faire vivre le territoire. Et de faire un lien entre... Mais ça, j'ai pris conscience qu'il n'y a pas si longtemps que ça que petits paysans, nous, qui sommes accessibles aux consommateurs... Parce que du coup, je vends sur un marché semaine.

Maïra : Ok.

Emilie : En fait, je permets de faire ce lien entre les consommateurs ou des gens qui ne consomment même pas du bio du local. Voilà, je fais ce lien. Et pour moi, ça a beaucoup de sens. Et ça me porte, quoi.

Maïra : Ok. Et tu disais que du coup, tu es passée au bio à un moment.

Emilie : Oui, c'est ça.

Maïra : Et du coup, c'est quoi qui t'a poussée à le faire ?

Emilie : Du coup... Principalement, c'est mon confrère. Qui, du coup, pendant trois ans, il faisait la compta et il me disait, « mais Emilie, je ne comprends pas. Je vois toutes tes factures, tu te fournis chez des fournisseurs bio, mais je ne vois pas ta facture d'éco-cert, quoi. » Et je dis, « ben non, je ne veux pas de label, en fait. Moi, je vais tout bio, je vends directement, je n'ai pas d'intérêt à prendre le label. » Et il m'a dit, « mais quand même, tu passes 3500 euros de crédit d'impôt. » Donc, il dit, rien que pour ça, en fait, fais-le, quoi. Moi, ça me coûte 500 balles par année. Les cinq premières années, bon, je suis passée à côté, finalement, mais je pouvais avoir jusqu'à 80% remboursé par la région. Il dit, « tu touches 3500 euros de crédit d'impôt, fais-le, toi, ça ne te change rien à tes pratiques. » Et puis, en plus de ça, il y a des collègues qui m'ont dit, mais par exemple, parce que moi, du coup, je fais un petit peu d'achat-revente de légumes auprès de collègues qui sont en bio du territoire. Et du coup, il dit, ben Emilie, c'est intéressant, c'est qu'on échange, mais si tu n'es pas en bio, on ne peut pas échanger, quoi. Donc, moi, en gros, j'ai acheté des légumes bio pour revendre non bio, enfin, sans label, et je ne pouvais pas échanger avec mes collègues.

Maïra : Ah oui, d'accord.

Emilie : Donc, c'est ça aussi qui m'a poussé à prendre le label. Et aussi, des collègues qui me disaient, mais Emilie, si tes pratiques sont bio, et pour donner de la visibilité à tes pratiques et les valoriser, ben, prends le label. Parce que, aussi, plus on est à avoir le label, on soutient le label, et du coup, ça donne une visibilité à la bio.

Maïra : Ok.

Emilie : Voilà.

Maïra : Mais, outre... Pardon, vas-y.

Emilie : Ben, c'est pas... Pour moi, le bio, c'est pas le truc idéal et le truc auquel j'adhère le plus. Mais, enfin, c'est pas évident. C'est toute une... C'est toutes des interrogations, quand on parle de bio.

Maïra : Le bio, le label, ou le bio de manière générale ?

Emilie : Le label.

Maïra : Ah, oui, d'accord. Ok. Mais, en soi, le fait de produire de manière bio, ça, tu... Oui, j'imagine, si tu le faisais sans label...

Emilie : C'est ça.

Maïra : Ouais. Mais, du coup quelles valeurs, on va dire, font que t'avais envie de faire ça comme ça ? Et pas d'une manière conventionnelle, par exemple, tu vois ? Et d'utiliser des traitements, etc. ?

Emilie : Bah, déjà... Ouais, enfin, je suis persuadée que mettre des traitements sur un terrain, sur de la vie, c'est nocif, et que... Enfin, je peux pas, en fait. Enfin, je peux pas concevoir d'acheter un produit et de le mettre sur des produits, quoi, que moi, je vais manger et que des consommateurs vont manger, quoi. Ouais. Ouais. De base, je le conçois pas, ouais.

Maïra : En termes de santé, de... Enfin, je sais pas, de conviction...

Emilie : Ouais, santé, environnement... Et puis, après, je dirais que c'est aussi... Économiquement, de soutien, de valeur, de lobby, de tout ça, quoi. C'est... Pour moi, si j'achète un produit chimique, je sais pas, je vais faire du Bayer ou des pro-labos. Enfin, j'adhère pas.

Maïra : Ok. Je vois, je vois. Et du coup, est-ce qu'il y a des difficultés qui sont liées au fait que tu sois en bio ? Enfin, pas le label, mais juste que du coup, tu utilises pas... De produits, que tu sois en petite ferme, tout ça, tout ça. C'est quoi, les difficultés que tu peux avoir ?

Emilie : Euh... Bah, c'est sûr que moi, si j'ai des pucerons, les pucerons, ils font leur vie. Donc, ma plante, elle se développe moins bien, donc j'ai moins de production. Ça, clairement. Au niveau de la gestion. Même si... Oui, parce que ce que j'ai pas dit, c'est que j'ai pas de diplôme agricole.

Maïra : Ok.

Emilie : Moi, je me suis mis dans le jardin de mes parents. En faisant des formats pour après. D'ailleurs, ce week-end, je suis encore en formation. Là, je m'ouvre un petit peu à des pratiques alternatives, justement. Alternatives au traitement chimique et de synthèse, quoi.

Maïra : Ah oui, d'accord, ouais.

Emilie : Faire des bio-fertilisants, des bio-stimulants, des choses à partir de purins, des choses comme ça, quoi. Donc là, j'aimerais bien mettre en place ça. Parce que, j'avoue, je suis un peu à la ramasse de ce côté-là. Oui. En termes de contrôle de maladie. Ouais.

Maïra : T'as pas forcément eu les techniques qui permettent de compenser, on va dire, ouais. Et est-ce qu'il y a d'autres... Il y a d'autres difficultés de manière globale, en vrai, sans parler du bio. C'est quoi les grandes difficultés auxquelles t'es confrontée ?

Emilie : Bah, du coup, je dirais la commercialisation.

Maïra : Ok.

Emilie : Je me dis si c'était une maraîchère, je sais pas, sur 4 hectares, mécanisée, mais déjà, j'aurais plus d'aides de la PAC, enfin, peut-être que c'est à partir de 6 hectares, je sais plus. Hum. Enfin, même si, à partir de... Depuis l'année dernière, on a des aides PAC en tant que petits maraîchers.

Maïra : Ok.

Emilie : Euh, voilà. Mais ça, pareil, c'est parce qu'on s'agglomère, on fait réseau, et y en a qui parlent pour nous au niveau national, au niveau européen. On arrive tout doucement à avoir de la reconnaissance de nos petites activités, quoi.

Maïra : Ouais. Ok.

Emilie : Ouais. Donc, c'est pour ça aussi que c'est important de faire croire et tout ça. Hum. Euh... Ouais, bah, je dirais d'être en petite surface et de faire petit, c'est qu'il faut être poli, polyvalent, pluridisciplinaire, et là, la semaine dernière, j'étais encore en formation, en cours de la communication. Et de la commercialisation, quoi. Hum. Ouais. À l'hôpital, j'ai fait une formation pour faire des belles photos. Hum. Ouais. Mettant un maraîcher, jamais je pensais un jour faire ça. Mais en fait, on en est à ça, quoi. Ouais. Faut gérer, faut être... Faut être partout, quoi. Hum. Ouais.

Maïra : Ok.

Emilie : Faut gérer. C'est une des difficultés qui s'ajoute aux petits paysans. Ouais.

Maïra : Ok. Et c'est quoi pour toi, un peu, une semaine type de travail, enfin, genre, de travail ou de trucs que t'aurais forcément à faire, genre les formations, par exemple ? Ouais.

Emilie : Euh... Je dirais que ça fluctue beaucoup en fonction de la saison. Ouais. Hum... Tu dis une journée ou une semaine ?

Maïra : En vrai, ça peut être une journée, hein.

Emilie : En fait, ma semaine, elle est rythmée... Elle est rythmée par mon marché qui est le samedi matin. Donc, en général, moi j'ai, en fait, mon marché qui est le samedi matin. Hum. Du coup, c'est un peu ce qui cale toute ma semaine, quoi.

Maïra : Ok.

Emilie : Donc, en général, lundi, je fais bureau. Là, je m'en poste à maman. Lundi matin, je fais bureau. Donc, ça veut dire que je fais le bilan de ma semaine précédente. Donc, tout ce que j'ai semé, planté, tout ce que j'ai vendu, etc. Et ce que je vais faire sur ma semaine.

Maïra : Ok.

Emilie : Il va falloir ce que je sers, je plante en fonction de la lune, parce que j'aime bien regarder la lune, je regarde les trucs importants à faire, si j'ai des formations, si j'ai des rendez-vous perso, si, voilà. Donc, lundi après-midi, en général, je rattrape. Et puis, mardi, ça peut être, par exemple, des semis, donc préparation de terre, semis. Mercredi, on va dire, ça va être du désherbage, de l'entretien, voilà. Jeudi, ça va être de la récolte. Vendredi, ça va être préparation de marché, puis des petites récoltes. Et puis, samedi, bonjour de marché, quoi.

Maïra : Ok. Et d'ailleurs, du coup, tu ne vends qu'au marché, tu ne vends pas des grandes surfaces ou quoi que ce soit ?

Emilie : Ouais. Je vends 80% chiffre, c'est marché du samedi matin. Et en parallèle, je fais un petit peu de vente à la ferme sous forme de panier précommandé.

Maïra : Ok.

Emilie : Donc, pareil, le lundi matin, je rédige mon mail qui est envoyé automatiquement le mercredi matin pour donner les disponibilités du moment. Et je suis maintenant un légume par semaine en avant. Donc, pareil, j'ai réfléchi le lundi matin pour en parler au mail, éventuellement faire un petit bit Facebook, enfin tout ça.

Maïra : Ok, je vois. Oui, je reviens sur les difficultés. Est-ce que tu as l'impression qu'il y a des difficultés qui sont liées au fait que le modèle autour, je parle par exemple au niveau de la région, il n'est pas du tout le même que celui que toi, tu adoptes ? Je ne sais pas si tu vois ce que je dis.

Emilie : Oui, parce que du fait que c'est difficile de se distinguer en tant que petite paysanne par rapport au gros, quoi.

Maïra : Oui. Est-ce que tu ressens des... Enfin, pas ressent, mais est-ce que tu vois des problématiques vraiment directement liées à ça ?

Emilie : Je dirais aussi qu'il en faut pour tout le monde. Oui, c'est vrai. Oui, à chaque consommateur. Il peut faire ses choix aussi, en fonction de son éthique, son budget, l'accessibilité, mais non. Du coup, c'est comment on voit la concurrence, en fait ?

Maïra : La concurrence ? Non, mais pas forcément dans le sens de concurrence, mais dans le sens de différence de modèle. Je ne sais pas si tu vois ce que je veux dire. En mode...

Emilie : Oui. Je ne sais pas. Oui, je ne sais pas. Deux... Oui. Je vois. Aussi, en termes de, je pense, approvisionnement. Par exemple, là, pour lancer un bio-fertilisant, je cherchais de la mélasse de betterave.

Maïra : OK.

Emilie : Très bien su. J'ai appelé plein de fournisseurs et, pour le coup, ce n'est pas pour moi. Donc, ce n'est pas évident à trouver.

Maïra : Ah oui, d'accord. Oui, carrément.

Emilie : Et moi, j'ai la chance d'avoir la coopérative Noura Bio à Lille et, du coup, de bénéficier d'un pro-bio qu'il y a cette coopérative-là. Mais, oui, dans certaines régions, je sais que c'est difficile. Je pense au plan aussi. Oui. Moi, j'ai des fournisseurs de plans bio pas loin, mais je sais que je suis d'autres maraîchers via les réseaux ou en temps de formation. Certains sont sur des territoires où il n'y a pas de fournisseurs. Les fournisseurs de plans bio, moi, je suis chez eux. Donc, ils se retrouvent à faire leur... en eux-mêmes, par exemple.

Maïra : Ah oui, d'accord. OK. Mais, du coup, dans la région, grâce au fait qu'il y ait ça, à Lille, ça va, quoi.

Emilie : Oui, mais, du coup, on n'a pas beaucoup de choix. Donc, par exemple, en sorte de... ce n'est pas évident. Oui. Les plants de poireaux, je les cherchais une fois par an à Lille et ils sont produits en Hollande, tu vois.

Maïra : Ah oui, d'accord.

Emilie : Et il y a encore un peu de la patate douce, elle venait d'Israël.

Maïra : Ah oui.

Emilie : Là, ça y est, c'est... change. Mais, oui, les plants de patate douce venaient d'Israël.

Maïra : OK.

Emilie : Bon, là, ça y est, il y a des filières en France qui se sont mises en place en bio et... Mais...

Maïra : OK, d'accord.

Emilie : Oui, il y a des... Je pense à ça, là. Oui. Je ne sais pas si tu penses à un truc en particulier.

Maïra : Ben, non. Non, non, mais en soi, c'est super. Sinon, oui, je voulais te demander, est-ce que, du coup, tu adhères à des orgas associatifs ou de défense de certaines valeurs de lutte ?

Emilie : Oui. Du coup, parce que, oui, quand je suis toute seule, je suis pas mal prise sur la ferme. Et il y a des années, je me suis un peu plus impliquée, mais, ben là, suite au déménagement, surtout, enfin, j'ai fait un... Ça a été difficile, très, très difficile, et je me suis un peu éloignée de tout ça, mais sinon, je prends toujours mes adhésions. Donc, j'ai fait Terre de Liens. Oui. Parce que j'aime bien leur cause, et j'ai des amis qui me font accélérer grâce à Terre de Liens. Et, indirectement, j'ai trouvé, ici, grâce à Terre de Liens.

Maïra : OK.

Emilie : À la Confédération Paysanne, au CIVAM.

Maïra : OK.

Emilie : Donc, j'ai jamais ce que ça veut dire. Je sais pas si t'en as entendu parler.

Maïra : Je crois que j'en ai entendu parler, ouais. Je vérifierai, mais j'ai dû voir ça passer.

Emilie : Du coup, le CIVAM, c'est surtout pour suivre des formations avec eux.

Maïra : Ah oui, OK.

Emilie : Mais, après, ils sont actifs pour donner de la visibilité. Donc, eux, c'est plutôt au circuit court, locaux, en mettant en place des marchés producteurs, tout ça. Et en, du coup, en organisant des formations pour qu'on soit plus efficace sur nos termes.

Maïra : OK.

Emilie : Ensuite, il y a Bio-HDF. Ouais. Donc, là, je dirais que c'est pour formation. Et puis, pareil, donner de la visibilité à ce qu'on fait. Ouais. Et, je dirais, auprès de Bio-HDF, on cherche aussi un accompagnement. Un accompagnement technique qui manque terriblement, je trouve, dans le monde agricole, que ce soit en bio ou pas. Mais, apparemment, là, il y a des choses qui bougent. Donc,

j'espère avoir un peu plus cet accompagnement technique de leur part. Mais, sinon, pareil, avec Bio-HDF, je suis des formations. Là aussi, on est un groupe de maraîchers. On fait une réunion de bilan en fin d'année. Et là, suite à la réunion de bilan, on a fait un petit groupe. On a fait un petit groupe autour de l'engrais vert, là.

Maïra : OK.

Emilie : Pour faire des essais en engrais verts sur l'année 2024, là. Donc, c'est chouette. Et l'année dernière, aussi, on a fait un voyage d'études de deux jours. Enfin, on est partis trois jours, du coup, en Auvergne. Donc, il y a des choses intéressantes avec Bio-HDF. Aussi, ils organisent des tours de plaine. Donc, c'est en formule, fin de journée, on se retrouve sur une ferme, on discute d'un sujet ou pas. On fait le tour du champ. On fait des choses et d'autres sur les points qu'on sent, mais un pas, quoi.

Maïra : OK, OK, OK. Ah oui, j'avais peut-être vu ça sur leur Facebook, ouais. Quand tu disais... Ouais, Initiative Paysanne.

Emilie : Ah oui, oui. D'ailleurs, là, je reçois la semaine prochaine une journée avec eux autour des échecs et réussites pour les nouveaux installés, un truc comme ça.

Maïra : OK.

Emilie : Et du coup, il y a une journée qui va se passer dans le village. Donc, il y aura un tour de plaine pour discuter et puis il y aura un tour de champ dans l'après-midi, quoi. Et avec IP, pareil, c'est formation, beaucoup. Et puis, ils nous représentent. Moi, j'ai été touchée par la tempête Eunice en 2021, 2021, ouais. J'ai eu deux serres qui se sont envolés et en fait, moi, j'ai dû gérer l'urgence. Sauf qu'il y a des gens qui se sont envolés. Il y a des collègues qui se sont allés manifester au nom de tous les sinistrés du Nord-Pas-de-Calais. Je ne sais plus où ils étaient allés, à Lille ou peut-être bien à Paris pour parler de nous, quoi. Et de ça, on n'a pas eu des indemnisations comme on voulait, mais on a eu un geste quand même. Ouais. Voilà.

Maïra : OK, OK. Et alors, juste, en fait, les vidéos Zoom, elles se coupent au bout de 40 minutes. Du coup, dans trois minutes... Je dois en remettre. Je dois en recréer une et je te renverrai le lien. C'est juste pour te dire avant que ça s'arrête d'un coup. Mais bon, je continue jusqu'à ce que ça coupe. Mais oui, du coup, quand tu disais que tu étais plus active avant, c'est-à-dire que du coup, tu participais de quelle manière ? C'était à quel genre de choses que tu faisais quoi ?

Emilie : Du coup, j'allais plus aux AG. Ouais. Ouais, quand j'étais plus active, j'allais plus aux AG. Et je faisais plus de formation, même si, en fait, 2024, là, j'ai fait beaucoup de formation. Aussi, j'ai oublié de dire, il y a un groupe de femmes qui s'est monté avec Initiatives Paysannes.

Maïra : OK.

Emilie : Donc, on se réunit deux à trois fois par an. Là, ça fait deux ans en soirée entre paysannes.

Maïra : OK.

Emilie : Voilà. Et pareil, à un moment, j'avais lâché un petit peu, mais là, j'ai... J'ai un peu plus. Ouais. Donc, j'irais, c'est AG et formation. Je pense aussi avec Initiatives Paysannes, j'ai participé quand même cette année au jury pour Aptea. Aptea, c'est quelque chose qu'ils ont mis en place pour que quelqu'un qui veut s'installer, mais qui ne s'en prend pas encore, il soit bien prêt. Puis, pendant un an, aller dans trois fermes différentes à l'année, un jour par semaine.

Maïra : OK.

Emilie : Ça, ça fait... Je me demande si ça fait pas bientôt dix ans que ça existe. L'année dernière, j'ai accueilli un stagiaire de l'Aptea et il cherchait des bénévoles pour relire les candidatures pour 2025. Et du coup, je me suis portée bénévole.

Maïra : OK.

Emilie : Je suis jamais allée à l'institution pour... Oui. Ou à des manifestations quelconques.

Maïra : Dans ce cadre-là ou globalement, tu veux dire ?

Emilie : Globalement.

Maïra : OK. Mais par contre, tu sais qu'il se passe des choses de cet ordre-là quand même ?

Emilie : Oui.

Maïra : OK.

Emilie : Oui, oui. Je sais pas s'il y a des réseaux. On a WhatsApp, un rachat de la lune. Puis, j'ai des collègues qui sont plus ou moins actifs. donc je vois ce qui se passe quand même

Maïra : ok, mais oui alors ouais je me souviens que j'avais vu passer un truc sur, bah c'était dans l'Avesnois justement par rapport à des préservations de bocage et de de haies des trucs comme ça et il y avait peut-être avec l'Avesnois.

Emilie : comment ? avec le parc naturel d'Avesnois ?

Maïra : ouais je crois je crois que c'était il y a quelques années déjà mais je ne me souviens pas si tu avais vu

Emilie : c'est vrai que moi du coup je suis nouvellement installée dans l'Avesnois et c'est vrai qu'avec le PNR j'ai bénéficié de de l'aide, d'une aide à la plantation j'ai planté tout une haie avec, au niveau financement

Maïra : ok ok

Emilie : un technicien qui est venu on a parlé du projet c'est lui qui gérait la commande d'arbres qui gérait la commande moi je suis allée chercher les arbres

Maïra : pour la plantation ?

Emilie : ouais c'est ça, ouais mais du coup je ne sais pas ce que j'étais en train de dire mais en gros j'ai bénéficié de euh... de l'aide du PNR pour quand il est terminé

Maïra : ok ok ok, mais est-ce que tu as des souvenirs de on va dire de de mobilisation importante qu'il y a pu avoir même si tu n'y as pas participé tu vois mais de dans les dernières années ou même avant mais qui ont été

Emilie : bah moi ce qui m'a marqué et touché je dirais c'est quand à la Tempête Eunice

Maïra : ah oui

Emilie : il y a des collègues qui sont allés manifester pour obtenir un soutien au PNR une mobilisation ou quelque chose quoi hum euh... ouais c'était assez fort à ce moment là euh... là j'ai un collègue qui manifeste pas mal il est allé à Paris là euh... enfin il est allé à Paris parce que je crois qu'il y en a de

la conf qui se sont retrouvés euh... qui se sont retrouvés en garde à vue euh... mais je sais même plus exactement pourquoi

Maïra : ok

Emilie : euh... voilà il y a eu qu'est-ce qu'il y a eu qui m'a marqué hum... après je dirais c'est plus des petits événements je pense à la fête du lait nous on a la fête du lait au Péninois où je sais qu'il y a des collègues qui vont de... avénois peut-être bio je sais pas euh... voilà hum... je pense à ça ok ouais ouais là je sais qu'à plus grande échelle il y a eu une pétition pour la FNAV là hum... il y a eu une pétition

Maïra : ouais j'ai vu passer ça ouais ok

Emilie : je pense à ça

Maïra : ok ok mais du coup il y a quand même un bon un bon réseau paysan dans la région en tout cas enfin entre les bah les gens qui se revendiquent on va dire une agriculture paysanne

Emilie : ça... comment dire ça communique beaucoup et ça fait beaucoup de choses ensemble hum... ouais bah moi j'ai de la chance de ça de... d'avoir un bon réseau bah quoi peut-être 5 km d'ici il y a Isabelle et Jean-Michel Lepage

Maïra : ah oui, non j'ai pas essayé encore d'appeler il faut que j'appelle

Emilie : mais eux ils sont pas mal au taquet et c'est des enfin ils ont une belle dynamique et ils font aussi un marché producteur le premier vendredi du mois à la ferme donc bah déjà il y a des producteurs qui y vont donc bah moi j'aime bien y aller le vendredi soir euh... pour voilà pour bah ça fait une énergie locale et qui porte nos valeurs quoi on se sent moins si des moments on est tout seul sur la ferme on peut avoir des coups mous bah là voilà on voit on se voit entre agris paysans qui porteront des valeurs et avec nos difficultés aussi quoi et du coup c'est chouette après bah il y a un réseau Whatsapp maraîchers la semaine prochaine ou la semaine d'après on va se faire une bouffe là entre maraîchers ça fait quelques années on essaye une fois par an de nous retrouver comme ça euh... ouais il y a un beau petit réseau aussi à l'échelle des maraîchers c'est les commandes groupées euh... ou du dépannage si je sais pas je suis à court de terreau enfin je sais qu'en toclant aux portes je vais trouver une solution ou s'il manque un paquet de graines ouais et que je suis prise de court ouais

Maïra : ok ok ok euh... ok euh... sinon ah oui euh... bah du coup il y a eu il y a pas longtemps les résultats des élections des chambres d'agriculture là du coup bah j'ai vu que la coordination rurale avait un peu gagné du terrain euh... du coup je voulais un petit peu savoir comment tu perçois comment c'est perçu aussi autour de toi euh... voilà

Emilie : ouais euh... les élections aux chambres bah moi du coup j'ai voté j'ai poussé un peu des gens autour de moi à le faire parce que bah il y a Chantal Cornet euh... d'ailleurs ce serait intéressant que tu la contactes aussi Chantal c'est vrai j'ai pas pensé à passer Chantal Cornet et Jean-Pierre à Semry ça s'appelle au chant des oiseaux euh... Chantal du coup c'est notre représentante de la conf du nord en tant que maraîchère sur Petite Surface et elle c'est vraiment intéressant parce qu'elle est active au niveau de la conf en tant que maraîchère et euh... justement la semaine prochaine on va manger ensemble et je voulais avoir plus d'infos sur les élections et ce qu'elle en prend euh... juste ça pour dire ouais et Chantal elle voit le... les écarts entre déjà les exploitations maraîchères euh... et les fermes laitières avec 150 vagues enfin voilà on parle pas des mêmes chiffres on est pas sur les mêmes échelles du coup je dirais aussi il y a plusieurs agricultures en fait il y a plusieurs manières de faire du coup c'est ça qui est pas évident je trouve pour nous c'est à rendre compte de ça auprès du

consommateur quoi qu'il y a vraiment une agriculture à plusieurs vitesses et euh... ouais c'est pas si simple euh... on parlait de Chantal des élections ouais quand j'ai vu coordination rurale qui avait pris euh... euh... des points là euh... bon je me dis c'est des voix que la FNSEA n'a pas mais en même temps enfin la coordination rurale le peu que j'ai lu c'est pas non plus super emballant ce qu'ils proposent euh... et en même temps euh... je sais que c'est assez utopique d'imaginer une agriculture tout bio, petit paysan hum... euh... aussi bien pour les agris hum hum parce que petite ferme ça veut dire faire plus manuellement ça veut dire euh... ça veut dire être euh... travailler plus avec des valeurs et... enfin je dis pas que des agriculteurs sur grande surface et conventionnelle se cassent pas la tête mais euh... enfin moi mon boulot euh... je le vois aussi comme étant euh... une expérimentation de changer le système hum hum enfin changer de production en fait ouais et euh... enfin il y a des conventionnels qui le font et qui cherchent et qui avancent aussi et qui évoluent dans leurs pratiques mais euh... pour moi d'être paysan c'est... c'est ma représentation mais c'est d'être d'être encore plus dans l'observation et proche de la terre et à chercher des solutions en fait hum hum ok je vois comme ça ouais

Maïra : ok donc vous faites vraiment donc tu fais vraiment une différence entre agriculteur paysan dans les termes aussi quoi

Emilie : bah je suis agricultrice quand même mais euh... mais euh... en face j'ai un voisin qui est en conventionnelle qui a des vaches litières et euh... et qui a des grandes cultures ouais je le nommerai pas paysan

Maïra : ok oui oui en soit c'est pas je te dis pas ça dans un truc de enfin c'est plus dans les mots tu vois pour te caractériser toi et euh... et un idéal que tu pourras avoir et l'image que tu peux avoir des mots aussi tu vois

Emilie : ouais pour moi euh... je me dis paysanne parce que j'ai vraiment la volonté d'être active sur le territoire et de de préserver un pays et j'écoute de ça et je porte ça quoi contrairement à mon voisin n'a pas cette conscience là enfin c'est je lui en veux pas il est dans son truc et ça va mais euh... pour moi euh... si il y a un oeil qui le gêne euh... bon c'est parce qu'il y a des lois et des règles mais ça le je pense ça le perturberait pas tant de d'amener une pelle et de virer la haie quoi

Maïra : ouais ok

Emilie : moi je vois tout l'aspect environnemental biodiversité sol enfin pour moi c'est... ouais... j'ai plus confiance de l'impact en tout cas

Maïra : ok je vois, mais il y a quand même du lien avec ces agriculteurs là ou pas trop ?

Emilie : si si si moi je suis d'une famille d'agri surtout du côté de ma mère

Maïra : ah ok

Emilie : voilà avec euh... ouais avec des agris qui sont pas forcément ouverts à la bio hum hum dans notre famille maintenant je je parle pas trop de pratique bio de de valeur de tout ça

Maïra : ok

Emilie : j'évite le sujet mais voilà le compagnon de ma mère là il est nouvellement en retraite mais il avait des vaches laitières et un petit peu de culture en conventionnelle hum hum et en même temps euh... j'ai eu une certaine critique qui fait de la bio qui me parle aussi en fait par exemple peut être que l'agri bio il va pas passer il va pas mettre un coup de pesticide mais il va passer plusieurs fois avec son tracteur donc en terme de bilan carbone si on regarde juste le bilan carbone est-ce qu'il vaut

mieux passer cinq fois avec un tracteur à faire des binages machin ou est-ce qu'il vaut mieux passer une fois avec un désherbant pour faire très bref après ça va être des fermes bio mais qui sont hum qui ont des surfaces très loin de la ferme et qui font beaucoup de kilomètres ou des fermes bio qui n'arrivent pas à s'approvisionner localement et qui font faire des kilomètres à des produits pour nourrir leurs bêtes hum il y a ça et c'est enfin pour moi c'est un problème dans la bio

Maïra : ok ok ok je vois et hum ouais pour toi au niveau des politiques agricoles de manière générale ça évolue dans quel sens est-ce que ça évolue plutôt dans un sens qui toi te convient ou pas du tout

Emilie : hum non là en plus avec la suppression de la FNAB et de ce que j'ai compris c'est pas encore gagné à 100% hum non pour moi on est gouverné par des gens qui ne sont pas sur le terrain hum et qui n'ont pas conscience de ce que c'est qu'un sol de ce que c'est que la biodiversité de ce que c'est que des temps longs parce qu'une ferme c'est un projet sur des temps longs hum et c'est pas juste une activité qu'on pourrait déplacer comme ça quoi enfin c'est ouais déjà ça ça me ça me chagrine beaucoup hum après j'en veux aussi au système agro-industriel capitaliste mais ça ça joue à ça à des échelles mondiales hum de lobby de encore une fois de gens qui sont déconnectés de la réalité du coup ça me fait peur hum ça me fait peur là avec l'intelligence artificielle quand on a entendu le discours de Macron là sur l'agriculture robotisée je sais pas quoi là les trois mots qui avaient sorti enfin ça me fait très peur de hum de mettre notre alimentation dans les mains d'intelligence artificielle ou de robot enfin du coup ça questionne on peut aller loin dans les idées philosophiques le sens de la vie pourquoi on vit pourquoi à la base on mange est-ce qu'on va manger des insectes produits par des robots dans des trucs totalement hors sol hum enfin je sais pas il y a ce côté dénaturé qui me gêne pas mal aussi hum là aussi un truc qui qui m'effraie un peu c'est la non considération de l'arbre dans les systèmes hum là je voyais que sur 2025 les aides aux plantations je sais plus c'est aies ou arbres ont été élevés on a été embêtés avec les coulées de boue et compagnie Nord-Pas-de-Calais, Pas-de-Calais qui a été bien bien touché et 2025, il n'y a pas de sou pour planter des arbres.

Je ne comprends pas bien mais encore une fois, il y a une déconnexion entre la réalité et ce qui se passe en haut. Ce que je réalise aussi de plus en plus, c'est que c'est long de changer les mentalités et même moi là, après bientôt 10 ans de maraîchage et pourtant en ayant grandi proche de la terre et avec des convictions et en ayant eu une certaine sensibilité de part de mon père, je découvre encore des choses, je fais encore des liens et je pense que c'est quand même un moment où je me rends compte de ce qui se passe. Du coup, je me dis qu'un conventionnel qui est peut-être dans le guidon parce qu'il doit rembourser des prêts, qui doit courir pour payer la coopérative et le dernier tracteur qu'il a acheté, en fait, sa préoccupation première, ce n'est pas forcément d'aller voir son sol, d'aller voir ce qui se passe, d'aller voir ce qui se passe chez le voisin et de réfléchir à des changements de pratiques. Ce que je vois dans les changements de pratiques, c'est assez anecdotique, je suis allée voir le documentaire Bienveillance Paysanne, c'est à voir. Donc là, c'est replacer l'animal dans le système agricole et je pense à un autre documentaire qui est encore plus important qui s'appelle Paysans du ciel à la terre. C'est lui qui parle de vie du sol, qui parle de vie du sol, et qui montre un qui fait de la patate pour McCain et qui se fait payer des études sur ces changements de pratiques. Et alors quand je suis ressortie de ce documentaire. Il a 12 y a deux ans mais mettre en place des de faire des tests et de voir l'efficacité de ces changements de pratiques, autant faire comme ça. Heureusement qu'il y a des grosses groupes qui sont là et qui se rendent compte parce que là pour le coup, McCain qui a fait ça, c'est qu'il y voit aussi un intérêt et je pense qu'il a capté que si les sols ne sont plus fertiles, en fait, à un moment il n'y aura plus de patates, donc ça ne va pas le faire.

Maïra : Du coup pour toi, ce serait quoi aujourd'hui les moyens d'action que ce soit les agriculteurs ou les paysans auraient pour essayer de changer les choses ? Je ne te dis pas comment changer le

monde, mais peut-être que ce soit des choses qui se passent ou que selon toi, qui pourraient se passer ?

Emilie : C'est vaste !

Maïra : Oui, c'est un peu vaste, j'avoue.

Emilie : Je ne sais pas dans quel sens on pourrait détricoter le problème. Parfois, j'en veux beaucoup à mes consommateurs, enfin de moins en moins, mais je me dis qu'il faudrait que le changement vienne des consommateurs.

Maïra : D'accord.

Emilie : Une prise de conscience des consommateurs, mais alors faire quel biais ça serait ? Est-ce que ce serait santé ? Est-ce que ce serait environnement ? Est-ce que ce serait biodiversité ? Oui. Je ne sais pas, comment les toucher ? Est-ce qu'il faut les toucher en disant, en fait, si on ne prend pas soin de notre paysage, notre sol maintenant, vos enfants, ils n'ont plus rien à bouffer ? Ou est-ce que c'est à l'échelle européenne, des lobbies, même si je ne compte pas trop là-dessus ? Alors, il faudrait trouver un entre-deux. Pour moi, déjà, à l'échelle des fermes, il se passe des choses quand même, des choses. Quand... Il y a une projection au débat du documentaire des Paysans du ciel à la terre. On s'est retrouvés dans la salle du cinéma local qui était pleine avec des paysans convaincus, mais aussi des conventionnels qui sont venus par curiosité et avec qui on arrive à parler sans trop se prendre le bec. Pour moi, ça commence là, déjà. Oui. Après, on a parlé aussi... Oui. C'est-à-dire que cette projection, c'est d'accompagnement technique. Parce que moi, ce que je me suis rendu compte aussi, c'est que c'est beau d'avoir des idées, des convictions et de vouloir changer. Sauf qu'en fait, nous, on est là, peut-être dans le guidon de notre ferme. On est déjà là, au champ, à la ville, au bureau, au marché, pour faire tourner notre boutique comme on peut. Et du coup, comment faire pour se former sur de nouvelles pratiques et se faire accompagner dans ces pratiques-là ? Oui. Je suis super contente du groupe qui se monte sur les engrais Verts parce que là, l'animateur du bureau de France a trouvé un financement. Normalement, on va avoir un stagiaire qui va passer sur nos fermes pour prendre des mesures, etc. Peut-être qu'avec pas beaucoup, il y aura quand même un suivi. Il y a un groupe qui se forme. On va avoir un animateur derrière nous. Et normalement, on va avoir les semences qui vont être payées.

Maïra : OK.

Emilie : Voilà.

Maïra : OK. OK. Je vois.

Emilie : Et je dirais, ce serait rendre accessible la formation aux agriculteurs. Mais pour que les amis se forment, il faudrait des fermes témoins parce que l'agriculteur, il a besoin de voir pour faire. Il faudrait commencer par ça. Des fermes témoins, de la formation, de l'accompagnement technique, du budget. Parce qu'à un moment, l'agriculteur, il ne peut pas être seul à supporter un poids économique en fait. Parce que changer les pratiques, c'est avoir moins de rendement, c'est peut-être avoir des loupés. Ouais, c'est sûr.

Maïra : OK. OK. Et comment tu perçois des événements comme... du coup, des événements de résistance un peu... qui ont fait beaucoup de bruit. Comme par exemple Sainte-Soline en 2023 ou même tout ce qui est les initiatives de ZAD, les... enfin, tout ce qui se passe de cet ordre-là au niveau national ou plus local. Comment tu perçois ça et comment c'est perçu aussi autour de toi, ce genre de choses ?

Emilie : Moi, j'admire ceux qui y vont. Après, je ne sais pas... C'est vrai, j'ai un pote qui est pas mal engagé là-dedans, mais... Je n'arrive pas à discuter avec ça en profondeur, comment ça se passe. Parce que derrière ça, moi, j'ai toujours peur... Dans les manifs, en général, j'ai peur que ce soit racheté par des mouvements ou qu'il y ait des messages qui soient passés que je ne porte pas. Donc moi, c'est ça que... J'aime pas trop les manifs.

Maïra : OK.

Emilie : Mais en même temps, il en faut, quoi. Il en faut qu'ils fassent du bruit et qu'ils aillent porter notre voix. Enfin... Et peut-être parfois un peu violentes pour faire bouger les choses, en fait. Hum hum.

Maïra : OK, ouais. Ouais, ouais. Je vois. OK. Est-ce que tu as entendu parler du projet de Canal Seine Nord Europe ? Je crois que c'est un truc un peu récent. Mais... Ouais. Je ne sais pas à quel point tu en as entendu parler et ce que tu en penses aussi de ce genre de choses.

Emilie : Alors, j'en ai entendu parler, mais je ne sais plus où. Ouais, ici, on a le contournement de la RM2, aussi.

Maïra : OK.

Emilie : Ouais. Bah... Moi, j'y vois... J'y vois qu'on prend le problème à l'envers. C'est... Oui, on comprend le problème. C'est un peu... Donc, oui, on crée des axes, des axes de communication pour envoyer de la marque en plus, plus loin, toujours plus vite. Sauf qu... Sauf qu'est-ce qu'il ne faudrait pas penser à produire plus local, recréer une économie locale ? En faisant en main d'oeuvre locale.

Maïra : OK.

Emilie : Plus que... Ouais, on met des camions sur les routes ou des bateaux sur les canaux. On met des camions sur les routes ou des bateaux sur les canons. Ouais. En même temps, pour moi, c'est l'argent qui mène tout ça. Du coup, c'est pas évident qu'on trouve ça.

Maïra : Ouais. OK. Je vois, je vois.

Emilie : Moi, je suis pas très sensible aux partis, tout ça, parce que ça a tendance à m'énervier. J'aime pas l'étiquette. Et si t'es de gauche, tu m'envoies au... Si t'es de droite, t'es de droite, t'es rapide. En fait, mon cerveau, il a du mal à conceptualiser ça.

Maïra : OK.

Emilie : Ouais. Du coup, je saurais pas trop dire.

Maïra : Non, mais y a pas de souci. Y a aucun souci. C'était... Ouais. OK. Ça marche. Alors, qu'est-ce que je... Oui. OK. Oui, je voulais te demander, parce que du coup, tout à l'heure, t'as parlé de ta mère qui... Est-ce que du coup, ta mère était aussi agricultrice ? Ou... Et aussi ? Ou...

Emilie : Euh... Euh... Maman, qu'est-ce qu'elle est, maman ? Ma mère, elle, elle a bossé proche des agris en retraite à la fin de l'année.

Maïra : OK.

Emilie : Elle, elle a fait des élèvements d'échantillons de lait dans les fermes.

Maïra : OK.

Emilie : Euh... Le matin et le soir, en fait, elle bosse pour une boîte qui fait des analyses de lait. Et le matin et le soir, elle va, au moment de la traite, dans les fermes, récupérer des échantillons de lait. Euh... Mais maman, elle... Donc, elle fait ça le matin et le soir. Euh... Mais pendant... Donc, j'étais encore à la maison familiale. Euh... Ma mère, elle, elle donnait un grand coup de main à la ferme paysanne qu'elle avait avec mon père, en fait.

Maïra : OK.

Emilie : C'était ça, quoi. Donc, ça a été... Ma mère, elle a produit beaucoup de fraises. Elle a été connue pour ses fraises.

Maïra : OK.

Emilie : Mais qu'elle... En fait, elle n'était pas paysanne. C'était un jardin. Donc, c'était des fraises comme ça. En fait, mes parents, ils ont toujours été assez atypiques. Donc, c'est pas évident de les mettre dans des cases.

Maïra : OK.

Emilie : Euh... Parce que, est-ce que... Du coup, je me demande si elle a été déclarée à la MSA. À un moment, je pense que oui. Quand elle a fait le fromage, elle a dû être déclarée à la MSA. Ouais. Même peut-être avant, quand ils avaient des vaches, quand même. Oui, parce que mon père, il avait des cochons. Il a fait du canard. Il y a eu des ruches. Ils ont fait plein de choses. Et ma mère, elle a fait de la transpo des fromages. Mes parents étaient encore ensemble. Donc, quand j'étais là, en fait, mes parents se sont séparés quand je suis partie.

Maïra : OK.

Emilie : Et... Donc, elle faisait les fromages. C'était un grand jardin. Elle faisait le marché du samedi. Mon père, il faisait le marché du dimanche. Euh... Oui, et puis après, elle faisait... Quand il y avait de la volaille, c'est elle qui préparait les volailles et tout ça, quoi.

Maïra : OK. OK, OK, je vois. Ah oui, alors, je voulais te demander, mais t'as quel âge, d'ailleurs ?

Emilie : Ouais, euh... Après, je vais avoir... C'est dimanche, c'est mon anniversaire, mais du coup, je suis 39, donc 35 ou 36, comme ça. Un truc comme ça,

Maïra : OK. Ça marche. Et... Et oui, je me demandais, est-ce que t'as des enfants ? C'est juste par curiosité.

Emilie : Ouais, mais non, c'était... Enfin, pour moi, c'est un peu comme une question aussi, parce que... Non, j'ai pas d'enfants. Hum-hum. Et récemment, je me suis fait la remarque... Que si j'avais pas choisi d'être paysanne, certainement, j'aurais une vie beaucoup plus classique. Et j'aurais certainement des enfants.

Maïra : OK.

Emilie : Mais la vie en même temps, c'est vraiment... Non, non, moi, j'ai pas la place pour des enfants de même temps.

Maïra : OK. Parce que t'as pas le temps ?

Emilie : Ouais. Ouais, ouais. Bon, puis maintenant, je suis trop vieille et je suis trop occupée pour avoir des gamins. Mais... Mais je dirais... Je dirais que si, si, il y a 8 ans, j'avais pas été paysanne et j'aurais rencontré quelqu'un, enfin, je... Voilà, oui, certainement, j'ai eu ce moment. Mais c'est clair

que... Enfin... De choisir d'être paysanne sur petite surface et sans faire de gros crédits, tout ça... Ouais, parce que ça, je pourrais en écrire un bouquin de l'installation. Hum. Ou on va à la chambre d'agriculture, mais on n'a pas un projet avec beaucoup de surface et un projet qui est dans la normalité, selon eux. Ouais. Enfin, moi, on m'a... On m'a rayonnée à la chambre d'agriculture.

Maïra : OK.

Emilie : Et heureusement, j'avais des associations pour... Et que je connaissais l'existence des associations pour me débrouiller par de tout ça et faire des dossiers et... Ouais, c'est sûr. Et... Ouais. Et aussi, c'était moral. Enfin, parce que des moments, moi, j'ai pas été moralisée. Ouais.

Maïra : OK.

Emilie : Et à l'époque, ce qu'on a eu, c'est que derrière la ferme familiale, il y avait... Oh ! Au moins 20 hectares de... De pâture. Hum-hum. Sauf que mes parents, en fait, ont acheté une ferme sans terrain à coller à la maison. Enfin, il y avait 2 000 m². Et mon père avait racheté un petit peu plus... Plus tard, 1,5 hectare à 1,5 km de la maison. Donc, moi, je suis arrivée, j'avais une maison, une énorme maison avec des grands bâtiments, enfin, l'ancienne ferme. Ouais. L'ancienne ferme, quoi. Avec 2 000 m² autour de la maison et 100 000 m² à 1,5 km de la maison, sans eau, sous des lignes d'abstention. Enfin, voilà. Donc, j'ai commencé comme ça. Ouais. Je me suis équipée. Et à un moment, je me suis rendue compte que ça a eu des ménages. Sinon, c'était... Là-bas, c'était pas... C'était pas... C'était diable, en fait.

Maïra : OK.

Emilie : Donc, c'est pour ça. J'ai perdu 5 ans de ma vie parce que... Parce que le système n'aide pas aux petits paysans, quoi. Ouais. Et... L'élément déclencheur, c'est que quand... Bref, derrière le terrain... Qui était derrière la maison, quand le voisin est parti en retraite et qu'il a transmis, moi, j'ai dit, je veux bien faire partie... J'ai fait des discussions et au moins avoir 5 000 m² derrière la maison, quoi. Bon, peut-être à l'époque, mon tort, c'est que j'ai pas... Pour le coup, je suis pas allée voir des assos pour me soutenir et faire du poids. Et faire peut-être un peu de... Voilà. Donc, en gros, les négociations, je me suis vite énervée. Ça a été très, très court. Et puis... Et puis, bah, j'ai décidé de déménager.

Maïra : OK.

Emilie : Et... C'est vrai qu'on m'a parlé plusieurs fois de... D'une espèce d'indemnité qu'il faut payer en plus sur... Quand on s'installe sur des zones de culture. Enfin, pas forcément pour l'élevage, etc. Mais que pour la culture, il faut payer une indemnité en plus. Et du coup, c'est parfois... Enfin, apparemment, c'est devenu exorbitant, les prix là-dessus.

Maïra : Les dessous de table ?

Emilie : J'imagine que c'est ça, ouais. Ouais, alors moi, j'ai pas eu affaire à ça. Mais oui, il y a des...

Maïra : OK.

Emilie : Mais oui, il y a des... Des dessous de table très importants. Je sais, mais je l'ai pas vécu.

Maïra : OK.

Emilie : Mais oui, il y a... Il y a le prix officiel... Chez le notaire et qui est sur les documents. Et puis, il y a... Ouais, c'est ça.

Maïra : OK.

Emilie ; Là, on n'a même pas eu à parler de dessous de table parce que c'était un nom clair et net.

Maïra : Ah oui, d'accord. Ouais. OK. Et oui, d'ailleurs, donc, vous êtes... Enfin, tu... Je n'arrive pas, c'est fou. Du coup, t'as été dans la région, en fait, la majorité de ta vie, enfin, sauf quand t'es partie en voyage. T'as jamais eu envie de partir de la région, d'ailleurs, pour t'installer en production. Enfin, voilà.

Emilie : Ouais. Alors, du coup, moi, j'étais contente de s'être étudiée à Lille. Du coup, j'ai étudié à Lille... Après, je suis allée un an et demi sur Strasbourg et six mois à Montpellier. Donc, j'ai pu expérimenter la vie en ville comme je le rêvais. Ouais. Je ne sais pas si c'est plus amour que ça. Et puis après, voilà, du coup, je suis partie un an, surtout en Italie. Ouais. Mais je suis vraiment contente d'avoir fait ce voyage et d'avoir pu vivre autre chose parce que je sais que je suis revenue sur la ferme familiale. Par choix, en fait. Je le voulais vraiment. À ce moment-là, quand je suis revenue, je me suis dit, en fait, pour m'installer, que ce soit la ferme familiale ou ailleurs, peu importe. Donc, à un moment, je me suis posé la question. Mais en fait, j'allais me trouver un endroit en France ou en Italie et puis je vais faire mon truc, quoi. Ouais. Sauf que, heureusement, ça ne s'est pas passé comme ça parce que, pour moi, l'importance du réseau, de connaître les gens, de connaître les gens, de connaître les gens, de connaître les gens, de connaître les territoires, d'avoir ma mère, mon frère, mon frère, enfin, tous les gens qui m'ont aidée là, à côté. Certes, j'imagine, il y a des territoires où on peut trouver une petite impulsion et un petit dynamisme comme ça, un réseau. Mais, enfin, moi, là, pour le coup, le réseau de mon père et de ma mère et bio, local, ça m'a vachement portée, quoi. Ouais. Et heureusement, clairement, s'il n'y avait pas ça, je ne serais plus là. Ouais.

Maïra : Mais, du coup, tu trouves vraiment que c'est une région qui est dynamique du point de vue du réseau paysan, justement, genre. Enfin, en plus des connaissances que tu avais, toi, de base, mais...

Emilie : Si, carrément. Oui, oui. Moi, je suis arrivée, j'avais déjà le lien familial, le voisin-ami. Et, en plus, ça a été assez facile de rencontrer des collègues. Bon, en fait, c'est un peu, c'est un peu biaisé parce que mes parents connaissaient déjà et faisaient partie un peu du réseau. Mais, du coup, on va dire, je n'ai pas eu trop à montrer pas de blanche. Ouais. Même si, quand même, ce n'est pas si évident de rentrer dans un réseau paysan, en fait, je me rends compte.

Maïra : OK. OK, OK. Pourquoi, du coup ?

Emilie : Vraiment. Il y a eu pas des trois ans. Ben, là, maintenant, je le vois en étant ancienne et avec des petits nouveaux qui arrivent. Ouais. C'est un peu, ben, c'est des preuves et puis, on va penser que j'ai eu faim. Mais c'est vraiment bizarre. C'est inconscient, mais peut-être pour éviter des déceptions ou de s'investir trop dans quelqu'un qui veut s'installer. Mais, en fait, au bout de temps, ben non, ça tombe à l'eau parce qu'il n'avait pas assez dans le truc.

Maïra : Ouais, OK, je vois, je vois. OK. Bon, ben, je crois que pour moi, c'est tout. J'ai pu poser globalement toutes mes questions. En plus, la vidéo va se réarrêter dans 2 minutes 30.

Emilie : Pour préciser, j'ai réfléchi à une journée type. On va dire, en moyenne, si je me lève à 7h30, je déjeune obligatoire, je fais mon petit ménage maison, machin, vers 8h30, 9h, je me mets en route. Un petit peu de bureau, organisation de la journée, les coulisses, machin. Après, c'est dehors jusqu'à 13h. Je rentre, on va dire, pour une pause entre 13h, 14h, 14h30. Et après, je remets en route jusqu'à à peu près 17h30. Et l'été, ça peut être jusqu'à 19h30. Après, il faut refaire du bureau après, manger, ou voilà. Voilà une journée type.

Maïra : OK, ben super. C'est encore plus clair. Parfait. Bon, ben en tout cas, merci beaucoup, beaucoup pour le temps accordé. C'était hyper intéressant. Donc... Ouais.

Emilie : C'est pour un retour de son travail, du coup ?

Maïra : En vrai, c'est pour... Je dois le rendre en mai. Mais après, si jamais ça t'intéresse, je peux te l'envoyer. Ce sera... Bon, après, je sais pas si ça sera bien. Je sais pas, on verra.

Emilie : Non, non, c'est... Ouais, c'est bien. C'est bien, on se voit. Ben, écoute, ouais. T'es à l'école ?

Maïra : Je suis à Sciences Po Lille.

Emilie : D'accord, OK. Ouais.

Maïra : Master de socio.

Emilie : De quoi ? T'es en quelle année de master, du coup, là ?

Maïra : Première année de master.

Emilie : OK, d'accord. Ouais. Donc, tu t'intéresses aux questions de paysans ?

Maïra : Ouais, carrément. Ben, en fait, dans la région, c'est aussi parce que j'avais pas vu beaucoup de choses écrites là-dessus. Et donc, je me suis dit, ah, ben, ça peut être intéressant. Parce qu'il y a des sujets auxquels je voulais m'intéresser qui, je veux dire, ils sont... Ils ont beaucoup été traités par les mémoires, notamment, par des gens l'année dernière, l'année d'avant. Enfin, du coup, voilà, c'est pour ça. Donc... Puis, au final, ouais, c'est hyper intéressant.

Emilie : Ouais, c'est chouette. Je suis contente qu'ils s'intéressent à nos causes.

Maïra : Ben, ouais, carrément. La vidéo va s'arrêter. Du coup, je préfère dire au revoir avant que ça s'arrête. Euh...

Emilie : Au plaisir d'avoir un retour.

Maïra : Ouais, carrément. Je te laisse le contact ou quoi.

Emilie : Ok. Et à contacter, je t'envoie son SMS.

Maïra : Ok. Trop bien. Ben, merci beaucoup. Bonne soirée à toi.

Emilie : Au plaisir. Salut.

Maïra : Salut.